front rouge

ORGANE CENTRAL
du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

LA COMMUNE : LE PROLETARIAT AU POUVOIR

N° 15 - AVRIL 77 - 6 F

front rouge

N° 15
AVRIL 77
6F

ORGANE CENTRAL
du
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste
BP 68 - 75019 PARIS

SOMMAIRE

Éditorial p.3

Mouvement de rectification :
Quelques éléments de bilan p.5

Manifestation et Rassemblement Communiste :
Plein succès de la journée du 3 avril p.11

La Commune :
Le prolétariat au pouvoir p.14

Renault-Billancourt :
A l'heure de la défense des nationalisations p.20

Avant le Congrès du PS :
Le rôle du CERES p.24

Histoire du mouvement ouvriers :
Aux origines du 1er mai p.27

Les «Ballets de Changhaï» :
Un exemple d'art révolutionnaire p.30

Les multinationales :
Impérialisme et firmes multinationales p.31

D'Helsinki à Belgrade :
Deux ans de rivalité accrue p.35

Inde :
Un tournant historique p.41

Photo page 1 : Réunion d'un club sous la Commune.

Lire :

—Mouvement de rectification : quelques éléments de bilan p.5

La Commune : le prolétariat au pouvoir p.14

D'Helsinki à Belgrade : 2 ans de rivalité accrue p.35

COMITE
DE REDACTION

Max CLUZOT
(Directeur Politique)
Annie COSSIN
(Secrétaire de rédaction)
Richard DESGRAVES
Julien ESTEVE
Gabriel FERRÉOL
Michel FLORAC
Guy MORY
Stéphane RAYNAL
Charles VILLAC
Jean-François VITTE

Imp. IPCC Paris Commission paritaire 51 165 Directeur de publication C. REY

EDITORIAL

Le programme d'action du gouvernement pour les 12 mois à venir a été adopté au parlement le 27 avril. Commandé par Giscard lors de la mise en place du gouvernement Barre-bis, il avait, nous avait-on dit deux fonctions : ressouder les rangs de la droite désunie depuis plusieurs mois ; stopper l'érosion électorale de la coalition gouvernementale par des «mesures sociales» empêchant l'électorat hésitant de se fixer sur les candidats de la gauche en 78. Avant même la mise en œuvre de ce «programme d'action», on peut déjà prévoir que le double objectif visé par Barre est bien compromis !

□

Le caractère hétéroclite et tout azimuth des «mesures sociales» envisagées cache mal leur aspect dérisoire pour les travailleurs. Censé gommer les effets les plus désastreux du plan Barre de septembre, le plan Barre d'avril ne remet pourtant en cause : ni le blocage des salaires intransigeant décidé depuis l'automne, ni le programme de restructuration et le cortège de chômeurs qu'il engendre. Aussi les mesures proposées ne constituent-elles qu'un maigre palliatif qui ne remet nullement en cause l'orientation économique d'ensemble tracée par Barre, quand il a succédé à Chirac.

En ce qui concerne le chômage, les propositions (création de 20 000 emplois de vacataires dans le secteur public - exonération jusqu'en juillet 78 des charges de sécurité sociale pour les patrons qui embauchent un jeune n'ayant jamais travaillé - reconduction des contrats emploi-formation de l'État avec les chefs d'entreprise) visent bien plus à maquiller les chiffres officiels du chômage qu'à créer effectivement des emplois stables. L'arrivée sur le marché de l'emploi d'un nouveau contingent de jeunes sortant de l'école, va inévitablement faire bondir la courbe de l'ascension du chômage. Pour camoufler cela, Barre a imaginé de créer *temporairement*, pendant la période électorale, un certain nombre d'emplois provisoires. Ainsi, il est caractéristique que dans *toutes* les propositions de Barre, aucune ne garantisse l'emploi aux jeunes au-delà d'un an : les emplois du secteur public sont, Barre l'a précisé lui-même, temporaires et pour la plupart à temps partiel ; quant aux postes créés dans le privé, rien ne prévoit leur maintien au moment où prend fin la subvention provisoire de l'État qui aura simplement permis aux patrons d'exploiter au maximum ces jeunes, pour les rejeter ensuite. Même souci de dégonfler temporairement les statistiques du chômage dans le «congé temporaire» proposé pour deux ans aux mères de famille. De même pour le scandaleux chantage à l'expulsion moyennant une allocation à l'égard des travailleurs immigrés.

En ce qui concerne la revalorisation des revenus, Barre ne fait que reprendre une vieille pratique des gouvernements capitalistes : laisser les salaires bloqués et saupoudrer les différentes allocations de manière à concerner le maximum de personnes en déboursant le minimum. Il propose ainsi une augmentation des allocations familiales nettement inférieure à la hausse réelle des prix, et porte généreusement le minimum vieillesse à ... moins de 50% de l'équivalent du SMIC mensuel.

Ajoutons pour faire bonne mesure une exonération fiscale pour les retraités, et quelques bribes en faveur des veuves, et on aura fait le tour du plan Barre-bis. Et non satisfait de marquer son mépris pour les travailleurs par des mesures si dérisoires, Barre se permettait dès le lendemain de lancer de vives menaces contre les grévistes qui perturbent l'ordre public, et empêchent le redressement de l'économie de la France. Ce n'est visiblement pas avec de telles mesures et de tels discours, que Monsieur Barre peut espérer conjurer la défaite électorale en 78 qui le guette.

□

Mais ce plan Barre-bis n'a guère été capable non plus de restaurer la confiance dans la droite divisée. Censé fixer le programme d'action du gouvernement pour douze mois, muri dans le séminaire de Rambouillet sous la direction de Giscard, ce plan a fait véritablement fiasco auprès de ceux qu'il était censé armer pour la bataille électorale. Le RPR s'il se garde pour l'instant d'ouvrir une crise parlementaire en votant massivement contre le gouvernement, ne perd pas une occasion pour se démarquer publiquement et de manière polémique des différentes initiatives prises par le premier ministre actuel et par Giscard. L'élément supplémentaire apporté par le débat parlementaire sur le plan Barre-bis, c'est qu'un Debré est capable, pour le compte du RPR, de rallier dans une fronde, contre le gouvernement, une partie des «Républicains Indépendants» et des «Réformateurs». Fronde passagère certes, mais qui est significative du désarroi qui habite les hommes de la droite, y compris ceux qui ont suivi le plus aveuglément Giscard depuis plusieurs années. Quand on voit, en Lorraine, des notables ouvertement réactionnaires qui ont consacré toute leur vie à s'opposer à la classe ouvrière, venir

EDITORIAL

s'infiltrer dans les cortèges syndicaux qui manifestent contre les licenciements dans la sidérurgie, c'est vraiment que la peur de la défaite en 78 est forte chez ces individus, c'est un signe supplémentaire de la friabilité du pouvoir giscardien. Les prochaines étapes (parlement européen, élection à la porportionnelle...) du calendrier politique devraient permettre d'apprécier l'état de désagrégation exacte de la coalition gouvernementale.

□

Pendant ce temps, la gauche compte les points estimant sa victoire acquise pour 78. Déjà l'un et l'autre partenaire du programme commun, préparent l'après-78 et cherchent à acquérir des positions solides face à l'allié-concurrent. La phase de renégociation du programme commun qui vient de s'ouvrir trace d'ailleurs le cadre actuel de l'affrontement entre les deux partis de gauche. Ayant pris, au mépris d'ailleurs de tout débat dans le PCF, un tournant significatif sur la question du parlement européen, Marchais se prépare à demander en contre-partie des reculs significatifs au PS, sur les nationalisations, leur extension, les moyens d'indemnisation. Le débat sur cette question, ainsi que sur le rythme d'application du programme commun, est au cœur de la contradiciton qui oppose PS et PC sur le type d'issue à la crise qu'ils envisagent : gestion loyale social-démocrate, ou capitalisme d'État. Entièrement affairés chacun à conquérir les meilleures positions pour faire prévaloir leur projet d'après 78, PS et PC sont pourtant fondamentalement d'accord pour empêcher les travailleurs de compromettre par leurs luttes, le résultat électoral. Aussi poursuivent-ils leur tactique d'isolement, de morcellement des luttes, combinée avec des journées d'action à répétition aussi épuisantes qu'inefficaces.

□

Les travailleurs ne se laisseront abuser ni par les promesses assorties de menaces de Barre, ni par le chantage perpétuel de la gauche qui prône le renoncement à la lutte en attendant 78. Rassembler les forces pour mettre en échec le plan Barre et les sacrifices qu'il nous impose, clarifier les projets bourgeois réels qui animent les politiciens de gauche, et leur demander des comptes sur leur attitude, forger dans ces luttes, dans ces débats les moyens de l'autonomie de la classe ouvrière, voilà dans quel sens doit porter l'effort des travailleurs.

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ CENTRAL DU PCRml

Le CC du PCRml, lors de sa dernière session a décidé que «Front Rouge» se transformait, à la date du 1er mai, en revue théorique et politique du Parti. D'une pagination double de celle de «Front Rouge» actuellement, cette revue de parution bimestrielle publiera le résultat de différents travaux d'études menés par le Parti.

Par exemple, le premier numéro prévu pour le mois de juin présentera un dossier sur les nationalisations, examinant la situation de cinq nationalisations prévues par le programme commun. Marque du développement du travail d'étude du Parti, la parution de cette revue est rendue désormais possible par le travail effectué notamment par le Comité de rédaction de «Front Rouge».

Dans le même temps, «Le Quotidien du Peuple» devient l'organe central du Parti.

En transformant le «Quotidien du Peuple» en organe central du PCRml, notre Parti a voulu souligner l'importance de la bataille politique quotidienne dans la période actuelle. Les onze mois au maximum qui nous séparent des échéances législatives, sont particulièrement importants. Ils vont être le théâtre d'affrontements nombreux entre les travailleurs et la bourgeoisie, et au sein même de la bourgeoisie, aggravant la crise. La rapidité avec laquelle le prolétariat saura forger son autonomie, se démarquer nettement des partis bourgeois de gauche, dépend en partie de l'ampleur et de la qualité de ses explications quotidiennes sur la situation politique, et sur la perspective du socialisme.

MANIFESTE POUR LE SOCIALISME - PRIX 8 F

MOUVEMENT DE RECTIFICATION :

QUELQUES ELEMENTS DE BILAN

• Voilà près de deux ans, l'ensemble du parti se mobilisait pour engager un mouvement de rectification de grande importance, qui avait pour cible les influences révisionnistes à l'intérieur du parti. Certes, le moteur de l'édification de tout parti communiste étant la lutte entre deux voies, deux lignes, deux classes, il est nécessaire qu'en permanence soient combattues à l'intérieur même du parti idées et conceptions fausses.

Mais celles-ci sont différentes à chacun des moments d'édification du parti, elles prennent des formes distinctes, ont plus ou moins d'ampleur, sont plus ou moins systématisées. C'est pourquoi, à certains moments de l'édification du parti, quand l'état de la contradiction entre deux voies l'exige, il est nécessaire d'engager une mobilisation particulière, un mouvement d'éducation marxiste-léniniste pour résoudre la contradiction qui se présente. Si cette démarche n'est pas entreprise, les influences étrangères au marxisme-léninisme dans le parti se développent et progressivement se constituent en une ligne révisionniste, pouvant conduire alors, si une lutte d'ampleur n'est pas menée, à la transformation du parti communiste en un parti révisionniste. Ce danger n'est jamais écarté définitivement et appelle une grande vigilance. En effet, le parti n'est en aucune façon coupé de la société, dont les contradictions de classes se reflètent nécessairement en son sein, sous forme de contradictions entre idées justes et idées fausses. Cela ne signifie nullement qu'à chaque nouvelle lutte, tout est à reprendre au même point. En effet, d'une part, chaque lutte renforce idéologiquement et politiquement le parti, permet une assimilation plus approfondie du marxisme-léninisme ; d'autre part, sur la base de cette avancée, ce sont de nouvelles contradictions qui se présentent et qu'il faut résoudre. Ainsi, progressivement, le parti est en mesure de mieux maîtriser sa propre loi d'édification, si toutefois il se fonde toujours sur le marxisme-léninisme. Et la garantie de cela, c'est qu'il se serve en permanence de l'arme marxiste-léniniste de la lutte idéologique, critique et autocritique, dans le cadre du fonctionnement centraliste démocratique du parti.

Au printemps 75, la nécessité se fait sentir progressivement d'engager un mouvement de rectification. Se manifeste une contradiction importante entre la ligne d'offensive révolutionnaire qui est celle du parti et sa pratique.

RENFORCER LE CENTRALISME DÉMOCRATIQUE DANS LE PARTI

Une exigence qui se marque alors avec force pour l'avancée du mouvement de rectification, c'est la nécessaire transformation de la vie interne du parti. En effet, l'extériorité relative des cellules par rapport à l'élaboration de la ligne, l'esprit de paix, les limites importantes à la vie politique, un certain relativisme par rapport aux objectifs fixés, un relâchement dans le sens des responsabilités, la quasi-absence d'initiative, appellent une mobilisation d'ampleur sur la question du renforcement du centralisme démocratique. Mais s'agit-il avant tout d'apporter d'abord quelques modifications dans le fonctionnement du parti ? Faut-il simplement s'efforcer de mieux appliquer les règles qui constituent le centralisme démocratique ? C'eût été ▶

alors envisager le centralisme démocratique comme une simple méthode dont il faut connaître la technique pour pouvoir l'utiliser. Dès l'abord, l'étude de cette question nous a montré qu'il s'agissait de tout autre chose que d'une simple méthode. Ce que commande ce principe, en réalité, ce sont les conditions d'édification de la ligne du parti, la capacité de celui-ci à concentrer les idées justes des masses, à mener la lutte entre idées justes et idées fausses dans les masses, à mener la lutte entre idées justes et idées fausses à l'intérieur de lui-même. Une lutte idéologique d'ampleur, une étude approfondie a donc dû s'engager sur ce point, rapportée à notre propre pratique.

En effet, puisque fondamentalement, le centralisme démocratique consiste en la concentration des idées justes des masses, cela marquait la nécessité d'une attitude nouvelle de l'ensemble du parti sur cette question. Cela indiquait que tout le parti devait participer activement de l'élaboration de la ligne, de sa précision, de son enrichissement. Dans ces conditions, il n'était plus possible que les cellules et organisations du parti envisagent leur travail comme une simple application d'une ligne déjà toute élaborée. Mais reconnaître cette nécessité ne pouvait conduire à une transformation immédiate et radicale. En effet, cette démarche nouvelle posait des exigences qui ne pouvaient être remplies sans que dans le même temps le parti élève sa capacité théorique. En effet, pour traiter les idées des masses, pour les concentrer, pour, à partir de là, élaborer des propositions politiques, un effort d'analyse marxiste-léniniste était posé à tout le parti. Il fallait être en mesure de rapporter sa propre pratique, de rapporter la pratique des cellules à la ligne du parti afin qu'il n'y ait pas de rupture entre la ligne et la pratique qui conduit à l'apolitisme dans le travail et dans la vie de la cellule. Cet effort d'ampleur a été engagé qui a apporté des transformations significatives dans le parti, et qui doit connaître des prolongements aujourd'hui.

Ce qui est ainsi en jeu, c'est la capacité pour le parti de concentrer en un tout unique l'ensemble des éléments recueillis dans son travail, les traiter, les confronter entre eux, et parvenir à un reflet aussi exact que possible de la réalité. Sur cette base, peut s'élaborer une tactique liée à la vie, capable d'agir sur la réalité, capable de tracer une démarcation vivante, réelle avec le PCF. A cette condition, le parti peut être à l'initiative et approfondir les contradictions entre le PCF et le mouvement de masse. Sans cette démarche, le parti reste en extériorité par rapport à la lutte d'idées et ne permet pas qu'une perspective juste s'élabore et puisse se transformer en action, en force matérielle. C'est par son fonctionnement d'ensemble et de façon permanente que le parti doit dans sa totalité contribuer à élaborer une analyse la plus exacte possible, et sur cette base, formuler des propositions politiques d'ensemble, afin de transformer la réalité. Dans ces conditions, c'est l'ensemble des organisations du parti qui contribuent à l'enrichissement de la ligne, non pas simplement en recueillant des éléments bruts de connaissance sur la base de leur pratique, mais par un travail de tri, d'élaboration, d'étude, d'enquête, de bilan. Et il est nécessaire que cet ensemble d'éléments soit centralisé, afin que le parti puisse produire une analyse de la situation globale, avec le maximum de précision dans l'examen des aspects contradictoires de celle-ci. Cela exige un effort très important d'analyse patiente de la réalité, et cela à tous les niveaux.

Mais cette élaboration de propositions politiques effectuées par le parti exige une large démocratie. Le mouvement de rectification nous a appris aussi à mieux pratiquer la démocratie. En effet, celle-ci ne peut consister en la simple possibilité pour chacun de donner son point de vue sur les questions traitées dans le parti. Car, sans large confrontation de points de vue, les propositions politiques élaborées, les positions prises ne peuvent reposer sur l'expérience d'ensemble du parti, de laquelle chacun participe. Dans un parti communiste, la démocratie n'est pas la non interdiction de s'exprimer, elle constitue un devoir pour tout membre. Cela signifie que par son fonctionnement, le parti doit persuader chacun de formuler son point de vue, et avec le maximum de rigueur, de précision. La démocratie est un apprentissage où chacun est amené à élaborer son propre point de vue, à le confronter à celui des autres. C'est à cette condition que la vie interne du parti est riche politiquement, et que la lutte contre points de vue, conceptions, idées fausses peut se mener. C'est à cette condition aussi que peut se faire une assimilation en profondeur de la ligne. Cela exige que le parti, par son fonctionnement régulier, fournisse les éléments d'analyse qui permettent à chaque camarade de fonder son point de vue, de l'étayer. Sans cet effort pour fournir à chacun tous les éléments politiques nécessaires afin de prendre position sur une base solide, la démocratie risque de devenir un cadre vide. Cela signifie que chacun doit pouvoir rapporter sa propre expérience personnelle à l'expérience d'ensemble du parti. En effet, dans le fonctionnement centraliste démocratique du parti, chaque membre ne prend pas seulement la parole pour fournir les connaissances liées à sa propre pratique, mais pour prendre position sur les problèmes d'ensemble, sur les questions de la ligne politique, des grandes orientations. C'est que le parti est un tout organisé dans lequel chaque cellule s'approprie la ligne politique du parti et rapporte sa propre pratique à cette ligne, pour l'enrichir, la préciser. Cette démocratie prolétarienne développe la capacité d'initiative du parti. En effet, la vie démocratique permet à chaque membre du parti de mieux s'assimiler la ligne, de corriger ses points de vue erronés, et sur cette base, se développe l'aptitude à soulever les questions, à faire des propositions. Par cette vie démocratique sous une direction centralisée, le parti renforce son unité, sa capacité d'intervention. Mais si des contradictions se présentent nécessairement en permanence dans le parti, et à plus forte raison, dans le cadre d'un mouvement de rectification, il faut envisager la manière de les résoudre, et s'armer mieux pour les résoudre.

Pratiquer critique et auto-critique

Certes, le cadre formel du centralisme démocratique, qui nous indique que l'individu doit se soumettre à l'organisation, la minorité à la majorité, l'échelon inférieur à l'échelon supérieur et l'ensemble du parti au Comité Central, est la base à partir de laquelle peut se mener la lutte. Pourtant, cela, qui est absolument nécessaire ne suffit pas à assurer toutes les conditions pour le renforcement de l'unité du parti. Pour cela, la lutte idéologique est nécessaire, critique et autocritique constituant l'arme marxiste-léniniste pour combattre les conceptions erronées à l'intérieur du parti. Rompre avec l'esprit de paix exigeait, dans le cadre du mouvement de rectification, non seulement d'engager cette lutte, mais en l'engageant, d'apprendre à mieux la maîtriser. Engager l'offensive

sur ce point était donc nécessaire, et posait de nouvelles exigences au parti.

En effet, il ne suffisait pas de critiquer, encore fallait-il que cette critique vise sa cible et permette la correction des erreurs. De ce point de vue, il nous a fallu surmonter une démarche erronée qui consiste à perdre de vue que la lutte entre deux voies, entre deux lignes ne conduit nullement à envisager deux catégories de camarades, ceux qui seraient les bons éléments et les autres. En effet, il ne peut y avoir d'un côté ceux qui seraient marxistes-léninistes et de l'autre, ceux qui ne le seraient pas. La lutte entre deux voies existe pour tout membre du parti, qui présente nécessairement deux aspects contradictoires, l'un positif et l'autre négatif. Car la question essentielle ici est d'examiner la démarche qui conduit à cette vision métaphysique de la lutte dans le parti. Cela soulève le problème de la conception même du parti, de sa fonction dans la lutte de classes. En effet, si le parti doit s'affirmer essentiellement par sa seule capacité d'offensive, sa capacité d'activité, alors, la lutte entre deux voies sera comprise comme la lutte entre ceux qui sont capables de développer une quantité d'activité importante, et les autres, entre ceux qui sont les plus disponibles et les autres. Le risque alors est que cette lutte ne soit pas suffisamment politique, ne soit pas rapportée aux exigences fondamentales de la lutte de classes, se porte sur des défauts personnels des camarades.

Si par contre, la lutte d'idées dans le parti est clairement rapportée à la nécessité pour celui-ci de mener activement la lutte entre idées justes et idées fausses dans les masses, à éclairer nettement les questions politiques du moment, à combattre de façon convaincante le révisionnisme, alors la critique et l'autocritique dans le parti se porteront sur les insuffisances politiques, sur les conceptions erronées. C'est à cette condition qu'elles contribueront à activer le débat politique dans le parti, à corriger les erreurs politiques, ou fautes d'organisation, à transformer les conceptions fausses. Ainsi, le parti renforce son unité, sa capacité combative et les idées fausses sont en recul. Si au contraire cette démarche n'est pas adoptée, il y a risque de division, les camarades critiqués n'ayant pas les moyens de se corriger. C'est alors que la lutte risque de porter sur des points secondaires, et ne contribue pas à activer le débat politique dans le parti. Les contradictions essentielles ne peuvent alors être traitées et des camarades peuvent être amenés à se décourager, cela se trouvera renforcé si par ailleurs c'est un jugement négatif en bloc qui est porté sur eux. Le mouvement de rectification nous a conduits ainsi à repenser la manière de mener la lutte dans le parti, de résoudre les contradictions, en ne les mettant pas toutes sur le même plan, en n'intervertissant pas le principal et le secondaire, en s'appuyant sur le positif pour faire reculer le négatif.

C'est en approfondissant la conception du centralisme démocratique, en rapportant celui-ci à son caractère de classe, en confrontant ce principe à sa propre pratique, en menant la lutte idéologique sur ce point que le parti s'est profondément éduqué sur cette question fondamentale dans l'édification de tout parti communiste. En effet, c'est par lui que peuvent être résolues les contradictions, que peuvent être traitées les divergences d'opinion, que peut se renforcer l'unité du parti. C'est aussi sur la base d'un fonctionnement réel du centralisme démocratique que l'ensemble du parti peut contribuer à élaborer des propositions politiques sans cesse plus étroitement liées aux exigences de la lutte de classe . Enfin, il permet que l'ensemble du parti transforme la réalité, et la discipline liée au fonctionnement centraliste démocratique du parti ne peut alors être ressentie comme une contrainte extérieure, mais au contraire comme une nécessité interne commandée par les tâches que chacun a contribué à définir.

Ces exigences auxquelles le mouvement de rectification a confronté le parti ont conduit à envisager, dans une phase ultérieure, des réformes concrètes allant dans le sens de renforcer et la démocratie et le centralisme dans le parti.

APPLIQUER LA LIGNE DE MASSE

Mais le centralisme démocratique étant dans son essence la concentration des idées justes des masses, il devait nécessairement conduire le parti à envisager la question de la ligne de masse. En effet, sans une application vivante de la ligne de masse, quel peut être le contenu de la concentration ? Celle-ci, bien que circonscrite au parti dans son fonctionnement interne, exige la capacité pour le parti à recueillir les idées justes des masses, sinon, existe le danger d'un fonctionnement du parti à vide, où seraient ressassées sous diverses formes des généralités vides de contenu. La ligne de masse ne consiste en aucune façon en une simple technique qui permettrait d'essayer de transmettre aux masses l'acquis du mouvement historique du prolétariat tel qu'il peut être systématisé aujourd'hui. Dans cette vision erronée, le marxisme-léninisme est un dogme qu'on juxtapose au mouvement des masses, sans qu'alors une liaison vivante puisse s'établir entre la théorie et la pratique concrète de la classe ouvrière dans notre pays.

Mais la ligne de masse ne peut aucunement consister dans le défaut opposé et en réalité complémentaire, qui consiste à recueillir sans discernement les idées des masses telles qu'elles apparaissent spontanément à tel moment. Cela conduit en réalité, à se soumettre aux idées dominantes dans la classe ouvrière, qui, à l'étape actuelle d'édification du parti, restent encore très largement celles diffusées par le PCF.

Fondamentalement, la ligne de masse repose sur cette vérité qui peut apparaître comme élémentaire mais dont il s'agit de tirer les conséquences pratiques : ce sont les masses qui font l'histoire, elles constituent la force de transformation révolutionnaire de la société.

Cela commande une première conséquence : quelle que soit sa capacité d'offensive, quelle que soit sa volonté de préparer la révolution, le parti ne peut se substituer aux masses.

Sans la mise en mouvement de celles-ci, sur des objectifs de plus en plus conscients, et de façon sans cesse plus élargie, tout effort est condamné à l'échec. Cela ne signifie nullement la passivité du parti, tout au contraire exige de lui un effort très important pour recueillir les idées justes des masses, pour recueillir les idées qui vont dans le sens de la révolution. Cela ne peut se faire que par une assimilation sans cesse appro- ▶

fondie du marxisme-léninisme, pour mener la lutte contre les conceptions fausses dans les masses. Cela exige de saisir en profondeur le mouvement contradictoire de la lutte d'idées dans les masses, et de n'en pas rester à la surface des choses. Ainsi, dans la dernière période, où le blocage opéré par les directions syndicales a circonscrit très nettement le développement des luttes, les a isolées, une vision superficielle de la réalité a pu conduire à un point de vue unilatéral.

Il est vrai que de nombreux travailleurs, que de nombreux syndicalistes peuvent subir aujourd'hui un certain découragement, ne pas voir comment ouvrir une alternative pour la classe ouvrière qui ne soit pas celle de l'attente. Mais, par ailleurs, l'accumulation des difficultés pour ceux qui dirigent la société aujourd'hui, leur affaiblissement, leurs divisions, conduisent de nombreux ouvriers à s'interroger sur les causes de cette situation et sur l'issue qui peut lui être apportée. Un débat d'idées existe sur ce point : de la capacité du parti à y jouer un rôle actif, dépend la possibilité d'une avancée des idées révolutionnaires, dépend la possibilité d'une nette démarcation avec le projet de capitalisme d'Etat des révisionnistes du PCF. Mais cette intervention du parti doit s'appuyer sur une juste méthode de direction des masses. Si la propagande ne s'articule pas étroitement aux questions des masses, si elle n'est pas vivante, si elle n'est pas suffisamment argumentée, elle se heurte à l'indifférence des masses, elle ne permet pas d'engager la confrontation de points de vue. Par contre, si sur la base d'une élaboration liée au débat d'idées dans le parti, est expliqué clairement en quoi il y a crise politique aujourd'hui, en quoi la gauche offre une fausse alternative, en quoi la seule issue, c'est la révolution socialiste, alors nous rencontrons un écho. Alors, il apparaît nettement que les idées fausses ne constituent pas un bloc compact qui paralyse la classe ouvrière, mais que, elles sont en lutte avec des idées justes, liées à l'expérience quotidienne de la classe ouvrière. C'est ainsi que nous pouvons engager un processus de transformation en profondeur de la réalité.

C'est alors que le parti peut répondre à sa fonction politique : éclairer le moment actuel de la lutte et le rapporter à la perspective stratégique.

Cette démarche exige un effort de réflexion politique important, exige une capacité d'écoute des idées des masses, exige un travail d'enquête systématique, lié à la diffusion vivante de nos propositions politiques. C'est seulement à cette condition que le parti peut sans cesse approfondir sa liaison avec les masses, lier plus étroitement théorie et pratique, développer la conscience anti-révisionniste dans les masses. En effet, partant des masses, systématisant leur expérience, le parti, par le centralisme démocratique, élabore des propositions politiques, des mots d'ordre de plus en plus liés aux exigences de la lutte de classe , creusant de plus en plus nettement la rupture avec le révisionnisme. C'est alors que la ligne peut sans cesse s'enrichir de sa confrontation avec la pratique, que peut se réaliser le lien vivant entre l'acquis historique du mouvement de masse et le développement actuel de la lutte de classes dans notre pays.

Rompre d'une façon ou d'une autre avec cette démarche, c'est se condamner à la stérilité, au rabâchage de dogmes ou à l'empirisme le plus étroit. Tout au contraire, l'application de la ligne de masse permet de combattre efficacement les obstacles à l'initiative des masses, à la libération de leur énergie créatrice. En effet, ainsi le parti est mieux en mesure à chaque moment d'avancer les mots d'ordre concrets, de tracer l'alternative qui correspond aux besoins et aux exigences des masses, qui peut donc transformer en force matérielle les orientations justes.

Et cela ne constitue pas une exigence liée à des moments exceptionnels de la lutte de classes, mais s'inscrit dans le travail politique quotidien, dans la réalité de chaque jour où, sous des formes et avec une ampleur différentes, se confrontent deux voies contradictoires : celle qui s'inscrit dans la perspective de la révolution, et celle qui détourne de cette issue.

Mais l'approfondissement et la transformation de la conception du centralisme démocratique, de la ligne de masse ne constitue qu'un aspect des acquis du mouvement de rectification.

LA LUTTE SE PORTE SUR LA QUESTION DE LA LIGNE

Celui-ci n'a pas eu à lutter simplement contre des conceptions erronées concernant le fonctionnement du parti, sa liaison aux masses. En effet, les influences révisionnistes à l'intérieur du parti ne consistaient pas simplement en idées fausses sur ces points, mais elles constituaient une base à partir de laquelle pouvait se former une ligne opposée à la ligne marxiste-léniniste du parti.

Au moment où la progression du parti a dû se matérialiser de façon privilégiée dans la définition de la ligne intégrant l'avancée depuis le précédent congrès, un contre-courant s'est manifesté, qui tendait d'une part à nier les acquis du parti, et d'autre part tentait de le détourner des tâches décisives de la période. La lutte s'est portée alors sur la question de la ligne. Non pas qu'aient été explicitées à ce moment, par le courant négatif qui se formait, un ensemble cohérent de propositions, mais la logique introduite présentait une autre alternative. Comment caractériser celle-ci ? Elle consistait en un repli sur des questions secondaires, certes à examiner, mais qui ne pouvaient jouer dans la période qu'une fonction subalterne, par exemple, la question concernant le problème régional. Ce contre-courant ne s'opposait donc pas directement, de front à la ligne juste du parti, mais sa démarche consistait à écarter le parti de la précision de ses positions sur les questions décisives : l'analyse de la crise politique en France, la définition d'une tactique, la définition du projet politique du PCF. Tenter de détourner le parti de l'examen de ces questions, c'était tenter de le priver des moyens de participer activement à la lutte de classe , de répondre aux exigences de celles-ci. C'était le tirer en arrière, le ramener sur des positions en retrait. Si la logique de ce contre-courant n'avait été combattue et mise en échec, le parti se serait coupé de la lutte de classe , aurait renoncé à sa

res avec la préparation de la révolution dans notre pays. Il rejette avec toute la haine qu'il porte à la révolution socialiste, les idées justes des masses, leurs aspirations à un changement de société. Ce qu'il recueille, ce sont les idées fausses, les idées qui justifient la domination politique de la bourgeoisie. C'est donc dans et par une rupture radicale d'avec ce parti, en contradiction sur tous les plans avec lui, que peut s'édifier le parti de type nouveau. Mais le révisionnisme ne consiste pas simplement en ces propositions, ce fonctionnement, ce type de liaison avec les masses. Il est constitué par un ensemble de conceptions, de points de vue qui sont répandus dans l'ensemble de la classe ouvrière, et qui sont diffusés, développés par le PCF.

Il consiste en cet esprit de capitulation qui nie les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière, qui tend à masquer le caractère antagoniste de la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat. A chaque instant, il distille le découragement, l'hésitation. Il encourage la passivité, l'attentisme. Tout pas en avant vers la révolution signifie donc nécessairement lutte contre cette idéologie du renoncement. Dans ces conditions, il ne peut jamais être question de laisser cette lutte entre parenthèses, ni de penser faire échec au révisionnisme par la seule existence d'une capacité offensive plus importante dans les luttes. Mais le révisionnisme ne constitue en aucune façon une chappe sans faille qui pèserait sur la classe ouvrière. Cette vision erronée de la réalité conduirait à penser la propagande comme un ensemble de points de vue justes élaborés en dehors de la lutte d'idées dans les masses. Alors qu'en réalité, les résistances, les oppositions au révisionnisme qui existent dans la classe ouvrière, et qui s'appuient sur l'expérience de celle-ci, constituent autant de points d'appui, de supports pour mettre en échec l'influence révisionniste. Concevoir ainsi la lutte contre le révisionnisme repose sur une analyse de la réalité qui prend en compte et l'emprise encore importante du révisionnisme dans la classe ouvrière, et l'existence de ses points faibles, de sa fragilité et d'oppositions, de ruptures que le mouvement de masse établit avec lui. C'est de sa capacité à systématiser et développer, rendre conscients à échelle sans cesse élargie ces acquis que le parti peut réellement entamer le révisionnisme. Et celui-ci ne peut non plus être conçu en extériorité absolue par rapport au parti, puisque au sein même de celui-ci, la lutte entre deux voies oppose bien marxisme-léninisme et révisionnisme. La rupture avec ce dernier consiste donc bien aussi en un renforcement du marxisme-léninisme à l'intérieur du parti, sur la base de la lutte entre deux voies, deux lignes, deux classes sans cesse approfondie, sans cesse mieux maîtrisée. Cette lutte qui a mobilisé le parti tout au long du mouvement de rectification a accru de façon sensible la capacité de celui-ci à faire le tri entre idées justes et idées fausses, à distinguer plus nettement ce qui est marxiste-léniniste et ce qui ne l'est pas. Par cette lutte pratique, liée à une étude approfondie, le parti a renforcé de façon significative son assimilation du marxisme-léninisme, sa capacité à lier plus étroitement sa propre pratique à la théorie, et sur cette base, à élaborer les tâches de la révolution dans notre pays aujourd'hui. Ainsi, un pas significatif a pu être franchi dans la construction du parti.

ENGAGER UN NOUVEAU MOUVEMENT DE RECTIFICATION : LA LUTTE CONTRE LES DÉFAUTS GAUCHISTES

La clôture de ce mouvement de rectification a ouvert la question suivante : faut-il engager ou non un nouveau mouvement de rectification ? Pour répondre à cette question il faut, sur la base de l'avancée du précédent mouvement, examiner les limites des transformations opérées, les défauts qui subsistent.

De ce point de vue, il apparaît déjà que les exigences posées par le précédent mouvement n'ont pu trouver tout leur prolongement, et que toutes les insuffisances n'ont pu être surmontées simultanément. S'il est bien net que le précédent mouvement a rempli pour l'essentiel les objectifs qui lui étaient assignés, il n'en demeure pas moins que le parti doit résoudre aujourd'hui de nouvelles contradictions, qui apparaissent sur le devant de la scène, justement parce que celles qui existaient auparavant ont pu être résolues. La participation régulière et active des cellules, à l'élaboration d'un point de vue d'ensemble sur la réalité, reste limitée. La liaison entre l'étude et la pratique concrète reste encore insuffisante, et des tendances à l'activisme subsistent. Une tendance existe encore à ne pas poursuivre jusqu'au bout la tâche engagée, et à passer d'un point de travail à un autre, sans pousser l'effort à son terme. Les limites dans certains cas notamment, de la campagne de propagande, ont manifesté la difficulté qui subsistait de s'attacher à l'examen patient du mouvement contradictoire de la réalité, à s'insérer véritablement dans le débat d'idées qui existe dans les masses.

Cela a pu conduire dans certains cas à ce que l'effort propagandiste ne s'articule pas suffisamment aux préoccupations des masses, ou reste superficiel et demeure partiellement pour cela dans une certaine extériorité par rapport à elles.

Si la capacité d'offensive du parti contre le révisionnisme s'est largement renforcée, elle ne s'est pas encore suffisamment développée politiquement, opposant au projet révisionniste une alternative stratégique qui trace une ligne de démarcation politique plus en profondeur. Ces limites, ces défauts renvoient à des limites et défauts gauchistes, dans le style de travail. En effet, ils tendent à négliger l'analyse patiente de la réalité concrète ; ils conduisent à diminuer la capacité du parti à engager un travail de construction méthodique et prolongé.

S'ils n'étaient pas corrigés rapidement, ils conduiraient à rendre superficielle la liaison du parti aux masses et en définitive, ils constitueraient un terrain favorable au développement du révisionnisme. Ils rendraient moins crédibles nos propositions politiques. Ces défauts dans notre travail reposent en réalité sur une conception fausse du parti, conception qui consiste à penser que le parti doit principalement s'affirmer par sa capacité d'activité, ou son caractère offensif, sans que cela soit nettement rapporté à sa fonction essentielle : être en mesure d'éclairer le plus complètement possible les contradictions de classes, et rapporter le moment actuel de la lutte au mouvement historique dans son en- ▶

ligne d'offensive révolutionnaire. Il s'agissait donc bien, et de manière très nette, d'une lutte concernant la ligne. Elle renvoyait à deux positions de classe contradictoire : d'une part, celle de la petite bourgeoisie révolutionnaire, sceptique quant au développement révolutionnaire, déçue de ne pas voir la classe ouvrière engager immédiatement une riposte d'ensemble, incapable de saisir le mouvement contradictoire de la réalité, d'autre part, celle du prolétariat, capable de tracer une alternative révolutionnaire, même dans une situation où les conflits de classes ne prennent pas une forme ouverte.

Mais cette lutte a montré que le mouvement de rectification ne consistait pas en un simple approfondissement théorique effectué par l'ensemble du parti, sans qu'il ait à affronter la lutte de classes à l'intérieur de lui-même. La lutte ne pouvait donc consister seulement à régler la contradiction entre ignorance et connaissance de concepts marxistes-léninistes fondamentaux, elle débouchait sur une lutte de lignes, où se jouait la capacité ou non pour le parti d'intervenir de façon active dans la lutte de classe , de tracer une alternative capable de libérer l'initiative des masses. De ce fait même, c'est l'enjeu du mouvement de rectification qui apparaissait avec une plus grande netteté : ou il était victorieux et il consolidait le parti et le rendait plus apte à la lutte, ou il échouait et celui-ci voyait sa capacité d'initiative, son tranchant révolutionnaire très gravement compromis.

Par la lutte politique, par les explications apportées, par la force de l'argumentation, ont pu se transformer les points de vue erronés.

Ainsi, le parti a pu renforcer son unité. Dans ces conditions, sur la base de cette victoire, la ligne marxiste-léniniste a pu s'affirmer avec plus de vigueur, plus de netteté et s'enrichir. Mais ce moment du mouvement de rectification a montré avec force la nécessité de renforcer la ligne prolétarienne dans le parti, de consolider celui-ci, de matérialiser par des réformes concrètes, les exigences que l'avancée dans la période précédente avait mises à jour. S'est ouvert alors une nouvelle période dans le mouvement de rectification où l'effort principal a porté sur la prolétarisation du parti.

PROLÉTARISER LE PARTI

Prolétariser le parti, cela signifiait fondamentalement, renforcer en son sein les positions prolétariennes, c'est-à-dire y faire prévaloir par la lutte ces positions, approfondir l'assimilation du point de vue matérialiste, maîtriser mieux la méthode dialectique. En réalité, il s'agissait de poursuivre par là la consolidation idéologique du parti, de surmonter ces faiblesses internes qui avaient constitué autant de points d'appui à partir desquels les influences révisionnistes avaient pu se constituer.

Cela exigeait d'insérer plus étroitement l'ensemble du parti dans la lutte de classes, de le rendre plus directement présent dans les entreprises ou de diriger plus nettement son travail en direction de celles-ci. Il s'agissait donc de créer des conditions plus favorables au renforcement de la ligne marxiste-léniniste dans le parti, de renforcer l'éducation dans le parti de telle façon que l'assimilation du marxisme-léninisme puisse progresser de façon significative. C'est bien à ces exigences que renvoyait pour l'essentiel la prolétarisation du parti. C'est sur cette base et en liaison avec cela que l'édification du parti dans les entreprises pouvait se développer, que la promotion de cadres ouvriers dans le parti pouvait se faire. Sinon, la prolétarisation aurait été rapportée à quelques mesures sans que son essence soit saisie ; que tout le parti s'assimile plus en profondeur la ligne marxiste-léniniste.

Lors du deuxième congrès du parti qui s'est tenu au cours du mouvement de rectification, les délégués des cellules élisaient au Comité Central une majorité de dirigeants ouvriers. Cela illustrait l'avancée dans la prolétarisation du parti, se marquant notamment dans son organisme de direction. Mais si cela constituait une avancée significative, cela ne pouvait suffire. En effet, cette prolétarisation du parti exige un effort prolongé par lequel progressivement, dans toutes les instances de direction du parti, ce sont des cadres ouvriers qui constituent la majorité. Le mouvement de prolétarisation engagé au lendemain du congrès a permis de progresser de façon significative dans cette direction. La mise en place de directions collectives au niveau des fédérations du Parti constitue un élément de cette prolétarisation. Renforçant la prolétarisation du parti, le mouvement de rectification a ainsi consolidé le parti, l'a enraciné plus profondément dans la classe ouvrière.

Cela constitue un acquis significatif de ce mouvement. L'ensemble des autres réformes entreprises a permis de renforcer et la démocratie et le centralisme dans le parti, associant plus étroitement l'ensemble des cadres à une réflexion approfondie sur les orientations politiques, sollicitant une contribution plus significative des organisations du parti à l'analyse concrète de la situation.

APPROFONDIR LA RUPTURE AVEC LE RÉVISIONNISME

Si on le rapporte à l'essentiel de ses acquis, le mouvement de rectification a approfondi de façon significative la rupture du parti avec le révisionnisme. Cela concerne la conception du révisionnisme, la manière d'envisager la lutte contre lui. Le révisionnisme ne peut être circonscrit au PCF, consistant alors seulement en l'ensemble des propositions politiques de ce parti, et en son fonctionnement. Certes, définir avec plus de précision, le projet du PCF, son projet de capitalisme d'Etat, constitue une arme pour dénoncer avec netteté le caractère bourgeois de cette perspective. Il est vrai aussi que le PCF, parti bourgeois, s'il se réfère encore, formellement —de plus en plus discrètement— au centralisme démocratique, met en réalité en œuvre une caricature de ce principe, puisque les propositions qu'il élabore constituent un ramassis d'idées bourgeoises, d'idées contradictoi-

(suite p. 47)

MANIFESTATION ET RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

PLEIN SUCCES DE LA JOURNEE DU 3 AVRIL

•Les élections municipales, les luttes qui se sont engagées contre les licenciements, le blocage des salaires... ont traduit le refus par les travailleurs du plan Barre, de la politique de la bourgeoisie au pouvoir. Plus profondément, elles expriment la prise de conscience de plus en plus claire par les travailleurs de notre pays que c'est le capitalisme qui est en cause, que cette vieille société d'exploitation a fait son temps.

Elles expriment le scepticisme grandissant devant les fausses solutions des partis qui prétendent défendre leurs intérêts ; elles expriment l'aspiration à une autre société, au socialisme.
Cette perspective du socialisme, les moyens d'y parvenir, la nature des projets politiques des partis bourgeois qui se disputent le pouvoir, les changements que pourrait amener un gouvernement d'union de la gauche, telles sont les questions en débat dans la classe ouvrière aujourd'hui. La journée de mobilisation que notre Parti organisait le 3 Avril se fixait pour tâche d'apporter des réponses à ces questions, à ces aspirations au socialisme.

L'impact de la manifestation

Le socialisme, c'est la voie que traçait avec force la manifestation qui, d'Oberkampf à la Place Gambetta, parcourut le matin l'un des quartiers les plus populaires de Paris.
«Le capitalisme, c'est la crise, la gauche c'est toujours le capitalisme Une seule solution, la révolution socialiste.» Ce mot d'ordre inscrit en large sur la banderole de tête du cortège, constituait le thème central de la journée. L'idée que le capitalisme a fait son temps, c'est ce que reprenaient plusieurs banderoles et mots d'ordre dont celui scandé massivement tout au long du parcours: *«Il a fait faillite, le capitalisme, la France de demain, c'est la France socialiste»*.
Quel socialisme nous voulons ? C'est ce que précisaient plusieurs banderoles disséminées dans le cortège, telle *«la classe ouvrière doit diriger en tout»*.Un socialisme qui n'ait rien à voir avec les pays de l'Est où la capitalisme a été restauré.
Mots d'ordre de lutte contre le chômage, contre le plan Barre dont les travailleurs de plusieurs usines, présents à la manifestation, telles les ouvrières de la Sescosem à St-Egrève, ou de la Solmer, traçaient la voie.
Mots d'ordre anti-impérialistes, dénonçant les préparatifs de guerre des deux superpuissances, soutenant les peuples en lutte, notamment ceux d'Afrique Australe, du Chili, d'Argentine.
Mots d'ordre affirmant la nécessité de l'édification du Parti Communiste.
Mots d'ordre tous massivement repris par la manifestation composée des cortèges des fédérations du Parti et de l'UJCR, parmi lesquels avait pris place une délégation de l'Humanité Rouge ; cortèges très ouverts qui regroupaient des travailleurs de tous âges, français, immigrés, affirmant bien haut leur volonté d'en finir avec le capitalisme, de rejeter les solutions qui ne visent qu'à le replâtrer, d'édifier la France socialiste.

Tout au long du parcours, la manifestation a été chaleureusement accueillie par les habitants du quartier qui s'arrêtaient nombreux pour lire les banderoles, écouter les mots d'ordre. En témoignent les applaudissements qui ont ponctué plusieurs mots d'ordre, le nombre de journaux vendus, le grossissement des rangs des manifestants. En témoignent surtout les très nombreuses discussions sur la crise, la perspective du socialisme.
Par l'enthousiasme de ses participants, leur nombre, par son impact, cette manifestation constitue un large succès.

Plein succès du rassemblement

C'est également une foule très nombreuse qui se pressait au rassemblement à la Mutualité dès 14H et jusqu'à tard dans l'après-midi. ▶

Une manifestation chaleureusement accueillie.

La première partie, sous la présidence de Robert Emery, ouvrier de la chimie et membre du Bureau Politique, s'ouvrait devant une salle comble.

Dans un premier temps, elle rassemblait des témoignages d'ouvriers, de paysans, de gens du peuple venus crier leur révolte contre les conditions de vie et de travail imposées par le capitalisme, venus retracer leurs luttes, exprimer leurs aspirations.

Toutes ces interventions constituaient autant d'éléments concrets sur le développement de la crise aujourd'hui et sur la manière dont se manifeste, dans la vie, à travers cette révolte, ces luttes, ces espoirs, la nécessité du socialisme.

Nécessité du socialisme pour répondre à l'aspiration de «vivre et travailler au pays», exprimée par une ouvrière de la Sescosem en conclusion de son intervention retraçant la lutte victorieuse qu'elle et ses camarades avaient menée contre les licenciements.

Nécessité du changement de la société pour supprimer le chômage, les licenciements comme aujourd'hui dans la sidérurgie. C'est ce que montrait un sidérurgiste lorrain.

Nécessité d'une société où la classe ouvrière ait le pouvoir, pour mettre un terme à l'exode et à la ruine auxquels sont acculés les petits paysans pauvres par le capitalisme, en construisant, dès maintenant dans la lutte, l'unité ouvriers-paysans comme le montrait un paysan de la Drôme.

Nécessité du socialisme, seul capable d'utiliser les richesses nationales pour la satisfaction des besoins de tous ; c'est ce qui ressortait notamment à travers l'idée développée par un mineur de Montceau : «Ce n'est pas la mine qui est périmée, c'est la capitalisme».

Nécessité d'une France socialiste pour assurer l'indépendance nationale de notre pays, aujourd'hui bradée par la bourgeoisie face aux pressions des deux super-puissances comme le montraient, sur un exemple concret, les témoignages de pêcheurs bretons dénonçant le pillage des mers par les chalutiers russes et le silence complaisant des autorités françaises devant cette agression.

En finir avec cette société qui mutile et tue les ouvriers, sème pollution et dégradation du cadre de vie, c'est la perspective que donnait l'un des montages-diapositives projetés au cours de cette partie.

Démontrer que la crise aujourd'hui ne peut que déboucher sur la révolution, c'était le sens de l'intervention d'un vétéran communiste de Moselle, ancien membre du PCF qui concluait par un appel à rejoindre le PCR «pour construire le Parti dont nous avons besoin».

En conclusion de ces témoignages, se plaçait l'Intervention Centrale, prononcée par Charles Villac, membre du Secrétariat Politique de notre Parti.

Analysant la situation politique aujourd'hui, notamment les résultats des élections municipales, l'intervention montrait comment l'accroissement des contradictions au sein des partis bourgeois révélait leur incapacité à définir un projet politique qui puisse rallier l'adhésion des masses. Incapacité des partis de droite, dont le recul électoral ne peut qu'accroître les divisions. Mais incapacité aussi des partis de gauche, malgré leurs succès électoraux, car eux aussi ont montré l'ampleur de leur division et ils n'ont d'autre perpective à proposer que le programme commun. Déjà présente depuis longtemps dans les luttes, la défiance vis-à-vis de la gauche ne cesse de s'accroître. A chaque déclaration, les projets du PS et du PC, en même temps que leur caractère divergent, apparaissent de plus en plus clairement pour ce qu'ils sont : gestion loyale du capitalisme pour les uns, mise en place d'un capitalisme d'Etat pour les autres.

Partant de cette analyse, l'intervention définissait les tâches des communistes aujourd'hui. D'abord être à l'initiative dans la lutte contre le plan Barre, contre lequel une riposte d'ensemble n'a pu s'engager jusqu'à maintenant du fait de la répression brutale et systématique des luttes et de l'attitude des directions réformiste et révisionniste des syndicats. Dans ce but, et pour permettre à la classe ouvrière de mener le débat politique de plus en plus étouffé dans les structures syndicales, il est plus que jamais nécessaire de construire le front de lutte contre la crise.

Mais tracer cette perspective aujourd'hui ne suffit pas «Il faut la rapporter au projet de révolution, socialiste, au projet de société socialiste».

Tracer les grands traits de cette société, c'est ce que développait largement l'intervention qui définissait les fondements de la dictature du prolétariat. Contrainte contre les exploiteurs, démocratie la plus large pour le peuple, sa mise en place est largement un pouvoir par le bas. Cette idée que le socialisme se construira par le bas, c'est ce qui était développé en plusieurs points :«Ce sont en effet les structures de base des travailleurs, assemblés en communautés à partir de l'entreprise, du quartier, du village qui jouent désormais un rôle essentiel». Toutes les tâches, les tâches administratives, les tâches d'élaboration des grands traits du Plan, de gestion des entreprises... sont prises en charge de plus en plus directement par ces communautés de base.

Telles sont les conditions pour que la classe ouvrière, guidée par son Parti, dirige en tout.

L'intervention concluait sur le type de Parti nécessaire pour guider les masses dans ses tâches de construction du socialisme, et, dès maintenant, pour les mener à la révolution.

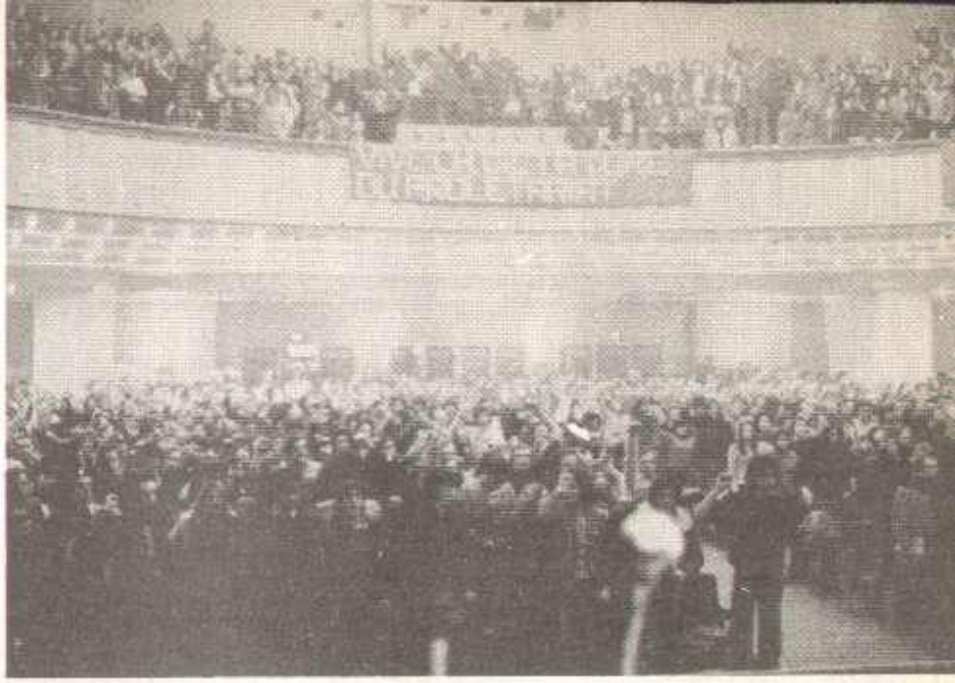
Ecoutée avec une grande attention, comme l'ensemble des témoignages, fréquemment applaudie, se terminant par une ovation

de la salle, debout, chantant l'Internationale, l'Intervention Centrale a rencontré un vif intérêt auprès des milliers de travailleurs présents dans la salle, montrant qu'elle répondait à leurs propres préoccupations, à leurs propres aspirations.

Après l'intervention deA.Kastan dirigeant de l'Humanité Rouge qui montrait les progrès importants accomplis sur la voie de l'unité par les discussions avec notre Parti, s'ouvrait la 2e partie du rassemblement.

La parole était d'abord donnée à Victor Fainberg, représentant du mouvement des droits de l'homme en URSS, victime pendant plusieurs années de la répression fasciste qui y sévit. Il montra l'ampleur de cette répression qui n'a rien à envier à celle d'Hitler, ses différentes formes. Il expliqua comment le pouvoir en URSS, loin d'appartenir à la classe ouvrière et le peuple est entre les mains d'une nouvelle classe dirigeante qui maintient sa domination par la repression la plus brutale.

Il montra aussi le développement des luttes contre cette répression, non seulement par les intellectuels mais surtout leur prise en charge de plus en plus grande par la classe ouvrière. Il était important, dans le cadre de ce rassemblement, alors que la bourgeoisie agite encore largement le spectre de ce qui se passe en URSS comme repoussoir du socialisme, de donner la parole à un de ceux qui luttent contre le fascisme qui y sévit ; car même si des divergences importantes nous séparent, notamment sur l'origine de la dégénerescence en URSS, même si Victor Fainberg n'est pas un militant marxiste-léniniste, son combat et celui que mène l'opposition démocratique dans les pays de l'Est, rejoignent le combat de la Révolution mondiale. C'est ce que n'ont manifestement pas compris les quelques trublions qui tentèrent de perturber l'intervention de Fainberg et qui furent rapidement mis au pas par l'intervention du secrétariat de notre Parti et par les réactions hostiles de la salle à leur égard.



La perspective du socialisme clairement tracée

C'est ensuite un camarade espagnol, Pedro Christobal, vétéran syndicaliste qui rappela les coups portés contre le fascisme par la lutte des Peuples d'Espagne et de la classe ouvrière mais montra que cette lutte était loin d'être terminée et que l'un de ses moyens de la mener était le renforcement de la construction d'un syndicat de classe.

Le camarade Gianni, ouvrier à la Magnetti Morelli de Milan, montra le rôle de collaboration de classe de plus en plus ouvert joué par le PCI auquel se réfère de plus en plus Marchais et qui s'est allié avec le gouvernement Andreotti pour faire passer les mesures d'austérité contre les travailleurs.

Le rassemblement se termina par l'intervention d'un vieux camarade mineur du Nord qui souleva l'enthousiasme de la salle et par une intervention de cloture qui affirma bien haut que «le jour n'est pas loin où le pouvoir des travailleurs primera sur celui des capitalistes».

Par le nombre de ses participants, l'intérêt et l'enthousiasme qu'ils ont manifesté tout au long de la journée, son caractère unitaire, le 3 avril est un grand succès pour notre Parti, pour la perspective du socialisme en France. D'abord parce qu'il se situe à un moment où les travailleurs, sollicités de toute part pour adhérer à des projets politiques qui n'ont rien à voir avec leurs intérêts, sont plus exigeants quant au contenu de ce qu'on leur propose, se déplacent moins spontanément pour participer à de tels rassemblements. Succès aussi parce que les réactions recueillies tout au long du meeting et par la suite, montrent qu'effectivement il apportait des réponses aux questions que se posent les masses aujourd'hui. «Je ne connaissais pas votre parti», a dit un travailleur, «Je suis venu un peu au hasard, mais je dois dire que ça répond tout-à-fait aux questions que je me posais. Ce qui m'a plu aussi, c'est que vous ne soyez pas sectaires, que vous laissez place au débat, que vous écoutez ce qu'on vous dit». ■

LA COMMUNE

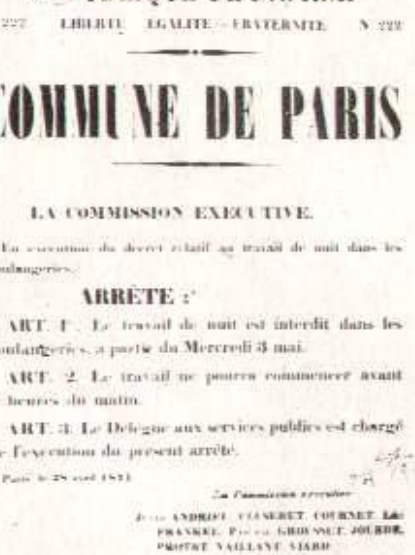
LE PROLETARIAT AU POUVOIR

• Par son insurrection du 18 mars 1871, le prolétariat parisien accomplissait le premier pas de la révolution. La tentative du gouvernement bourgeois pour enlever militairement les canons, dernier espoir du peuple révolté par la livraison de Paris aux Prussiens, s'avérait bien comme la tentative suprême.

Le dernier rempart de la bourgeoisie, son armée, n'était plus, après l'échec du 18 mars, qu'une troupe privée de ses deux chefs principaux, fusillés le matin, une troupe éparpillée dans les arrondissements, fraternisant avec le peuple ou s'enfuyant en débandade, souvent sans armes, vers les portes de Paris. Même débandade au gouvernement : l'essentiel de l'administration, emportant les caisses et les clefs, fuit à Versailles.

Cependant, dès le 18 mars, la Garde Nationale qui regroupe, depuis le siège, le peuple en armes, dirigée par son Comité Central élu, décide l'occupation des points névralgiques : ainsi Varlin doit s'emparer de la place Vendôme pour neutraliser l'état-major officiel, nommé par le gouvernement bourgeois, de la Garde Nationale ; d'autres bataillons occupent le Palais de Justice, prennent la caserne Napoléon, l'Imprimerie Nationale et concentrent leurs forces sur l'Hôtel de Ville. Le 19 mars, s'achève la conquête proprement militaire du pouvoir avec l'occupation des ministères. Le même jour, se réorganise, sous la direction de la Garde Nationale, un nouveau pouvoir.

Faite par les travailleurs, l'insurrection affirme, par les premières mesures prises, son caractère profondément prolétarien : d'abord dans son souci de remettre entre les mains du peuple, le choix des hommes qui vont désormais diriger ; pour cela, le Comité Central de la Garde Nationale annonce



REPUBLIQUE FRANCAISE

N 227 LIBERTE EGALITE FRATERNITE N 228

COMMUNE DE PARIS

LA COMMISSION EXECUTIVE

La exécution du décret relatif au travail de nuit dans les boulangeries.

ARRÊTE :

ART. 1. Le travail de nuit est interdit dans les boulangeries, à partir du Mercredi 3 mai.

ART. 2. Le travail ne pourra commencer avant 5 heures du matin.

ART. 3. Le Délégué aux services publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris le 29 avril 1871

La Commission exécutive

ANDRIEU, CLEMENCET, COURNET, Léo FRANKEL, Pindy, GROUSSET, JOURDE, PROTOT, VAILLANT, VIARIS

l'élection d'une «Commune» à qui il cédera la place. D'autre part, il prend immédiatement en mains les tâches de réorganisation : 9 «commissions» (remplaçant, en gros, les anciens ministères) décident des mesures les plus urgentes, dictées par la misère populaire : suspension de la vente des objets engagés au Mont-de-Piété, prorogation d'un mois des échéances (mesure visant surtout à rallier les petits commerçants), interdiction faite aux propriétaires de congédier leurs locataires. Chaque jour, affiches, et articles du Journal Officiel (pris en mains par la Commune dès le 19 mars) permettent une large information.

Toutes ces mesures, cette manière d'agir ne sont pas nées de l'inspiration de quelques chefs de bataillon, plus ou moins influencés par l'Internationale. En fait, ce sont des mesures voulues, discutées depuis longtemps par le peuple. Ce sont les travailleurs qui ont décidé.

Ce sont les travailleurs qui ont décidé

Les luttes contre la dictature de Napoléon III mais surtout les six mois qui suivent la chute de l'Empire et la proclamation de la République (4 septembre 1870) sont, pour le peuple de Paris, des mois d'éducation politique intense. D'abord, parce que ces premiers mois de la République, tant voulue par le peuple, sont une libération de l'enthousiasme populaire. La République, c'est la certitude qu'enfin les travailleurs vont pouvoir parler, se réunir, critiquer... Journaux interdits ou pourchassés sous l'Empire reparaissent, feuilles parfois éphémères, mais lues avec avidité, avec le désir de connaître enfin la vérité, de s'informer. Affichés, les journaux fournissent une source intarissable de discussions improvisées, ou plus structurées. Ainsi, chaque soir, dans chaque arrondissement, les habitants se rendent au club, à «Nicolas des Champs», «aux Gravilliers», aux «Batignolles»...

Dans les clubs

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE UNE ET INDIVISIBLE
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

OUVERTURE
DU
CLUB COMMUNAL
A
L'EGLISE SAINT-SULPICE

SEANCE TOUS LES SOIRS A 8 HEURES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

OUVERTURE
DU
CLUB CENTRAL DE PARIS
Comité Central des 20 Arrondissements
ÉGLISE St-EUSTACHE
Séance tous les Soirs à 8 heures

Le club, c'est en fait, le lieu naturel de rencontre des gens du quartier ou de l'arrondissement ; le lieu où, soir après soir, se précisent les accusations portées contre le gouvernement qui négocie la trahison avec Bismarck et réprime les manifestations ouvrières, c'est le lieu ou s'élaborent les projets d'un gouvernement qui serait véritablement au service des travailleurs. Les clubs, très nombreux et très populaires (1500 personnes dans le XVème arrondissement, le 6 septembre) sont l'expression spontanée de la volonté d'organisation du peuple.

Sous la diversité - qui confine parfois à la confusion - des thèmes discutés, apparaît cependant une ligne directrice : les séances sont loin d'être une suite de plaintes qui révéleraient, dans toute leur étendue, la misère des travailleurs, souvent chômeur affamés par la spéculation et le froid intense de cet hiver de siège. Non, la trame des réunions est toute entière constituée par l'aspiration à une autre société. Et c'est en cela que ces six mois de siège sont riches de leçons politiques : dans la confrontation quotidienne de leurs aspirations souvent confuses à un monde «sans exploitation» avec la misère et les arrestations, dans la confrontation de l'aspiration à une «Commune», élue des travailleurs, avec la mascarade des élections du 8 février qui, par un vote au suffrage universel, a donné jour à une Assemblée ultra-réactionnaire, dans cette confrontation quotidienne, c'est tout l'horizon politique des travailleurs qui s'élargit et s'éclaircit. Non, la République de Thiers et compagnie n'est pas la République que veulent les travailleurs et qui résoudra leurs problèmes. C'est là un choix fondamental qui s'opère et qui fonde l'existence de la Commune.

Dans les «comités de viligance»

Ecole politique, les six mois de siège le sont non seulement à travers l'expression populaire spontanée, mais dans la volonté consciente d'organisation qui est, en particulier, l'œuvre de l'Internationale. Dès le 5 septembre, lendemain de la proclamation de la République, l'Internationale, en accord avec les Chambres Syndicales, appelle chaque arrondissement à tenir une réunion publique pour y former un «comité de vigilance et de défense nationale». Leur rôle ? *«Pourvoir dans leur arrondissement, soit par eux-mêmes soit par des réclamations incessantes auprès des autorités compétentes, aux mesures urgentes, nécessaires pour assurer la défense de Paris et la distribution équitable des vivres et des subsistances, pour préparer la formation de la Commune de Paris par les élections au Conseil Municipal, et enfin, pour affermir inébranlablement le maintien de la République démocratique et sociale».* (rapport du Comité Républicain élu du IIIème arrondissement aux habitants de l'arrondissement). On voit là une double aspiration : à la fois une volonté d'organisation autonome des travailleurs, de prise en mains par les travailleurs de tous les problèmes qui les touchent directement, mais aussi affirmation d'un contrôle sur les actes du gouvernement, avec l'illusion encore largement présente dans le peuple que la République est effectivement le gouvernement des travailleurs...

Chaque arrondissement doit également élire quatre délégués dont l'ensemble constitue le Comité Central des XX arrondissements. C'est cette organisation qui prend la part la plus active et la plus clairvoyante à la vie politique des quartiers pendant le siège : délégation le 8 octobre auprès du gouvernement pour obtenir l'élection d'une «Commune», présentation de candidats sur le programme de *«gouvernement direct des citoyens par eux-mêmes»* aux élections municipales des 5 et 6 novembre, puis aux élections à l'Assemblée Nationale le 8 février, formation, fin novembre, du «Club Central du Comité Républicain socialiste des 20 arrondissements de Paris» : c'était là une tentative pour coordonner en une force unique, centralisée l'ensemble des membres des comités de vigilance.

Egalement encouragée par l'Internationale, l'élection de leurs chefs par les gardes nationaux, c'est à dire en fait tous les hommes en armes, surtout les hommes du peuple : c'est ainsi que, début 71, se constitue la Fédération de la Garde Nationale, avec à sa tête, un Comité Central élu, qui prend la direction des opérations le 18 mars.

Journaux, clubs, comités de vigilance furent autant de moyens que se donna le peuple de Paris pour comprendre l'ensemble des évènements, et, à travers eux, se faire une opinion sur la nature de l'Etat en place, la nécessité d'en briser les principales institutions. Conviction tellement forte que le peuple était prêt à se battre pour elle.

Une intense vie politique

Aussi, lorsque le pouvoir est conquis par les travailleurs le 18 mars, ses contours sont-ils déjà esquissés dans l'esprit du plus grand nombre ; ce pouvoir c'est, avant tout, celui de ceux qui l'ont conquis, les travailleurs ; il doit être l'expression organisée et active de **leurs** décisions, de **leurs** aspirations. Ainsi le Comité du XIe arrondissement, le 24 mars, donne cette définition de l'Etat : *«L'Etat, c'est le peuple se gouvernant lui-même par une Convention nationale composée de mandataires révocables, nommés par le suffrage universel direct, organisé ; le peuple se réservant la discussion et la sanction de toutes constitutions et lois organiques».*

Aussi l'importance de la vie politique à la base, dans les quartiers, dans les bataillons est ▶

«Le Tribun», «Le Cri du Peuple», le «Journal Officiel»... la presse aussi est aux mains du peuple

elle primordiale. Les clubs, loin de désemplir, rassemblent souvent plusieurs milliers de personnes ; ainsi au club Nicolas des Champs, ce sont 5000 personnes qui ont voté le 1er mai une résolution lue à la Commune le 3. Le même club, le 6 mai, dans un manifeste «Au peuple» indique clairement le rôle des clubs : *«Le club communal a pour but de défendre les droits du peuple, de lui faire son éducation politique afin qu'il puisse se gouverner lui-même, de rappeler aux principes nos mandataires s'ils s'en écartaient, de les appuyer dans tout ce qu'ils feront pour le salut de la République. Mais surtout d'affirmer la souveraineté du peuple qui ne doit jamais abandonner son droit de surveillance sur les actes de ses mandataires».*

Loin d'être de simples tribunes pour orateurs en mal d'auditoires, les clubs sont un rouage essentiel de la vie politique sous la Commune : c'est, de fait, l'organisation de base du peuple, celle dans laquelle il a besoin de se retrouver pour émettre ses propositions de décret, ses suggestions pour la défense militaire : c'est dans les clubs que le peuple se sent pleinement partie prenante de toutes les décisions qui sont prises au niveau central - La Commune -. Les milliers de suggestions, propositions, critiques rapportées par les procès verbaux de séances sont la preuve tangible de la participation directe et enthousiaste de la majorité de la population aux décisions ensuite arrêtées par la Commune. Les clubs sont en même temps - outre cette organisation politique de base - une pièce active du nouvel Etat : ils doivent s'occuper de «la défense au point de vue des subsistances et de l'organisation de la Garde Nationale» (Journal Officiel du 9 mai). De même, lorsque les habitants de Neuilly, chassés par l'attaque versaillaise, doivent se replier dans Paris, ce sont les clubs qui se chargent de les loger, de les nourrir. C'est dans les clubs que toute l'initiative populaire trouve ses moyens de réalisation.

Initiatives

Initiative pour proposer, décider mais aussi agir dans toutes les tâches qui peuvent être menées à bien dans les quartiers. Ainsi le «Comité Central d'artillerie de la Garde Nationale» rapporte à la Commune (31 mars) les «travaux» dont «il a pris l'initiative, alors que tout était désorganisé» : réorganisation militaire des arrondissements, «recherche et classement du matériel, pièces et munitions», et il demande les décrets nécessaires à la poursuite de son œuvre.

De même, la Commune, par certains décrets, généralise seulement des mesures déjà prises dans certains arrondissements : ainsi le recensement des habitants, des appartements vacants, des abris, la recherche des armes et des réfractaires (les hommes refusant de servir dans la Garde Nationale). En réalité, l'initiative était partout ; ainsi Louise Michel s'occupe-t-elle tout à la fois de créer un service d'ambulance efficace où s'activaient de nombreuses femmes, d'ouvrir une école professionnelle et non religieuse dans son quartier, Montmartre, et de combattre.

Se faire un point de vue

Pouvoir de décision, initiative ne peuvent être réellement aux mains du peuple que si les travailleurs ont les moyens de connaître et de comprendre, de se faire un point de vue. Pour cela, une information rapide et rigoureuse, reflétant le point de vue des travailleurs, est nécessaire. Une dizaine de quotidiens, en plus du Journal Officiel de la Commune. («le seul véritablement socialiste» dit un de ses membres), des affiches, publiant les décrets de la Commune, les réunions de clubs, les déclarations, c'est en fait toute une structure par laquelle les travailleurs peuvent contrôler, juger l'ensemble de ce qui se fait : chaque jour, le travailleur peut lire, dans le Journal Officiel, le compte rendu de la séance précédente de la Commune, voir les débats parfois acharnés qui ont eu lieu, voir comment un point de vue l'a emporté, sur la base de quels arguments, voir quelles décisions ont été prises. (Seules les discussions sur la situation militaire ne sont pas communiquées dans la presse). C'est là un atout de taille pour s'informer et comprendre. De plus, les colonnes des journaux sont largement ouvertes aux lecteurs : c'est un moyen supplémentaire pour faire connaitre ses informations, ses propositions. Être informé, c'est déjà avoir un moyen de contrôler : ainsi lorsque Félix Pyat veut donner sa démission de membre de la Commune pour protester contre l'interdiction de journaux réactionnaires, la Commune le renvoie devant la «réunion publique» du quartier qui l'a élu, afin qu'elle juge «s'il a tort».

En fait, tout cette organisation à la base du peuple, qui fait de la Commune un pouvoir irrigué de toutes parts par ces milliers de débats et d'initiatives populaires, l'enracine profondément dans la vie du peuple. Dans son mode de fonctionement même, la Commune est prolétarienne parce que tout concourt à ce que ce soient les travailleurs eux-mêmes qui contrôlent, de la prise des décisions à leur exécution.

«Le gouvernement direct»

Donner aux travailleurs les moyens de «se gouverner eux-mêmes», «le gouvernement direct», ce sont là les préoccupations fondamentales de la Commmune. Et toute l'organisation nouvelle de l'Etat est marquée par cette volon-

té : que les travailleurs puissent, en tout point, contrôler ce qui se fait.

1/ des délégués...

Donc, lorsque le peuple élit la Commune, élit ses 85 représentants qui vont être chargés de diriger, une chose est claire dans l'esprit des travailleurs : ce sont des délégués, ce sont de simples «citoyens» auxquels le peuple délègue son pouvoir, qui sont chargés d'appliquer et de faire appliquer les décisions du peuple. Ainsi C.G. Jacqueline, dans «le Prolétaire du XIe», le 19 mai , écrit :

«L'organisation de la Commune ne consiste pas seulement dans la nomination des mandataires du peuple... La Commune, c'est le peuple même manifestant sa volonté par la délibération légale sur les actes de ses agents».

Très dur, le «Prolétaire du XIe affirme également : *«le peuple n'a pas à remercier ses mandataires d'avoir fait leur devoir. Ils seraient criminels en ne le faisant pas».* La section de la gare d'Ivry et de Bercy, de l'Internationale écrit le 2 avril, *«le peuple seul est souverain. Si cette souveraineté doit se manifester par des lois, si, pour l'ordre de la collectivité, ces lois doivent être l'œuvre directe de quelques uns, délégués spécialement à cet effet, ces délégués ne sont que des commis et non des maîtres».* Ils sont, ajoute-t-il, *«les porte-voix des besoins de tous».*

Spolié en 1830 et en 1848 d'un pouvoir qu'il croyait avoir acquis par son insurrection, le prolétariat parisien s'entoure, en 1871, de toutes les garanties qu'il estime nécessaires pour conserver son pouvoir.

2/...Issus du peuple...

D'abord c'est le peuple lui-même qui choisit ses délégués : ce sont les réunions populaires, les Chambres syndicales et l'Internationale qui proposent des candidats, établissent les listes. Tous, ce sont des hommes qui, soit, au sein du Comité Central des XX arrondissements soit dans la Garde Nationale ont fait preuve de détermination et de clairvoyance politique pendant le siège. Tous sont connus pour les emprisonnements et jugements qu'ils ont subis sous l'Emprire (Vallès, Blanqui, Lefrançais...), pour leur propagande politique socialiste au sein des ouvriers (Varlin, B. Malon, Frankel...), pour leur activité prépondérante dans les «comités de vigilan-

«L'armée a fusionné avec le peuple»

membres élus de la commune, 25 sont ouvriers, les autres appartiennent à la petite bourgeoisie, ou, comme Cluseret et le général Bergeret ont mis leurs connaissances au service de la Commune.

3/...devant appliquer les décisions du peuple.

La capacité des élus à défendre les intérêts du prolétariat n'est pas la seule garantie. Toute l'importance accordée par la Commune à ce que l'ensemble des responsabilités soit exercé par des hommes *élus*, repose sur la même idée : l'élection comme garant supposé de la démocratie. Ainsi, les juges, les dirigeants militaires, dans certains règlements d'usines comme à la fabrique d'armes du Louvre, les chefs d'ateliers et «chefs de bancs» doivent être élus. Mais que signifie une élection dont le contenu de classe, le programme ne serait pas le fondement ? Consciente de l'ambiguité du principe électif pris isolément, la Commune a cherché d'autres garanties : c'est en particulier «le mandat impératif», que les délégués brandissent avec fierté. Pour les délégués à la Commune, l'élection se fait sur «mandat impératif», c'est-à-dire que les candidats s'engagent à faire appliquer le programme dicté par le peuple, à prendre les décisions pour lesquelles le peuple les a élus.

De plus, ce mandat est très clairement à la fois législatif et exécutif, c'est-à-dire que les délégués à la Commune doivent à la fois prendre les décisions et les faire appliquer. Il n'y a pas de séparation arbitraire entre les deux. Le décret interdisant le travail de nuit des ouvriers boulangers est un exemple particulièrement significatif. Pris sur la base des réclamations des ouvriers-boulangers, il est assorti un décret précisant les modalités d'application. Plus largement, la Commune désigne 9 de ses membres (formant la Commission exécutive) chargés tout spécialement d'étudier et de résoudre les problèmes posés par l'application des décisions prises.

4/...révocables

Allant dans le même sens de garantie que se donne le peuple vis-à-vis de ses délégués au pouvoir, la révocabilité. Tout élu est révocable, car il est responsable des tâches qui lui ont été confiées. Ainsi les commissions formées par la Commune pour prendre en charge les principales administrations doivent «à tout instant surveiller, inspecter, vérifier les actes des délégués» ; elles peuvent, en *«fournissant les pièces à l'appui», «demander la révocation par la Commune du délégué responsable».* Ainsi, 2 membres de la Commune sont démis de leur fonctions, l'un pour avoir caché d'importantes fonctions dans la police sous l'Empire, l'autre pour avoir eu un rôle trouble dans la même période. De même, tour à tour Bergeret, Rossel et Cluseret ▶

sont révoqués de leur responsabilité à la guerre.

5/...«pour un salaire d'ouvrier»

Enfin, dernière garantie dont s'entoure le peuple en 1871 : l'égalité matérielle des élus du peuple. C'était là un souhait profondément populaire qui vise à empêcher que, le délégué soit corrompu par toutes sortes d'avantages matériels attribués à sa fonction. Ainsi *«Tout cumul de traitement est interdit. Tout fonctionnaire de la Commune appelé en dehors de ses occupations normales à rendre un service d'ordre différent, n'a droit à aucune indemnité nouvelle»*. Indemnité qui est fixée au maximum de 6 000 F par an. L'interdiction du cumul des traitements est également applicable aux «huissiers, notaires, commissaires-priseurs et greffes de tribunaux quelconques» qui devront verser au délégué aux finances «les sommes par eux perçues pour les actes de leur compétence».

Par l'ensemble de ces mesures prises à l'égard de ses représentants au pouvoir, le peuple instituait en fait tout un mode nouveau de fonctionnement de l'État, un État qui n'avait plus grand chose à voir avec l'État de la bourgeoisie.

Le pouvoir du prolétariat

A la place des principaux ministères, sont constituées des commissions formées de membres de la Commune qui peuvent faire appel à d'autres travailleurs. Ainsi à un membre de la Commune qui demande *«l'autorisation d'adjoindre au comité d'artillerie un homme qui peut y rendre de grands services, un mécanicien...»*, le président de séance répond : *«Vous avez le choix, vous n'avez pas besoin de l'autorisation de la Commune»*. La Commission du Travail et de l'Échange dirigée par Frankel s'est ainsi largement appuyée sur les travailleurs, en créant une *«commission d'initiative»* qui a successivement étudié les questions du travail de nuit des ouvriers-boulangers, du Mont de Piété, de la durée du travail, de la confiscation des ateliers abandonnés par leurs patrons et de leur remise aux mains d'«associations ouvrières»...C'est sur la base des rapports de cette

Réunion du Comité Central

commission, argumentés historiquement et politiquement que la Commune a pris bon nombre de ses décrets.

Pour étudier les problèmes posés par toute cette réorganisation, les enquêtes jouent un rôle important. Ainsi, plusieurs membres de la Commune vont, de leur propre initiative, enquêter sur les conditions de détention dans les prisons. Enquêtes aussi lorsqu'il s'agit de juger sur place la situation militaire : état des fortifications, efficacité des généraux nommés par la Commune, détermination des combattants. Enfin, pas une séance de la Commune où un délégué ne rapporte les demandes ou remarques faites, la veille au soir, par le club ou d'autres organisations.

Étudiée en fonction des besoins de la population, la réorganisation est aussi faite largement avec son concours. C'est dans le peuple que la Commune puise toutes les forces nécessaires pour faire fonctionner les administrations nécessaires. Theisz, faisant appel aux «citoyens de bonne volonté» sachant lire, écrire et compter, réorganise, en 48 heures, le service de la poste. De même, aux Contributions Directes, *«on remplaça les inspecteurs par quarante citoyens, les uns ouvriers appartenant à l'Internationale, les autres employés de commerce et d'administration»*, (Lissagaray). Largement, c'est toute l'initiative populaire, étouffée par la dictature impériale, réprimée par la dictature bourgeoise des prétendus républicains qui jaillit au grand jour. Et lorsqu'il s'agit de repérer dans les quartiers ceux qui refusent de se battre pour la Commune et se cachent, de dénoncer et de traîner devant la commission de sûreté générale les nombreux indicateurs infiltrés par Thiers, ce sont autant de tâches de justice et de police accomplies directement par le peuple sous le contrôle de la commune. De corps de répression des travailleurs qu'elle était, l'armée, selon le décret du 19 mars, *«a fusionné avec les habitants de la cité»*. Dans l'organisation de la défense apparait l'ingéniosité multiple d'un peuple qui, des plus jeunes aux plus vieux, hommes et femmes défend son pouvoir : fabrication de munitions, réorganisation d'un service d'intendance par les frères May, fabrication par les femmes de sacs de terre pour les barricades, recherche des armes et projectiles par les enfants, création de «compagnies d'ambulances» dans les quartiers pour secourir les blessés...

Soulevé par la conviction que ce pouvoir né des armes du 18 mars, c'est enfin celui des travailleurs, chacun met toute son énergie, toute sa capacité d'invention à contribuer au nouvel État, à modeler une autre société : société au service des travailleurs, organisée par eux, sous la direction reconnue de la classe ouvrière.

La classe ouvrière, classe dirigeante

1/ «briser la machine d'État bourgeois» et non la gérer.

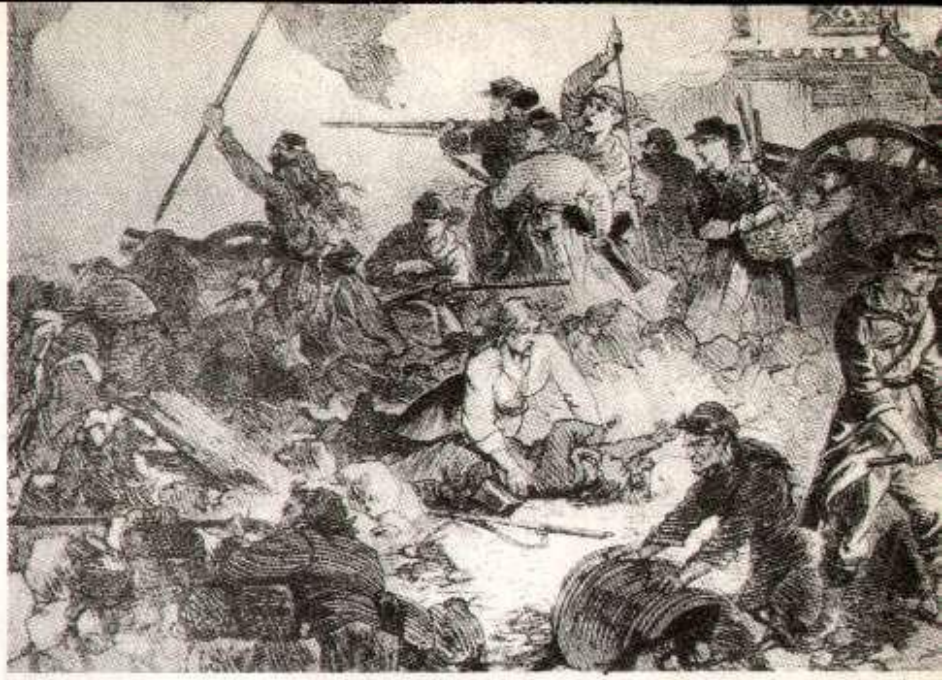
État au service des travailleurs, suscitant le plus largement les initiatives, la Commune ne put donner à la démocratie une telle extension que parce que sa ligne directrice était fondamentalement prolétarienne. Et cette direction politique du prolétariat sur la Commune (bien que non exempte d'erreurs lourdes de conséquences) ne fut pas acquise sans luttes, parfois intenses, contre le point de vue de la petite bourgeoisie. Ainsi, lorsque les maires républicains, au lendemain du 18 mars, comme Clémenceau ou Schœlcher tentent de dénier au peuple de Paris tout droit à s'organiser en un nouvel État, et sous prétexte de légalité, affirment que la Commune doit s'en tenir à un rôle purement «municipal», la victoire sur ce point de vue dit

«conciliateur» n'est pas obtenue facilement. Gestion municipale ou Etat de dictature du prolétariat... Derrière ces deux points de vue, deux classes aux intérêts opposés : la bourgeoisie qui, sous la pression du peuple, est prête à céder quelques responsabilités secondaires, et le prolétariat qui, sans le pouvoir n'a rien. Au lendemain du 18 mars, le prolétariat de Paris et l'influence de l'Internationale pesèrent lourd. En refusant la «conciliation des maires», le prolétariat affirmait son droit à l'insurrection, au renversement de la bourgeoisie et de son Etat.

Affirmant ainsi clairement son point de vue de classe, la Commune pouvait alors, par une série de décrets, à la fois commencer à résoudre les problèmes les plus urgents de la classe ouvrière et jeter les fondements, dans ses grandes lignes, du socialisme. Problème urgent, et qui occupe plusieurs séances de la Commune, la véritable sangsue que constituait le Mont de Piété pour les travailleurs les plus pauvres... En suspendant immédiatement la vente des objets engagés puis en autorisant le retrait des *«objets mobiliers, vêtements, literie, outillage»* (le remboursement du prêt étant échelonné sur cinq ans), la Commune rendait à des milliers de familles ouvrières (20 000 par arrondissement d'après le communard Malon) les objets indispensables dont elles avaient dû se priver. Mais la Commune, par ce décret, affirmait avant tout *«la liquidation du Mont-de-Piété»* et son remplacement par *«une organisation sociale qui donne aux travailleurs des garanties réelles de secours et d'appui, en cas de chômage et de maladie»*. Non pas oeuvre charitable envers les travailleurs, la liquidation du Mont-de-Piété s'affirme au contraire comme un premier pas dans *«les nouvelles institutions, réparatrices, susceptibles de mettre le travailleur à l'abri de l'exploitation par le capital»*.

Supprimer l'exploitation

Suppression de l'exploitation : cette préoccupation parcourt toutes les discussions de la Commune, sous-tend la plupart de ses décrets : limitation de la journée de travail à huit heures, abolition des amendes sur salaire, recensement par les mairies des travailleurs avec indication de la profession et des «besoins», recensement parallèle des *«entrepreneurs de toutes sortes»* qui doivent indiquer dans un *«cahier des charges explicatif, la nature et les avantages sociaux du travail qu'ils sont en mesure d'offrir...»* Ainsi, pour que les *«travailleurs ne soient plus exploités»*, et que *«les bénéfices, si minimes qu'ils soient, que pourrait faire l'entrepreneur, soient acquis aux ouvriers»*, les marchés doivent en priorité être passés avec les associations ouvrières et préciser le prix *«minimum de journée»*.



Le peuple en armes défend son pouvoir.

Supprimer l'exploitation, c'est avant tout remettre aux ouvriers les moyens de production. D'abord les grandes entreprises qui appartenaient à la ville ou à l'Etat sont *«réquisitionnées»* par la Commune : Manufacture des Tabacs, Boulangerie de la Manutention, Imprimerie Nationale et toutes les fabriques d'armes ; le 16 avril, un décret appelle les *«chambres syndicales ouvrières»* à recenser exactement les *«ateliers abandonnés»* (essentiellement par les patrons qui ont fui à Versailles) et à étudier *«les conditions de la cession définitive des ateliers aux sociétés ouvrières»*. Ainsi les ouvriers sont-ils encouragés à former des associations qui devront prendre en charge les usines. Ce furent ces associations, celle des *«ouvriers ferblantiers»*, celle de la métallurgie, l'Union des fondeurs en fer, l'Union générale typographique, la société coopérative des fondeurs en suif qui passèrent avec la Commune ou l'intendance de l'armée les marchés nécessaires. C'était, selon l'expression du communard Billioray, *«le premier pas sérieux fait dans la voie du socialisme»*.

□

Première tentative de dictature du prolétariat, la Commune apparaît bien comme un Etat radicalement différent de la machine oppressive mise en place par la bourgeoisie et ses exploiteurs. Dans l'Etat prennent place la classe ouvrière et tous ceux qu'elle rallie ; pour la première fois, c'est réellement la majorité qui dirige, qui délibère, qui s'organise. Pour la première fois, ce sont les travailleurs qui décident, qui voient leurs initiatives, leurs suggestions devenir des réalités, des actes, qui peuvent connaître, contrôler ce pouvoir qui n'est plus un clan de notables inaccessibles mais des hommes du peuple dont les débats sont publics, des délégués qu'on peut critiquer et révoquer. Ce pouvoir, les travailleurs en sont partie prenante comme source et bénéficiaires des décisions. Ce pouvoir, c'est ce mouvement incessant qui, du peuple où il puise sa force à la prise des décisions, des enquêtes et des clubs à la multitude des propositions et des demandes, rassemble en un même État, démocratie et centralisation. Démocratie pour le peuple, dictature sur les anciens exploiteurs, la Commune arrachait le socialisme du monde des rêves et le réalisait. ■

RENAULT-BILLANCOURT

A L'HEURE DE LA DEFENSE DES NATIONALISATIONS

• Avec la possibilité de l'accession de l'union de la gauche au pouvoir en 1978, le débat sur les nationalisations s'est accentué. Une polémique a lieu entre le PCF et la bourgeoisie en place, sur la rentabilité des entreprises nationalisées tandis que l'échéance de 78 renforce, chez les travailleurs les questions sur ce que cela va changer dans leur usine.

Il en découle la campagne décidée par le PCF à son dernier CC début avril : défendre les nationalisations face à la droite en expliquant qu'elles sont rentables ; renforcer la propagande auprès des travailleurs pour leur faire comprendre qu'avec les nationalisations la porte sera ouverte à la réalisation de leurs aspirations.

A Renault-Billancourt où s'exerce le blocage des salaires, les cadences, la répression par la maîtrise et des conditions de travail détestables, où cumulent fortes cadences et entassement dans des ateliers vétustes, les OS ont toujours eu du mal à voir «le caractère avancé des nationalisations» et ce que l'accession de l'union de la gauche allait changer.

La défense des nationalisations : empêcher toute lutte d'ensemble chez Renault

Car depuis la lutte des OS du Mans en avril 75, la défense des nationalisations a voulu dire répression des diverses luttes d'OS par la direction PCF de la CGT :

- la grève des OS des presses en avril 75 pour l'intégration de la prime de risque et le maintien de cet avantage en cas de mutation, n'a pu s'étendre ; la direction de la CGT étant plus préoccupée du «kidnapping» des matrices de presse que de constituer le rapport de force sur l'usine.
- les 2 semaines de grève (en février 76) des peintres du 74 pour 130 F d'augmentation et l'amélioration des conditions de travail, qui eux aussi sont restés dans l'isolement malgré les mobilisations aux portes.
- les 4 semaines de lutte des 400 OS du secteur carter-cylindre des fonderies pour les 100 F uniformes et un remplaçant pour 4 sur la chaine.
- le conflit du ferrage (fév 77) pour les 300 F pour tous et contre l'augmentation de la charge de travail, qui a vu la section CGT qui l'avait lancé désavoué par le syndicat, ce qui faisait dire à un délégué CGT de ce secteur à un journaliste du *Quotidien du Peuple «nous ne le cachons pas et vous pouvez l'écrire dans votre journal, c'est la vérité, la direction de notre syndicat n'a rien fait pour construire un large mouvement de solidarité»*.

Tous ces conflits sur les salaires et l'intensification du travail remettaient en cause «le caractère avancé de l'exploitation dans les usines nationalisées» qui a abouti à une perte d'influence et à une coupure entre les OS et le PCF, recul particulièrement net à Renault Flins ou la CGT a perdu 17 % des voix aux élections du CE et au tassement général de ses voix dans tout le trust.

La seule lutte soutenue dans la période a été celle du secteur d'OP de Renault Machine Outils (RMO) parce qu'elle entrait dans le plan d'ensemble de défense de la machine outil (décembre 76). La direction de la régie a en effet décidé de liquider ce secteur qui produisait les machines et équipements nécessaires à la régie, pour se les procurer à meilleur prix en Allemagne notamment.

Ne pouvant mettre sous le boisseau les aspirations des OS qui mènent quotidiennement la lutte contre les cadences, la répression, les accidents, le PCF avec ses campagnes sur les OS s'est efforcé de démontrer que leur gestion des usines nationalisées règlerait le problème des OS.

On peut ainsi lire dans le numéro spécial de «*Clartés sur la régie*» organe économique du Comité Central d'Entreprise de Renault (CCE), que les réformes profondes dans l'organisation du travail passent par la modification de l'orientation actuelle de la régie : «*qui tend à se spécialiser dans des activités d'assemblage montage où les emplois sont les moins qualifiés et les plus pénibles* (sous traitance accrue, achat de moteurs à l'étranger, élimination de RMO etc...) *et imposer une réelle diversification dans la mécanique* au sein de la Régie, créant de nombreux emplois qualifiés».

La mobilisation des travailleurs doit donc s'effectuer sur les solutions économiques qu'ils s'efforcent d'élaborer dans le cadre du Comité Central d'entreprise.

Le CCE-Renault, un organisme qui fait tout pour apparaître comme une direction alternative à celle du trust

Le CCE Renault est une véritable entreprise dans le trust Renault en 77

rien que pour l'usine de Billancourt, le CE a eu une subvention de 3 milliards 315 millions d'AF à gérer. Il a effectué 5,2 milliards de dépenses pour près de 2 milliards de recette. Rien qu'à Billancourt il gère plus de 10 cantines et emploie aux alentours de 400 personnes. Le directeur du CE est à l'indice 450 et touche aux environs de 5400 F par mois.

Avec son service économique qui paye plusieurs économistes à plein temps, son organe économique «*Clartés*», son magazine mensuel «*Contact*», ses locaux, ses permanences, ses comme une force alternative à celle de la direction au moins sur ce qui a trait aux problèmes de personnel.

Tout se passe comme si à Renault il y avait 2 sortes de syndicalisme, celui des sections syndicales d'atelier ou de département, qui se battent quotidiennement sur tous les aspects de l'exploitation de ce bagne nationalisé, et celui du noyau de délégués au Comité d'établissement.

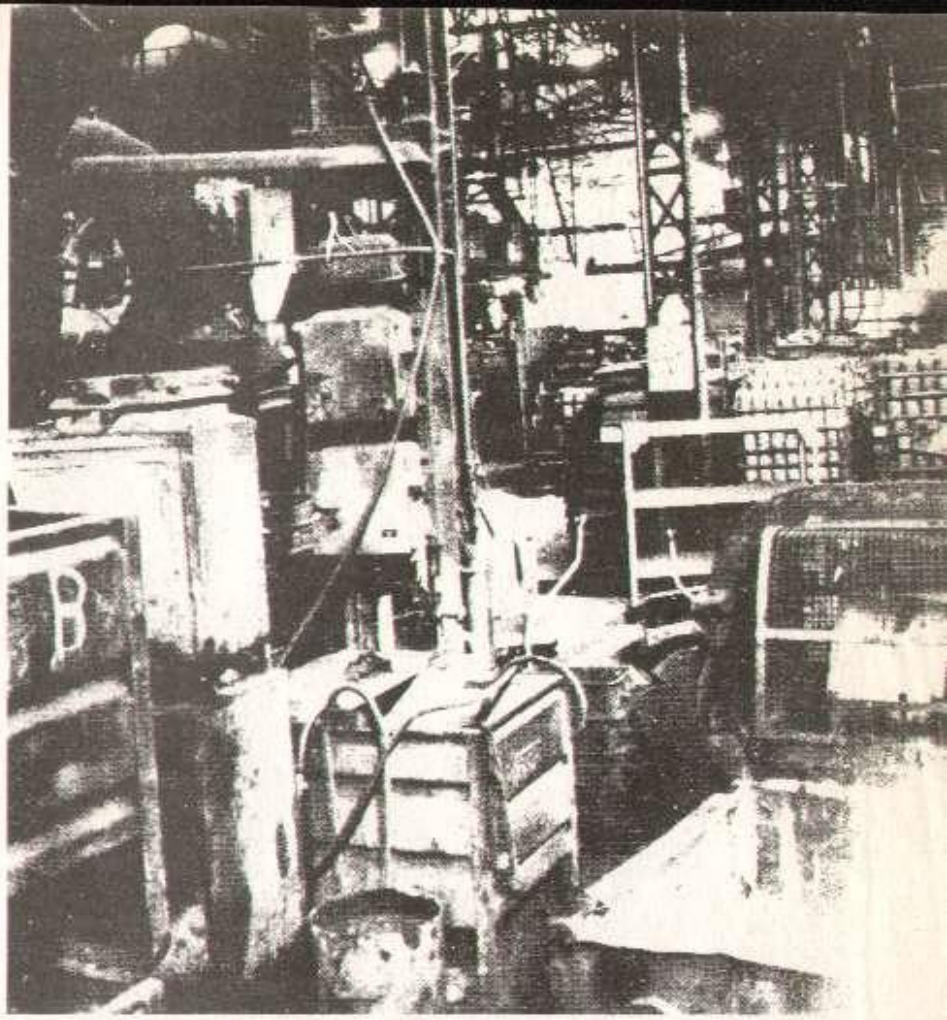
Ce noyau de délégués CGT au CE (la CGT y est majoritaire et y diffuse son influence idéologique) entretient avec la direction du trust d'Etat des relations de complicité et de lutte.

Complicité dans la défense commune de l'industrie nationalisée face au secteur privé et à certaines attaques de personnages gouvernementaux. Par exemple la CGT avait jugé positive la réponse de Mr Ouin secrétaire de la régie aux attaques de membres du gouvernement sur le déficit de Renault mais inconséquente ; complicité aussi pour maintenir les luttes dans un cadre compatible avec la santé économique de la régie.

Mais lutte sur les choix différents qu'effectue la bourgeoisie au pouvoir et les projets du PCF sur Renault dans le cadre de sa perspective de capitalisme d'Etat. C'est ainsi que sur chaque choix de gestion capitaliste de la Régie, le PCF par l'intermédiaire de la CGT propose un autre choix économique et essaye de mobiliser les travailleurs sur ces questions, de soumettre les luttes qui se déroulent dans l'usine à cette perspective.

Le débat sur l'avenir de Renault Billancourt

Ainsi en octobre 1976, la direction générale de Renault dans le cadre de la restructuration du trust et du schéma d'amènagement de la ville de Boulogne Billancourt, prévoit la liquidation de RMO (le secteur machine outil) et le déménagement des fonderies en province ; en effet si 32000 personnes de Renault travaillent à Boulogne, il n'y en a que 5000 (dont la moitié de cadres) à y habiter.



Renault-Billancourt : une usine vétuste...

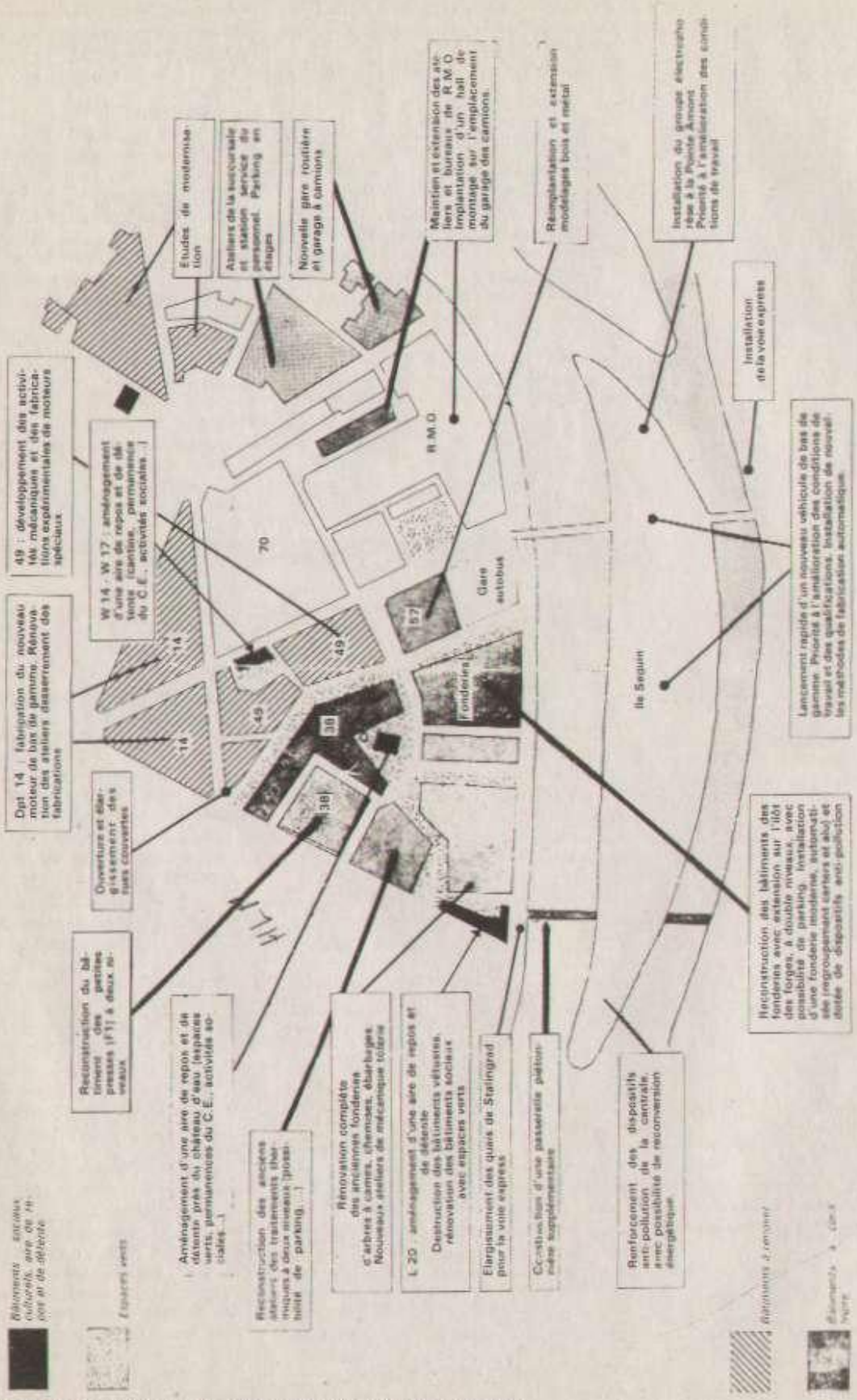
Comme l'écrit le Schéma d'aménagement, Boulogne est une ville où travaillent les ouvriers mais où habitent les cadres ; c'est une ville qui doit s'accommoder de la présence de Renault (à cause de la patente) tout en veillant à ne maintenir que des entreprises non polluantes à taille humaine et offrant des emplois qualifiés... Une voie express rive droite est prévue à l'endroit des fonderies. L'usine est progressivement entourée d'un parc (ex usine des glacières) et des opérations immobilières comme la ZAC du Pont de Sèvres...

Aussi la CGT après avoir consulté architectes et urbanistes... a t-elle présenté en novembre 1976, un plan de modernisation de l'usine de Billancourt : qui maintient des fonderies en les modernisant, maintient le secteur RMO, se propose d'améliorer les conditions de travail par la reconstruction de certains bâtiments, propose de nouvelles productions comme un véhicule de bas de gamme à construire à l'Ile Seguin pour éviter la liquidation d'autres secteurs.

Une maquette avait même été exposée pour renforcer la mobilisation. Aux dires des OS et à la lecture du magazine du CE sur ce sujet, la masse des OS n'a pas adhéré à ce projet d'ensemble car maintenir des fonderies à 100 m des 300 HLM concédés par les promoteurs de la ZAC du pont de Sèvres n'enthousiasmait pas, tandis que d'autres ouvriers soit venus de province pour certains OP ou contraints à de longs transports ne voyaient pas d'un mauvais œil la décentralisation de certains secteurs.

Par contre, les travailleurs ont tout de suite été sensibles à la question des conséquences que cela pouvait avoir sur l'emploi, et à la question des conditions de travail : comme cet ébarbeur des fonderies.

«Il faut que ce soit plus propre plus aéré et surtout plus insonorisé, car ici tout le monde devient cinglé; tous nous devenons sourds et muets.



Le schéma de réorganisation de Billancourt vu par les révisionnistes.

A l'heure actuelle tout est vraiment sale, inacceptable. Moi je suis contre la disparition de Billancourt, la dépollution de Renault aussi bien dedans que dehors c'est possible il suffit d'investir».

A la CFDT, qui n'avait pas été consultée, un responsable a indiqué *«on ne souscrit pas à ce projet, on voit mal comment on pourrait imposer cela à la direction alors qu'on n'a pas le pouvoir. Le jour où on aura le pouvoir on pourra faire des maquettes et consulter les ouvriers».*

Pour la CGT *«c'est inquiétant pour la nationalisation car si elle voyait son usine-mère, c'est à dire l'usine indispensable, capable d'allier la recherche, les études d'outillage, les fabrications, devenir une succession d'usines de montage ou de mécanique, nous irions vers un affaiblissement de l'entreprise nationale. Et il faut toujours le rappeler elle est déjà largement défavorisée par rapport au privé».*

On comprend Sylvain auteur de la déclaration car à Billancourt avec une partie des cadres, la couche ouvrière qui s'est le plus intéressée à cette maquette, est celle des OP parce qu'ils entrent à Renault avec l'espoir d'une place stable et d'une carrière dans l'usine. D'autre part des usines avec une minorité d'OP, cela pose des problèmes pour faire miroiter aux OS la promotion comme solution au travail à la chaîne.

Soutenir une autre politique d'investissements

Avec la réunion annuelle du CCE en décembre 76, l'ensemble des travailleurs a été invité à soutenir une «autre politique d'investissements» pour Renault. *«Modifier l'orientation de ces dernières années en matière d'investissements.*

Permettre aux élus de jouer leur rôle et d'influer sur les décisions doit devenir une affaire de masse

Face à la situation actuelle, les travailleurs doivent imposer :

- le retour des filiales à la nationalisation,

- la constitution du Comité Central de groupe (il est devenu impossible d'avoir une vue clair» à partir du seul Bilan de la régie).

- l'établissement d'un statut unique de groupe .

Soutenir nos élus, répondre à l'appel de nos organisations syndicales.

C'est défendre avant tout son propre intérêt,

c'est défendre l'intérêt de l'entreprise nationale à laquelle l'on est à juste titre attaché,

finalement c'est défendre l'intérêt de notre pays».

Clartés Février 77

Cette politique du PCF vise à orienter les investissements dans la modernisation des diverses usines du groupe et non à supporter les déficits de certains secteurs comme le poids lourd, ou les dépenses liées au fait de tracer la voie à l'exportation, bref d'enrayer tout un processus en cours qui développe les filiales de la régie à l'étranger (fabrication de 45 % des voitures), la sous traitance, l'achat à l'extérieur de machines outils pour faire de Renault une entreprise à usines multiples composée essentiellement d'OS d'assemblage d'un service commercial et d'achat et de bureaux d'études réduits..

Ainsi on peut voir qu'à Renault le PCF par l'intermédiaire de la direction de la CGT s'efforce de mettre les travailleurs à la remorque de ses projets d'aménagement capitaliste de Renault, qui sont dans la même logique que celle de la bourgeoisie : en faire un trust d'envergure internationale compétitif mais dans un cadre d'ensemble différent. Dans un cas, frayant la voie à la partie privée du capital, dans l'autre comme usine pilote pouvant justifier l'extension de nationalisations et l'intérêt économique d'un capitalisme d'Etat.

Comme le PCI en Italie aujourd'hui, le PCF s'efforce à Renault de mettre les travailleurs à l'heure du contrôle des investissements, de la lutte pour exiger une autre politique de diversification ou sortir une voiture de bas de gamme, oubliant en route la lutte de classe contre l'exploitation quotidienne et détournant les travailleurs de la lutte pour la prise du pouvoir et la construction d'une société d'où ils dirigent en tout.

Car pour les ouvriers de Renault

• s'agit-il, comme le propose le dernier numéro de Contact de mars 77 sur «l'entreprise Nationale demain», que : *«chaque travailleur de la régie se sente chez lui dans son service et même (!) qu'il ait envie d'intervenir auprès de la hiérarchie ou les délégués à propos de n'importe quelle question».*

•Ou de lutter pour qu'une fois l'insurrection réalisée, les travailleurs regroupés dans les communautés de base, qu'ils auront mis en place à ce qui ne sera plus le trust Renault soient chez eux et réorganisent la vie politique et la production, désignent et contrôlent leurs délégués à partir des grandes orientations qu'ils auront définies.

S'agit-il :

«que les élus du personnel au CE, au Conseil d'administration aient des moyens équivalents à ceux de la direction pour assurer l'information du personnel,

qu'ils aient accès aux mêmes documents, aux mêmes études,

qu'ils puissent les analyser de façon autonome notamment au moyen du service économique,

qu'ils soient associés à la mise en œuvre de tous les objectifs du plan de l'entreprise et d'abord pour toutes les questions concernant le personnel» et par là s'intègrent à la direction déjà en place et recomposent avec elle une nouvelle bourgeoisie, utilisant l'appareil syndical, son système de délégués, l'appareil du CE comme autant de moyens d'encadrer de contrôler et d'imposer son point de vue de nouvelle bourgeoisie à la classe ouvrière,

• ou s'agit-il que les travailleurs maîtres de la société et de l'usine - désignent et contrôlent avec l'aide du parti d'avant garde, ceux qu'ils mandatent à des fonctions de direction - s'approprient l'ensemble des données économiques et politiques de l'usine mais surtout de l'ensemble de la société en mettant à leur service les moyens d'information afin d'avancer vers la réduction des écarts et la société sans classe.

• S'agit-il enfin comme le propose la CGT : *«que la Régie et le groupe Renault s'orientent vers une nouvelle stratégie industrielle».. «permettant le rééquilibrage de la balance du commerce extérieur, de définir de nouvelles normes d'organisation du travail donnant un rôle nouveau à la hiérarchie»,*

• ou que les travailleurs se situant dans une perspective socialiste où l'industrie est tournée vers la satisfaction des besoins des masses et non vers la pénétration des marchés étrangers, redéfinissent avec toute la classe ouvrière et le peuple quels sont les besoins des masses et en quoi leur usine peut y répondre, réorganisant leur entreprise en fonction de leurs besoins, redéfinissant sa dimension et son rapport à la ville où elle est insérée...

A Renault Billancourt, la méfiance envers le PCF, les difficultés de mobilisation des OS, comme en témoigne la journée métallurgie du 14 avril où un membre de la direction de la CGT parlait devant une place Nationale où personne ne s'occupait de lui, montrent que les ouvriers de Renault qui s'interrogent sur l'avenir attendent une autre réponse que celles de la défense et de l'extension des nationalisations. ■

AVANT LE CONGRÈS DU PS

LE ROLE DU CERES

• C'est en 1965, au lendemain des élections présidentielles qui voient pour la première fois Mitterrand faire figure de candidat unique de la gauche, que se fonde un petit groupe qui adhère à ce qui est encore la SFIO : le Ceres. Patronné par Guy Mollet, qui en restera le président d'honneur jusqu'à sa mort, le «Centre d'Etudes, de Recherches et d'Education Socialiste» se fixe pour but de regénérer une SFIO ainsi décrite : *«elle s'installe dans une lente dégénérescence et vivote au rythme de ses dissensions internes* (...) *Son attitude en Algérie pendant la 4ème république, le rôle qu'elle joue ensuite dans la venue au pouvoir du général De Gaulle ne contribuent pas à restaurer son image de parti révolutionnaire».*

Le pari des premiers animateurs du Ceres Chevènement, ancien élève de l'ENA, Didier Motchane et Georges Sarre, inspecteur des PTT et syndicaliste FO, est alors de rénover la SFIO pour ensuite élaborer une stratégie d'union de la gauche : «seule une alliance, fondée sur un programme de gouvernement, entre un parti authentiquement socialiste, rénové et puissant, et un parti communiste réintégré dans le jeu politique, pourra ouvrir à la gauche le chemin du pouvoir.»

Dans ses premières années, le Ceres va donc se consacrer à la réflexion, réflexion nécessaire à la rénovation de la SFIO. C'est l'époque des colloques, où sont invités petit à petit des membres de la SFIO bien sûr, mais aussi du PCF, de la Convention des Institutions Républicaines de Mitterrand.

L'attitude récupératrice et politicienne de la SFIO en mai 68 ne va pas remettre en cause l'adhésion du Cerès à celle-ci. Tout au plus, ses animateurs en tirent-ils la conclusion qu'ils doivent cesser de se consacrer à la réflexion théorique pour passer «à l'examen attentif des rapports entre les diverses composantes de la FGDS», qui rassemble SFIO, radicaux de gauche et divers clubs, dont celui de Mitterrand. L'attitude plus «dynamique» des éléments du Cerès, le fait par exemple qu'ils déploient une certaine activité agitatoire (diffusion de tracts, participation à des manifestations) leur autorise un certain développement au sein de la SFIO. Pour la première fois, au moment où Defferre obtient 5% des voix aux élections présidentielles, le Cerès présente une motion au Congrès de la SFIO. Pour la première fois également, il est fait mention de l'autogestion. Ayant conquis la Fédération de Paris, le Cerès alterne alors des initiatives communes avec le PCF et la participation à des manifestations révolutionnaires, comme l'enterrement de Pierre Overney. C'est pourtant le congrès d'Epinay en 1971, qui donnera sa véritable chance au Cerès. L'apport de ses 8,5 % des mandats est nécessaire à Mitterrand, Defferre et Mauroy pour faire place nette des vieux dirigeants SFIO et obtenir la majorité au congrès. Au-delà des divergences, ces différentes tendances se trouvent alors des points communs : éliminer la vieille garde SFIO (Mollet, Laurent, Savary), rénover un nouveau PS, et aller dans le sens de l'union avec le PCF.

La compétence des membres du CERES, qui tranche avec les notables traditionnels, leur réflexion théorique accumulée depuis plusieurs années, permettra d'ailleurs à Mitterrand de s'appuyer sur eux pour confectionner le nouveau programme socialiste. Ils font donc partie de la direction, au plus haut niveau, celui du secrétariat national.

21 % des mandats au congrès de Grenoble en 73, 25,4 % au congrès de Pau en 75 : il est naturel que, dans cette phase de la vie politique du PS, et en occupant les postes qu'il occupe, le CERES voit son influence grandir au sein de ce parti. A l'issue du congrès de Pau, 13 fédérations du PS sont dans leur majorité favorables au CERES ; parmi elles, l'Essone, la Marne, la Meurthe et Moselle, la Meuse, la Haute Saone, la Savoie, le Territoire de Belfort, et bien sur Paris, donnent une large majorité au CERES.

Dans cette période, il attire notamment des adhérents des groupes chrétiens qui rejoignent le PS, un certain nombre de militants spontanéistes, et des anciens membres du PSU, même si la majorité de ceux-ci préfèrent continuer à s'organiser autour de Rocard. Le développement numérique et géographique du Cerès, le fait qu'il s'insère plus directement dans le PS, va d'ailleurs lui poser quelques problèmes «de croissance». C'est ainsi qu'en 1974, des étudiants socialistes, qui avaient pris le contrôle de la MNEF, sont amenés à quitter le Cerès à partir de divergences sur la manière de gérer cette mutuelle. Plus significatif encore, le Cerès sera amené à réviser sa position quant aux «assises sur le socialisme», opération du PS consistant à rallier des militants de la «quatrième composante», princi-

palement de la CFDT. Dans un premier temps, le Cerès vit surtout dans cette opération un moyen pour le PS de prendre pied dans les entreprises, domaine qu'il considérait jusque là comme réservé, et ce n'est qu'au bout d'un certain temps que les militants du Cerès membres du secrétariat national du PS donneront leur accord à l'opération des assises. De fait, ce n'est qu'une faible minorité de cette «4e composante» qui rallia le Cerès, même si celui-ci prétend qu'au Congrès de Pau «une dizaine de membres du bureau national de la CFDT ont soutenu ou voté notre motion, contre cinq ou six pour le texte présenté par François Mitterrand (le BN de la CFDT compte 30 membres)».

L'opposition du PS

Depuis le congrès de Pau, le Cerès se trouve écarté de la direction du PS : il avait, à ce poste, rempli son office. Depuis lors, les conflits se sont multipliés entre la direction du PS et ce qui constitue la principale force organisée en son sein. Il serait faux pourtant de considérer que seul le Cerès est un «parti dans le parti», avec «son organisation», ses locaux et ses cotisations», selon les dires de François Mitterrand, il y a quelques semaines : les anciens du PSU continuent à être organisés autour de Rocard et Chapuis, Jean Poperen continue à animer depuis 71, une tendance autour de son bulletin *«Synthèse-Flash»*, Martinet édite la revue *«Faire»*, et il faudrait ajouter à cette liste les multiples «coteries» qui divisent la «majorité» du PS. Le jeu des tendances au sein du PS entraine d'ailleurs des conflits secondaires, mais qui peuvent aller loin. Ainsi, à l'automne 75, après le congrès de Pau donc, un conflit opposa les deux tendances qui cohabitaient dans la revue *«Frontières»*, le CERES et la tendance Martinet. Porté devant la justice, ce conflit se termina par la création de deux revues séparées, *«Repères»* pour le CERES, et *«Faire»*, pour Martinet.

En 12 ans d'existence du CERES, la situation a radicalement changé. De parti de notables discrédités par les pratiques gouvernementales sous la IVe République, le PS est devenu un «nouveau parti», à stature gouvernementale, et c'est cette éventualité, probable d'accession au gouvernement en 78 qui guidera les travaux du

Mitterrand et Chevènement : quelle place pour le CERES ?

congrès de Nantes, à la mi-juin. Nécessaire à Mitterrand pour renverser Guy Mollet, pour établir un nouveau programme, pour dynamiser le PS, pour lui donner un écho dans les entreprises, le CERES peut maintenant devenir une entrave, dans la mesure où il nuirait à l'unité du PS, unité nécessaire en prévision des combats à mener au pouvoir avec le PCF. Une accusation centrale pèse sur le CERES, accusation que Mitterrand a répétée au lendemain des municipales, celle d'être «crypto-communiste». Cette accusation trouve sa substance dans les conceptions mêmes du CERES, nous y reviendrons, mais aussi dans la tactique électorale du PS lors des élections municipales. C'est un fil conducteur de la position du CERES que cette alliance avec le PCF pour les élections. Depuis longtemps, depuis deux ans exactement, il souhaitait une alliance avec le PCF pour ces élections municipales, et c'est finalement ce qu'a décidé le congrès de Dijon du PS, et c'est ce qui s'est fait après l'accord de juin 76. Le contrôle et la gestion des municipalités étant un point vital pour le PS, c'est l'ensemble du parti qui s'est mobilisé pour ces élections, et le Cerès s'y est trouvé impliqué. A Toulon, le Cerès a refusé de s'aligner derrière l'amiral Sanguinetti, préférant l'alliance avec le PCF ; les militants du Cerès ont été exclus. A Créteil, le Cerès a finalement eu gain de cause après de multiples va-et-vient entre la direction du PS et la section locale, aux mains du Cerès. A Paris, c'est un des animateurs du Cerès, Sarre, qui a conduit la campagne, et de manière bien fade, face à Chirac. Dans ces trois cas, comme dans beaucoup d'autres, on a vu combien la question des relations avec le PCF prenait une grande acuité quand il n'était plus seulement question de la conception politique, mais d'application directe sur le terrain. Cette question des relations avec le PCF au sein des municipalités n'est d'ailleurs pas réglée, Mitterrand évoquant explicitement le Cerès lors de la rencontre des maires socialistes à Dreux, lorsqu'il parlait de «la fermeté dont doivent faire preuve les socialistes face aux exigences de la gauche».

Les intérêts du PCF bien servis

Ces accusations de Mitterrand étayées par la volonté constante du Cerès de pratiquer l'alliance électorale avec le PCF, sont-elles justifiées ? Le Cerès entretient de nombreux points communs avec les révisionnistes du PCF : d'abord, une certaine référence en paroles au marxisme, même si les références idéologiques du Cerès vont de Marx au philosophe révisionniste Otto Bauer, en passant par Lénine et le réformiste français Claude Bourdet, même si celui-ci n'est pas au Cerès. Ensuite de grandes similitudes quant au projet économique. C'est Chevènement qui a négocié au nom du PS la partie économique du programme commun en 72, et le Cerès est fermement partisan des nationalisations. Son argumentation rejoint celle du PCF quant au rôle des nationalisations : permettre à la fois le contrôle du marché et la mise en œuvre d'une planification démocratique pouvant permettre, à terme, «d'avaler» l'appareil d'État. Il s'agit bien à terme du capitalisme d'État. D'un point de vue politique également, les positions du Cerès rejoignent celles du PCF : comme celui-ci le fit autour du 21e congrès, le Cerès est prompt à dénoncer la «dérive» du PS, ses tentations électoralistes, ou son alliance avec les radicaux par exemple.

La vigueur avec laquelle les membres du CERES dans la CFDT mènent leurs attaques contre les syndicats révolutionnaires est aussi un point de convergence.

A l'inverse, des points de désaccord existent, sur le fond comme sur la tactique. Ainsi le CERES se montre partisan de l'autogestion, et évidem- ▶

ment il met moins l'accent sur la constitution d'une nouvelle bourgeoisie provenant pour une bonne part des rangs du PCF lui même : la divergence porte sur la place respective de chacun dans le capitalisme d'État.

Mais le rôle et la politique des membres du CERES servent pourtant les intérêts du PCF. Les révisionnistes ne peuvent que se réjouir en effet de la rénovation d'un parti socialiste qu'il ont appelé de leurs vœux, ils ne peuvent que se réjouir de voir au sein du PS un courant lutter opiniâtrement pour l'unité avec eux, ils ne peuvent que se réjouir de rencontrer au sein du PS l'écho de leur projet politique de capitalisme d'État.

Le congrès de Nantes sera un moment décisif pour le CERES. Nommément attaqué par la direction du PS, qui l'accuse de diviser à un moment où le PS a justement besoin de prouver son unité, quelles peuvent être les «chances» du CERES ? D'un côté, les attaques réitérées de la direction, le fait que le CERES ne soit plus au secrétariat national depuis 2 ans, la prestation peu brillante d'un de ses leaders, Sarre, à Paris, l'exclusion de quelques sections, le départ de certains militants à la faveur des municipales (comme à Villeurbanne), tout cela ne peut qu'entrainer une diminution de l'influence du CERES. De plus, le congrès sera placé sous le signe du «PS, parti gouvernemental de demain», et celui qui est probablement le successeur de Mitterrand, Mauroy, ouvertement à la droite du PS, ne manquera de jouer sur cette aspiration à l'unité et à la cohésion pour retrécir au maximum l'influence du CERES, et par là-même sa marge de manœuvre. Le seul espoir du CERES à ce congrès est de pouvoir regrouper autour de ses motions, car il en déposera néanmoins, un certain nombre d'opposants, même si ceux-ci ne se reconnaissent pas dans le CERES. C'est en tout cas l'hypothèse qu'émet Poperen (qui se situe à la «gauche de la majorité») dans son dernier bulletin Synthèse-Flash. Les voix de ses «mécontents» ajoutées aux mandats des quelques fédérations solidement tenues par le CERES lui évitera un trop grand laminage. En tout état de cause, le but clairement exprimé par le CERES depuis toujours, c'est à dire prendre le contrôle du parti socialiste, ne sera pas atteint ; bien au contraire, l'influence du CERES et ses possibilités vont décroitre. Les deux grands partis de l'union de la gauche se préparent à des élections qui leur seront probablement favorables, et chacun avec des projets finaux différents. Il n'y a guère de place pour une troisième force, mixtant les deux projets. Que deviendrait un CERES séparé organiquement du PS, sinon un petit groupe tiraillé entre ses deux grands voisins, et à plus forte raison si on considère que l'essentiel des moyens d'expressions du CERES lui vienne de son appartenance au PS, les postes d'élus par exemple. Si se séparer aujourd'hui du PS et devenir indépendant aboutirait à la quasi disparition du CERES, une fusion avec le PCF équivaudrait à la même chose : d'une part les positions ne sont pas strictement les mêmes, et d'autre part ce qui est possible en matière d'organisation de tendances dans le PS n'est pas possible dans le PCF. Partie prenante du processus de formation de l'union de la gauche, avec la transformation du parti socialiste et l'adoption du programme commun, le CERES a en quelque sorte joué le rôle de ciment dans cette union. Minoritaire au sein du PS, il peut encore continuer à jouer un peu ce rôle dans les premiers temps d'un gouvernement de gauche.

Pourtant, face aux projets et aux intérêts, vraisemblablement contradictoires à terme du PS et du PCF, le rôle du CERES est appelé à se transformer : disposant de positions dominantes au sein de l'union de la gauche, le PS reste prêt à appliquer une solution de «3e force» au moment où l'unité sera impossible entre ceux qui sont favorables à la gestion du capitalisme actuel et ceux qui sont favorables au capitalisme d'État.

Cette redéfinition du jeu politique, outre le fait qu'elle remettrait dans l'opposition le PCF, pourrait amener un certain nombre de militants socialistes à se raccrocher à une solution social-démocrate de gauche. Pourquoi pas le CERES, qui continuerait ainsi à servir les intérêts du PCF en entraînant des pans entiers du parti socialiste ? ■

XIe Co... du C.E...

4

REPERES

REPERES

JEAN ELLEINSTEIN :
Entretien sur la pluralité des mondes

NI PERIR NI TRAHIR
XIe Colloque (interne) du CERES

Le CERES : de nombreux points communs avec le PCF

AUX ORIGINES DU 1er MAI

• Le 1er mai aujourd'hui a des significations bien différentes, selon qui le «célèbre» !

Simple *«fête du travail»* aux yeux des chrétiens traditionalistes et nombre de réformistes, *«jour du muguet»* pour les gens du PCF.

Pour les communistes, il en est tout autrement car *«chaque année, à la revendication fondamentale des 8h, les ouvriers ont ajouté les mots d'ordre politiques du moment»* (comme le rappelait déjà la CGTU au 1er mai 1930. C'est aussi une journée marquée par l'internationalisme prolétarien, par la solidarité de combat des travailleurs autour de ceux d'entre eux en lutte dans le monde. Pour Engels, *«le 1er mai, le prolétariat passe la revue de ses forces militantes mobilisées»*. Il n'est pas sans conséquences de remettre en mémoire l'origine de ce 1er mai (que nous voulons affirmer *«de lutte de classe»* et *«internationaliste»*, par nos initiatives marxistes-léninistes comme par notre participation offensive aux cortèges syndicaux) !

Le 1er mai «rendez-vous international du prolétariat !»

L'Association Internationale des Travailleurs, s'était fixé dès 1866 à Genève l'objectif de la diminution du temps de travail. Son IIème Congrès à Lausanne (septembre 1867) eut à débattre d'une proposition du suisse Charles Perron pour l'*«entente de toutes les sociétés ouvrières pour réclamer partout à la fois la diminution d'une heure de travail par jour»*.

Mais en fait rien ne fut réglé à l'époque. Au moment de la Commune de Paris, l'ouvrier marxiste hongrois Léo Frankel (délégué au Travail) proposa la journée de 8 heures ; les nécessités de la lutte et du siège n'amènèrent que la réduction à 10 heures (avec des exceptions encore)... Mais la nouvelle de l'obtention des huit heures en Australie en 1873 finit par atteindre l'Europe ! Le IIème Congrès ouvrier français de Lyon de janvier 1878 se prononce nettement pour une mobilisation en faveur des huit heures, mais sans disposition pratique pour cela.

En fait, c'est la consécration de cet objectif, c'est le Programme du Parti Ouvrier Français, élaboré par Guesde et Lafargue (sur des indications de Marx et Engels eux-mêmes, qui d'ailleurs le corrigèrent encore après sa publication dans l'*Egalité* du 30 juin 1880). Le mouvement des guesdistes devait, dès lors, se faire le porteur de cette revendication. Leur Congrès de Roubaix (mars-avril 1884) proposa même une *«législation internationale du Travail» qui reprendrait les 8 heures* (1) ; tandis que le Congrès constitutif du P.O.F. de Roanne (1882) avait appelé déjà de ses vœux *«une campagne commune des organisations ouvrières»* sur cet objectif.

De leur côté, les guesdistes, créant la première *«Fédération Nationale des Syndicats et groupes corporatifs»* à Lyon en septembre 1886, y adoptent *«la journée de huit heures»*.

Le IIIème Congrès de cette Fédération Nationale des Syndicats (à Bordeaux en novembre 1888) devait, lui, décider à l'instigation de l'ouvrier Jean Dormoy de Montluçon de deux journées nationales d'action pour l'obtention des 8 heures : les 10 et 24 février 1889. Le 1er mai, dans son principe, était ainsi déjà dans l'air !

L'idée cependant était lancée et allait prendre corps !

Au *«Congrès international syndical»* de Londres de novembre 1888, le délégué belge Edouard Anseele lancera la proposition d'une *«manifestation imposante qui, le 1er mai à la même heure, aura lieu dans tous les pays où la liberté d'association existe»* (s'inspirant de l'exemple américain dont il avait eu connaissance).

Le 1er mai 1890 fut, en France, une journée unitaire où bon nombre d'anarchistes et de *«possibilistes»* de la tendance de Jean Allemane se rallièrent à l'objectif de l'Internationale Socialiste. Ce fut aussi une journée de rafle et de répression gouvernementale où des militants comme Sébastien Faure, Louise Michel ou Jean Pierre Buisson finirent au dépôt avec 300 travailleurs à Paris et Vienne (dans l'Isère)... Guesde signa ce jour-là un appel du P.O.F. rappelant que *«les 3×8 ouvriers, c'est encore autre chose que la journée de 8 heures ; c'est avec 8 heures de sommeil et 8 heures de loisirs et d'éducation, l'entrée dans la vie d'homme, la liberté de remplir vos devoirs envers vous-mêmes et envers votre classe qui, pour s'émanciper, ne peut compter que sur votre activité consciente» !*

En province 138 localités virent se dérouler les manifestations de ce *«premier 1er mai»*.

La bourgeoisie ne s'y trompa pas : l'un de ses journaux (l'*Illustration*) reconnut que c'était là *«un avertissement qui semble fait pour éveiller l'attention des hommes d'Etat»*. Engels de son côté, y vit (dans sa seconde préface du *Manifeste communiste*) le signe que l'Internationale était *«plus vivace que jamais»*. C'était aussi le résultat, il faut le souligner, de son opiniatre travail politique et idéologique !

Aussi partout en Europe, comme en Amérique, la manifestation inter- ▶

«PAR LEUR GRÈVE IMMENSE POUR LA JOURNÉE DE 8 HEURES, CE SONT LES ÉTATS-UNIS QUI ONT INAUGURÉ LA SÉRIE DES MANIFESTATIONS DU 1er MAI»
(Paul LAFARGUE - 1894)

L'origine même du 1er mai le situe comme une *«journée de luttes sans frontières»*

L'action internationale pour l'obtention de la journée de huit heures, telle en est la motivation initiale; les USA étant le point de départ des initiatives ouvrières en la matière...

La réduction du temps de travail était, à la fin du siècle dernier, un des points fondamentaux de revendication ouvrière. L'esclavage salarié prenait tout son sinistre sens, alors que les journées de 13 ou 14 heures, voire de 18 heures (comme chez les tisserands de Vienne en Isère) étaient monnaie courante. Au point que certains militants socialistes de l'époque déclaraient (au Congrès du Travail de Baltimore aux USA en août 1866) que *« le premier et le grand besoin du présent pour délivrer le travailleur de ce pays de l'esclavage capitaliste est la promulgation d'une loi d'après laquelle la journée de travail doit se composer de huit heures dans tous les Etats de l'Union Américaine »*.

Dans le même temps, le représentant de Karl Marx au Congrès de Genève de la Première Internationale, l'ouvrier Eugène Dupont, devait souligner (en septembre 1866) par contre que la réduction des heures de travail ne constituait que *« le premier pas en vue de l'émancipation de l'ouvrier »*.

De congrès en conférences internationales, les militants socialistes et syndicalistes révolutionnaires de l'époque devaient reprendre avec une force croissante cet objectif des huit heures. Ce n'était pas seulement, en effet, une légitime revendication, mais tout un symbole, une certaine conception du rôle de la classe ouvrière. Réclamant « les 3 × 8 *ouvriers »*, les prolétaires exigeaient *« huit heures de travail, huit heures de repos et huit heures d'éducation »*. C'est dire qu'ils refusaient de la sorte une vie de chien, les travaux forcés du capital, et revendiquaient la possibilité de réfléchir sur leur condition !

On mesure aisément que cette perspective, en ouvrant aux ouvriers les chemins de la contestation de plus en plus consciente du système, paniquait plus encore la bourgeoisie que les heures perdues (que l'élévation de la productivité compensait parfois largement, au dire même des socialistes français Lafargue et Guesde).

Aussi est-ce par l'action de masse et l'affrontement direct avec la classe possédante que les ouvriers d'Amérique du Nord se promirent, dès le Congrès ouvrier de Chicago de la Fédération Américaine du Travail (A.F.L.) de novembre 1884 de *« tout mettre en œuvre jusqu'à ce que le résultat soit obtenu »*, à savoir que *« 8 heures constitueront la durée légale de la journée de travail à partir du 1er mai 1886 »*.

L'idée d'une journée de lutte pour l'obtention des huit heures était dans l'air depuis longtemps (dès 1874 un congrès de charpentiers américains y fait allusion).

Mais au fait, pourquoi le 1er mai ? De nombreuses études menées par des militants et historiens du mouvement ouvrier issus de différents courants politiques (A. Dunois, G. Deville et surtout M. Dommanget) convergent pour rappeler que c'est au 1er mai que l'essentiel des contrats de travail collectifs (où pouvaient être inclus les huit heures !) venaient à échéance et renouvellement, notamment en Pennsylvanie et dans l'Etat de New-York. *« Ainsi, le 1er mai a été choisi parce que cette date correspondait en Amérique du Nord, dans la pratique des transactions économiques et des engagements de travail à la Saint-Jean des campagnes méridionales françaises, à la Saint-Martin de certaines contrées »*.(1)

Toujours est-il qu'il fut en 1886 l'occasion d'une intense mobilisation aux USA 340 000 grévistes, 5 000 grèves, des centaines de meetings et prises de parole... Le mouvement devait se prolonger à Chicago jusqu'au 3 mai, marquant du sang ouvrier cette première grande bataille. Dans ce district, les tensions et affrontements de classe étaient plus vifs qu'ailleurs, entre un prolétariat réduit au pire dénuement et une bourgeoisie qui réclamait *«du plomb pour les grévistes »* et armait des milices provocatrices (les *« policiers privés »* de la sinistre Agence Pinkerton). 8 000 grévistes s'affrontèrent à des *« jaunes »* et aux Pinkerton le 3 mai devant l'usine Mac Cormick, où 6 morts et 50 blessés ouvriers restèrent. Les militants révolutionnaires qui appelèrent le lendemain à un rassemblement de protestation *« démonstration de force du prolétariat »* furent arrêtés en plein meeting ; Cinq d'entre eux devaient périr pendus à Chicago (le 11 novembre 1887), martyrs du premier 1er mai !

Cependant, la mobilisation ouvrière de 1886 aboutit à l'octroi des huit heures pour près de 300 000 ouvriers tandis que de nombreuses revendications de salaires et conditions de travail trouvèrent jour également !

---

(1) : « Histoire du premier mai » (Maurice Dommanget)

nationale du 1er mai fut renouvelée et étendue depuis.

Au point que le gouvernement en France s'en inquiéta énormément en 1891, donnant les consignes de la plus grande rigueur dns le *«maintien de l'ordre républicain»*.

A Lyon la police chargea un imposant cortège ouvrier mené par Gabriel Farjat qui allait, drapeau rouge en tête, fleurir les tombes des Canuts. Il y eut des centaines d'arrestations (J.B. Clément en fut) ... Et Fourmies !

Face à la foule d'ouvriers et de ménagères qui manifestaient au départ pacifiquement, le commandant Chapus ordonne le feu et les Lebel coucheront dix cadavres et 80 blessés.

Le premier mai, après Chicago, se tache de sang ouvrier : de partout désormais, au cri de *«Fourmies»* le prolétariat repartira - des années durant - à l'assaut des 8 heures, réclamant son dû et portant le souvenir de ses martyrs...

La CGT, créée en 1895 à Limoges, œuvrera inlassablement alors pour

Dessin de propagande pour le 1er mai 1906

donner toute l'ampleur nécessaire à un 1er mai de riposte et d'offensive ouvrière croissante.

Tout fut mis en œuvre pour cela : l'Internationale Socialiste appuya le mouvement, tout en rappelant qu'on devait démontrer ce jour là *«l'unité du mouvement et des revendications des ouvriers dans tous les pays»*.

De partout affichettes, tracts, journaux et banderolles au fronton de milliers d'édifices proclamèrent *«A partir du 1er mai 1906, nous ne ferons plus que 8 heures par jour»*.

Chaque Fédération d'Industrie ou de Métiers, chaque Bourse du Travail édita un matériel justifiant la revendication et le mouvement à partir de sa situation de branche ou de localité... *le* 1er mai 1905 amenant la *«répétition générale»* de la révolution en Russie enthousiasma les travailleurs.

En France, abandonnant les démarches auprès des pouvoirs publics, ils tinrent le pavé ce jour là notamment à Brest, Grenoble, Agen, Roanne et Saint Etienne...

Des usines fermèrent totalement !

L'agitation reprit ensuite de plus belle pour 1906.

Le 13 juillet 1906 le parlement (où de nombreux sièges avaient échu aux socialistes lors des scrutins des 6 et 20 mai 1906) vote la première loi sur le repos hebdomadaire et la réduction *«légale»* à 10 heures de la journée de travail...

Partant de là, le 1er mai apparaissait, aux yeux des militants de l'Internationale, comme *«le gage de nouveaux triomphes pour la classe ouvrière»*. Mais parmi eux, Clara Zetkin rappela toujours qu'*«un prolétariat ayant une conscience nette de la situation qui lui est faite par le régime capitaliste ne se contentera pas de la journée de huit heures. Il voudra faire de nouveaux pas en avant et il marchera ainsi jusqu'à ce que, en s'emparant du pouvoir politique, il devienne réellement son maître et puisse mettre à éxécution tout son programme : ainsi la journée de huit heures ne sera qu'un acompte !»*

A nous de nous en souvenir aussi !

Pour nous aujourd'hui...

Le 1er mai conserve donc toute cette puissante signification des luttes ouvrières initiales.

Ni journée de *«paix dans le travail»* (et donc de collaboration de classe) façon CFTC, ni *«journée de détente»* vidée de sens et chargée de muguet par les vendeurs de l'Humanité, le 1er mai n'est pas seulement la fête du prolétariat qui se compte et rappelle ses revendications... Si pour le réformiste Léon Blum ce jour ne portait *«aucune des grandes épreuves, aucune des grandes victoires de la classe ouvrière»*, pour nous, il en va tout autrement : pour s'en tenir aux faits les plus récents, les trois dernières années ont vu le 1er mai 74 affirmer les acquis des luttes des OS et de Lip par de nombreux travailleurs, tandis que 75 voyait la victoire du peuple vietnamien. Et le 1er mai 76, les importantes contradictions qui traversaient les cortèges syndicaux n'annonçaient-ils pas à la fois la montée de l'opposition au 37e congrès CFDT (qui suivit) et les positions d'offensive ouvrière prises par de si nombreuses délégations ouvrières le 7 octobre ? Et à chaque fois, notre Parti a pris ses responsabilités, affirmant les objectifs du prolétariat par ses propres démonstrations -unitaires- et dans les traditionnels défilés syndicaux (pour contribuer à ce que s'y développent largement les aspirations révolutionnaires des travailleurs) !

Cette année, plus que jamais, le point de vue ouvrier révolutionnaire fait de solidarité internationaliste et de volonté offensive de classe doit marquer le 1er mai...

«Luttes sans frontières» disent les Confédérations pour ce jour là. Mais pour nous c'est déjà l'objet d'une bataille : pour brandir le drapeau républicain espagnol renié par Carrillo, par exemple, ou affirmer notre solidarité de combat aux camarades d'Italie en lutte contre le plan Barre italien *«Berlingotti»* (du PCI et de la Démocratie Chrétienne unis). C'est encore dénoncer les *«interdictions professionnelles»* du *«socialiste»* Schmidt (que soutient le syndicat D.G.B.) et réclamer avec force les droits du peuple palestinien contre les *«socialistes»* de Tel-Aviv et leur *«syndicat»* Histadrouth et ceux du prolétariat et de l'intelligentsia soviétique face aux nouveaux tsars de Moscou. *«A l'Est comme à l'Ouest aux côtés des peuples en lutte»*, comme les camarades de Guadeloupe actuellement à l'action dans tout le secteur de la Canne et du Commerce face à notre impérialisme : c'est déjà cela le 1er mai !

Et c'est aussi, au delà de la pleine et forte démonstration des revendications ouvrières (en particulier celle d'abattre le plan Barre, tout de suite), une journée tournée déjà vers la bataille politique de 78... Faire retentir le 1er mai les mots d'ordre prolétariens, se battre dans les cortèges syndicaux pour y imposer l'autonomie ouvrière : c'est déjà engager la bataille contre la main mise des partis du Programme Commun sur les syndicats qui va s'accentuer après 78, c'est défendre le développement des luttes contre les projets bourgeois du PCF et du PS...

Après 1917, le 1er mai était aussi une journée de soutien à l'URSS

Surtout, c'est le moment de mesurer à ces *«perspectives»*, la volonté ouvrière d'émancipation politique qui a marqué tant de 1er mai de lutte ! Ce jour là, dans les manifestations et rassemblements communistes, comme au sein des défilés syndicaux, clamer qu'*«il a fait faillite le capitalisme»*, que *«la France de demain, c'est le socialisme»* prend tout son sens. Les aspirations des travailleurs et de la jeunesse à prendre en main leur destinée, construire une société sans exploitation garantie par la dictature du prolétariat, ont toute leur place le 1er mai ! Ce jour là, précisément, à l'image des communards, et des camarades chinois et albanais qui édifient le socialisme, il s'agit d'affirmer clairement que *«l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes» !* ■

LES «BALLETS DE SHANGHAÏ»

UN EXEMPLE D'ART REVOLUTIONNAIRE

• Musique, danse, chant, jeu de lumières et de couleurs en mouvement, le spectacle « La fille aux cheveux blancs » présenté par les Ballets de Shanghaï est tout cela à la fois. Un spectacle qui explose tout à tour d'indignation et de haine, de peur et enfin de joie, la joie de la libération, la certitude qu'en prenant les armes avec le Parti Communiste, le peuple écrasera ses anciens exploiteurs.

L'histoire, dont la trame est un fait réel, se passe dans la Chine de la misère et de l'oppression. Mais aussi de la révolte, sourde, de la haine du propriétaire : lorsque Hsi Eul, l'héroïne, échappe aux avances du seigneur et avec son père, le frappe. Jeu de sauts et d'esquives, de bras qui s'abattent où s'oppose l'adresse de la jeune fille, pantalon bleu, tunique orange, à la lourdeur du propriétaire, tout empêtré dans sa longue robe noire.

Révolte individuelle sans issue : le père reste étendu, mort et la fille devient l'esclave du seigneur. Et, à nouveau, c'est l'oppression dans la riche maison, l'humeur acariâtre de la patronne qu'il faut endurer. Très réalistes, les jeux de scène tiennent davantage du théâtre ou de la saynette : coup d'épingle à cheveux contre la servante, tasse de thé jetée à sa figure, embûches semées par l'intendant, ces courts sketches soulèvent la haine et la colère contre l'oppresseur, se précipitent jusqu'à la fuite de Hsi Eul. De la riche demeure où nous étions jusqu'à présent, nous voici dans l'espace vide de la scène. Juste quelques arbres et rochers au fond, et par un ingénieux système de projection, un immense paysage lumineux, élargissant la scène aux dimensions de la vallée dominée de hautes montagnes enneigées. Décor, musique ne font là qu'un tout pour exprimer cette longue fuite de l'héroïne.

Solitude. Le paysage change au fur et à mesure de la fuite, rougeoyant au soleil levant, ou s'assombrissant jusqu'à la nuit complète, ne laissant que la tâche lumineuse de la danseuse, marquant les mois et les années qui s'écoulent. Utilisant tour à tour toute la puissance de l'orchestre en un style qui évoque le Prokofiev des années 20, la voix du chœur ou des solistes, et les accents propres à la musique traditionnelle chinoise, la musique porte les jetés et les tourbillons de la danseuse, les pointes de la paysanne secouée par la tempête de neige; les vêtements ne sont plus maintenant que des lambeaux, les cheveux, de noir, ont peu à peu blanchi.

Avec l'arrivée sur scène des soldats de l'Armée Populaire de Libération, en costume de campagne et fusil, avec la libération du village, c'est la gaieté et la détermination qui dominent : couleurs rouges et vertes des costumes, armes aux larges lames brillantes brandies par une dizaine de jeunes paysans, danses alternées des paysans et des soldats, bruits de cymbales, c'est la joie de la vie nouvelle qui éclate dans la danse. Danse classique ou danse folklorique ? Les deux s'entremêlent étroitement, l'une apportant sa variété et son pouvoir d'expression nouveau, l'autre son fond de fête paysanne traditionnelle. Jetés, sauts toujours plus hauts, cabrioles enchaînées, les danseurs se surpassent prouvant une maîtrise étonnante et révélant, dans leur manière même de danser, leur conception de la danse : pas pour mettre en valeur ses propres performances, mais pour mettre en valeur l'ensemble de la scène, faire mieux éclater, par ce surpassement individuel, la joie et le désir de combattre de chacun, de chacun des paysans, de chacun des soldats.

Ce visage nouveau de la danse classique apparaît le plus clairement dans les scènes finales, surtout dans cette scène d'une grande intensité dramatique, le jugement par les paysans des deux propriétaires féodaux.

C'est là que la danse classique se transforme le plus nettement en expression au service de la révolution. La tête haute, le bras et l'index tendus menaçants, vers les deux formes noires qui tremblent et baissent la tête dans un coin, les jeunes paysannes accusent. Le geste des bras qui accompagne les pointes, dépouillé de son arrondi, de sa mollesse traditionnelle dans la danse classique. Les bras se lèvent, brandissent des fusils, les poings se ferment, concentrant en un unique faisceau l'accusation et la haine, exigeant le châtiment des coupables. Deux coups de feu claquent tandis que l'orchestre debout et la salle applaudissent.

Et Hsi Eul prend le fusil donné par les paysans et le brandit, pointe en l'air, prolongement de son bras levé, symbole de la révolution.

Pièce intensément dramatique, «la fille aux cheveux blancs» est une œuvre d'art révolutionnaire : parce qu'elle met en scène des hommes du peuple, des paysans qui souffrent et qui luttent, qui se libèrent, parce que musique, chants et danses sont non pas des formes incompréhensibles ou vides de sens, mais l'expression artistique, maîtrisée par le peuple, de ses souffrances et de ses luttes. Expression jamais achevée, portée à ce haut degré révolutionnaire par plusieurs années de luttes de classes. Avec les Ballets de Shanghaï, l'art aussi est au service des travailleurs. ■

ITT, GENERAL MOTORS, PHILIPS, PUK...

IMPERIALISME ET FIRMES MULTINATIONALES

• ITT, General Motors, Philips ou PUK, voilà des noms bien connus des travailleurs. Ces empires industriels (et financiers) ont une caractéristique commune : chacun regroupe des dizaines et même des centaines d'usines réparties aux quatre coins du monde. On les appelle des firmes multinationales. Depuis une quinzaine d'années, le phénomène que constitue le développement de ces firmes a suscité de nombreuses analyses dont certaines aboutissent à la conclusion plus ou moins affirmée qu'à l'époque des firmes multinationales, le cadre national, les Etats (nationaux), la lutte de classes à l'échelle nationale sont des réalités dépassées. Ces conclusions sont-elles justifiées par l'internationalisation de la production capitaliste ? Ne sont-elles pas lourdes de conséquences graves pour la lutte contre le capitalisme ?

Les dix premiers groupes français de taille internationale exportent un quart de leur production et en fabriquent autant hors des frontières . Les grandes entreprises américaines se sont engagées, bien avant la France et les autres pays européens, dans ce mouvement massif d'internationalisation de la production. Une entreprise comme Massey Fergusson (machines agricoles) a investi 84% de son capital à l'étranger ; un grand nombre des 25 plus importantes firmes US ont environ 50% de leurs capitaux à l'étranger. Au total, une part très importante de la production des entreprises capitalistes des USA, du Japon ou de l'Europe est réalisée en dehors des pays d'origine de ces entreprises. Les évaluations les plus plausibles font état d'une proportion de 25%. Les USA, à eux seuls réalisent environ la moitié de cette «activité à l'étranger».

Mais quelques grands trusts non américains figurent en bonne place dans ce processus d'internationalisation ; citons la Royal Dutch-Shell (anglo-néerlandais), Unilever (anglo-néerlandais : produits alimentaires et matières plastiques), Philips (NL), Volkswagen (RFA), BP (GB)...

La General Motors, premier groupe US, a un chiffre d'affaires plus important que le PNB (Produit National Brut) de la Belgique, de l'Argentine ou de la Suisse et ITT produit autant que tout le Chili.

Tout cela aboutit à la présence dans chaque pays d'importants capitaux étrangers. Dans les pays du Tiers-Monde, la proportion des entreprises contrôlées par les pays impérialistes est écrasante mais tend à reculer là où des nationalisations redonnent la propriété juridique des entreprises à l'Etat ou à des capitaux nationaux (ces nationalisations ne suffisent pas en général à redonner un contrôle national sur les activités). Dans un pays comme la France, des secteurs comme la construction mécanique, l'industrie électronique ou l'industrie du pétrole sont contrôlées à plus de 30% par des sociétés étrangères. Et ce contrôle se développe. D'une part car les investissements étrangers se poursuivent, et d'autre part car les firmes étrangères implantées dans un pays se développent plus vite que l'économie de ce pays. Cela tient au fait que les filiales étrangères sont installées dans des secteurs en forte croissance. Au total, par exemple, de 1958 à 1965, alors que la production industrielle en France n'augmentait que de 42%, la production des firmes US en France était presque multipliée par 4.

Mais dans le même temps, l'impérialisme français développe ses implan- ▶

tations à l'étranger, vers le Tiers-Monde, mais aussi vers les autres pays capitalistes, aux USA même, et vers les pays de l'Est dans le cadre des opérations de «coopération industrielle» (par exemple lors de la création en Roumanie d'une usine Citroën). Le développement des activités à l'étranger des grands groupes économiques du monde capitaliste donne à ceux-ci un caractère de plus en plus international qui conduit à les appeler des «firmes multinationales».

ACTIVITÉ A L'ÉTRANGER DE FIRMES US EN 67

Firme	1	2	3
General Motor	24	14	15
Standard Oil	45	58	56
Ford	27	36	49
Chrysler	18	21	31
IBM	14	30	34
ITT	60	47	47
Massey Ferguson	22	90	84
Singer	28	50	58

Source : Fortune Magazine

1 : nombre de pays d'implantation
2 : % des ventes à l'étranger
3 : % des capitaux à l'étranger

L'exportation des capitaux

L'élargissement des activités à l'étranger des grandes entreprises repose sur l'exportation des capitaux. Mais une part importante des investissements réalisés à l'étranger sont également financés par le réemploi sur place des profits obtenus par les filiales déjà implantées ainsi que par des emprunts négociés directement dans les pays *«d'accueil»*. C'est pourquoi il est pratiquement très difficile de mesurer avec précision l'importance des capitaux détenus à l'étranger par les firmes d'un pays donné. C'est pour les USA que l'on dispose des meilleures données. Nous examinerons ici l'orientation géographique et sectorielle des investissements US à l'étranger avant la crise.

En 1950 la moitié des capitaux US à l'étranger (1) étaient investis dans le Tiers monde, pour l'essentiel en Amérique Latine (39 % du total). L'Europe ne représentait qu'un cinquième des investissements US à l'étranger. Dans les 20 ans qui ont suivi, les avoirs US à l'étranger ont été multipliés par 6, mais se sont développés très inégalement suivant les régions du monde et les secteurs d'activité. Alors que la progression en Amérique Latine était lente (multipliée par 3), les investissements en Europe (multipliés par 11) et surtout dans la CEE (multipliés par 16) étaient extrêmement rapides. En 1969 les investissements US en Europe atteignaient 40 % du total des investissements américains à l'étranger. Cette réorientation se traduisait, sur le plan sectoriel par un renforcement des capitaux placés dans les industries de transformation relativement à ceux investis dans les productions minières et énergétiques. En effet, la proportion des investissements allant vers ces deux secteurs dans les pays capitalistes développés et les pays du Tiers Monde est à peu de choses près inverse.

INVESTISSEMENTS US DANS LE MONDE EN 1963

	Produits de bases mines - énergie	Industrie	Total
Pays capitalistes	29%	50%	100%
Pays du Tiers Monde	50%	25%	100%

Ainsi au cours des années 60, les investissements US annuels dans les industries de transformation ont triplé, alors que l'ensemble de ces investissements n'a fait que doubler (ils passent de 30 % du total vers 1960 à 50 % du total à la fin des années 60). Cela exprime le renforcement de la concurrence entre impérialismes : les USA, pour riposter aux conséquences du redressement des économies européennes et du Japon, implantent directement leur production sur les marchés des concurrents. Ce phénomène est d'une grande importance car ces nouvelles conditions de concurrence, l'aiguisement des contradictions qui en résultent, constituent un des facteurs du mûrissement de la crise actuelle.

Mais il ne faudrait pas conclure de cette tendance que les USA abandonnent leur mainmise sur les pays du Tiers-Monde de leur zone d'influence. En valeur absolue, les investissements US en Amérique Latine passent de 4,5 à 14 milliards de dollars de 1950 à 1970, et le total des investissements dans le Tiers-Monde atteint à la fin de cette période 20 milliards de dollars, soit 29 % de l'ensemble des investissements US à l'étranger.

Le développement des firmes multinationales est le produit de cette croissance rapide des exportations de capitaux.

Les formes de l'exportation des capitaux

Ces exportations de capitaux répondent pour les capitalistes à des objectifs variés.

● Dans un premier cas, un trust cherche à s'assurer l'approvisionnement à bon marché des matières premières nécessaires à sa production. C'est le cas des investissements miniers réalisés par l'impérialisme US en Amérique Latine ou par l'impérialisme français en Afrique. Les investissements pétroliers, déjà très anciens puisque le cartel regroupant les grandes compagnies pétrolières date de 1928, correspondent également à ce type de préoccupation, de même que la constitution des sociétés exploitant les ressources agricoles tropicales (par exemple Unilever). Le champ d'action correspondant est pour l'essentiel constitué par les pays du Tiers-Monde.

● La constitution de filiales a l'étranger est guidée dans d'autres cas par le souci des capitalistes de faire produire des objets manufacturés en utilisant une main d'œuvre à bon marché. Ainsi un grand nombre d'industries dites de main d'œuvre, c'est-à-dire employant beaucoup de travail et peu de machines, ou des machines de faible prix, sont de plus en plus souvent installées dans des pays où le niveau de vie extrêmement bas permet d'imposer des salaires plusieurs fois inférieurs à ceux que touchent les travailleurs des pays capitalistes développés. Ainsi la confection et certains secteurs du textile, la fabrication de composants électroniques sont développées massivement par les pays

capitalistes dans les pays du tiers-monde. Mais ce souci d'économiser sur les dépenses de salaires conduit également des trusts US à investir dans les pays impérialistes où la main d'œuvre est meilleur marché comme au Japon ou en Europe.

• Toutefois, les facteurs qui déterminent la création de filiales étrangères des grands trusts dans des pays impérialistes sont en général la volonté de ces trusts de s'implanter directement sur les marchés qu'ils veulent conquérir. Ces filiales, intégrées dans l'économie nationale des pays d'accueil, sont ainsi à l'abri de tout risque protectionniste. Elles disposent même bien souvent du soutien de l'Etat dans ces pays pour diverses raisons : création d'emplois, économies sur les importations, introduction de nouvelles technologies... Elles peuvent aussi plus facilement adapter leurs productions aux besoins locaux. C'est principalement cette volonté de s'imposer sur les marchés étrangers qui a conduit les firmes US à investir massivement en Europe à partir du milieu des années 50. C'est aussi ce but qui guide les cimentiers français ou Michelin à installer des filiales aux USA.

• A ces trois types principaux d'objectifs s'en ajoutent d'autres moins développés ou plus difficiles à saisir. Un certain nombre de trusts ont acquis des filiales à l'étranger à la suite d'opérations internationales de concentration du capital. C'est par exemple les cas du rachat par Hœchst (RFA) des laboratoires pharmaceutiques Roussel-Uclaf : par cette opération, le trust allemand élimine un concurrent sur le plan international en même temps qu'il améliore sa position sur le marché français. Par ailleurs, comme on l'a vu pour la Solmer à Fos, la participation de capitaux étrangers à la réalisation d'un gros investissement est parfois rendue nécessaire par l'insuffisance des financements nationaux. La collaboration de capitaux de diverses nationalités pour une opération de grande ampleur est de plus en plus fréquente, notamment en Europe : programmes aéronautiques, programmes nucléaires, informatique... Mais il s'agit alors souvent d'alliances passagères remises en cause au premier changement de rapport de force.

Toutes ces formes d'exportation de capitaux traduisent, dans des conditions concrètes variées, la volonté constante des capitalistes de tirer parti de l'inégal développement des différents pays, de profiter des rapports de force qui leur sont favorables pour mettre en valeur au maximum leur capital.

Stratégie sectorielle

ITT, cet empire économique US, réalise sa production dans 60 pays.

En France, ITT détient une place importante sur le marché du téléphone grâce à sa filiale la CGCT (Compagnie générale de construction téléphonique) et, jusqu'en 1975 à LMT (Le matériel téléphonique) rachetée depuis par la Thomson. Mais ITT ne s'occupe pas seulement de téléphone : Sonolor, Océanic, Claude sont des filiales ; ITT s'intéresse aussi à l'immobilier, à l'enseignement privé (Pigier), à la location de voitures (Avis)... En Allemagne, ITT emploie 65 000 salariés, tandis qu'en Angleterre les filiales d'ITT comptent 35 000 employés ; *«et comme partout ailleurs, ses acquisitions précipitées ont conduit à un salmigondis d'affaires et de fabrications où l'on trouve les produits de beauté Rimmel, les aliments pour chiens Shirley, les indéfrisables Eugène, la sténographie Speedwriting... autant de sociétés qui sont venues s'ajouter aux plus anciennes comme Commercial Cables, la radio-télévision KB, et les téléscripteurs Creed...»* (2) et à la Standart Telephones and Cables (STC) qui produit du matériel téléphonique. Ce qui caractérise ITT, c'est donc d'une part son implantation internationale et, d'autre part, la diversité des activités qui s'ajoutent à son domaine principal : les télécommunications. Le premier caractère d'ITT en fait une firme multinationale, le second un «conglomérat» (ensemble diversifié d'activités).

D'autres firmes multinationales, c'est même le cas le plus fréquent, n'ont pas ce caractère de conglomérat, ou l'ont beaucoup moins : leurs activités s'ordonnent autour de quelques axes. De tels axes sont, soit une «filière de production» c'est-à-dire l'ensemble des étapes conduisant à un produit (final ou intermédiaire) donné, par exemple le pétrole (de l'extraction à la distribution), des pneus (de la pétrochimie au produit final), des automobiles (de la fabrication des pièces détachées au réseau de vente)... soit ce qu'on appelle aujourd'hui un «ensemble marchandise» dont le cas le plus typique est celui des «usines produits en main» ce qui inclut la production des multiples installations de l'usine, mais aussi les services commerciaux de vente, les services techniques, la formation de la main d'œuvre nécessaires au fonctionnement de cette usine. Dans le premier cas il s'agit d'une intégration verticale et, dans le second qui est une forme plus avancée de stratégie impérialiste, on a affaire à une combinaison d'intégration verticale et de diversification. Il est évident par ailleurs que de telles stratégies ne peuvent être mises en œuvre que par un petit nombre de très grandes entreprises résultant de la concentration de la production et du développement des monopoles.

L'avantage pour les capitalistes de telles politiques de structuration de leur production, c'est la possibilité de ne pas être dépendants d'autres groupes concurrents dans certaines étapes de l'élaboration du produit. Un trust pratiquant une politique de «filière» ou d'«ensemble marchandise» peut compenser la faible rentabilité de certaines étapes de production par les forts taux de profit possibles dans d'autres, sans être constamment menacé par les pressions de ses fournisseurs ou de ses clients industriels, pressions qui visent à obtenir le partage le plus avantageux de la plus-value produite par les travailleurs. Mais bien souvent, notamment pour la production de grands complexes industriels, aucun trust à lui seul ne peut assurer toutes les opérations de fabrication. Se constituent alors des groupements de trusts, combinant leurs forces pour un marché donné, et qui s'évanouissent une fois l'opération terminée.

Firmes multinationales et impérialisme

Les firmes multinationales constituent-elles un phénomène nouveau ?

Dans son étude «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme», Lénine souligne que l'un des aspects fondamentaux de l'impérialisme est l'exportation des capitaux (chapitre IV) et «le partage du monde entre les groupements capitalistes» en parlant de cartels internationaux. Prenant l'exemple de l'industrie de l'électricité, *«la*▶

plus caractéristique pour les progrès de la technique» Lénine montre que dans les *«deux pays capitalistes nouveaux les plus avancés, les Etats-Unis et l'Allemagne»* se sont formés des trusts se partageant le monde. AEG, société allemande, disposait à l'étranger de 34 sociétés dans 10 pays et avait exporté jusqu'en 1904 233 millions de marks. Aux USA. La General Electric se développe simultanément et Lénine souligne qu'en 1907 les deux trusts concluent un accord définissant les zones d'influence de chacun.

Les mêmes tendances se développent dans l'industrie du pétrole avec la Standard Oil de Rockefeller (actuellement la 2ème entreprise mondiale).

D'autre part, Lénine souligne, contre les thèses de Kautsky sur *«l'ultra-impérialisme»* que le partage du marché qui s'effectue entre les trusts n'est pas stable, pacifique, qu'il reflète constamment les rapports de forces et s'y ajuste. Ainsi les principales caractéristiques économiques des firmes multinationales étaient déjà observées par Lénine au début du développement de l'impérialisme. C'est pourquoi il ne paraît pas fondé de considérer que le développement des multinationales constitue de ce point de vue une phase particulière de l'impérialisme : elles sont une manifestation de l'essence-même de l'impérialisme.

Firmes multinationales et nations

Mais le caractère particulier des multinationales ne réside t-il pas dans le rapport nouveau qui s'établit entre elles et les Etats, entre elles et les travailleurs, entre elles et les nations ?

De nombreuses analyses répondent affirmativement à cette question. Les firmes multinationales deviendraient tellement puissantes qu'elles seraient au-dessus des Etats. Et de citer pêle-mêle ITT et le Chili, la spéculation des firmes US contre le dollar, la mobilité des capitaux qui est une constante pression contre les Etats... et contre les travailleurs. Certaines de ces analyses concluent plus ou moins explicitement que l'ère des nations est terminée, que l'on entre dans celle de la domination des sociétés géantes apatrides.

Si dans les prémisses de ces cogitations il existe des observations justes, leurs auteurs oublient une chose pourtant fondamentale : la réalité des conflits de classes inhérents au capitalisme, le caractère de classe de chaque état qui en découle. Car s'il faut analyser avec précision l'évolution des contradictions entre les différents trusts à l'échelle internationale, il ne faut pas oublier quer chacun d'eux vit d'abord de l'exploitation des travailleurs qui sont sous sa coupe. Les luttes entre trusts c'est le partage du gâteau. Mais encore faut-il qu'il y ait un gâteau à partager. Maintenir les travailleurs sous la domination du capital, tel est le rôle de chaque Etat.

Les trusts, si internationalisés qu'ils soient, ont besoin de s'appuyer sur les Etats pour que la reproduction des conditions de marche de leurs affaires soient assurée. A partir de cela il est clair que chaque firme multinationale, tout en faisant pression sur les Etats pour qu'ils fassent la politique (intérieure et extérieure) dont ils ont besoin, sont obligés de se plier aux exigences liées aux rapports de classe dans chaque pays. Ces exigences sont, comme on le voit aujourd'hui avec les impasses de la politique de Giscard-Barre, d'autant plus pressantes que les contradictions de classes sont plus aiguës. Ainsi, avec le développement de la crise de l'impérialisme, les liens entre trusts internationaux et Etats sont loin de se distendre comme le pensent certains et ne font que se resserrer. En même temps que s'approfondit l'internationalisation de la production des firmes multinationales, «leur base nationale» s'affirme dans leur dépendance accrue vis à vis de la politique menée par «leur Etat». Il en résulte un aiguisement des contradictions entre les différents impérialismes qui se traduit par d'importants réaménagements dans les rapports de forces internationaux, par le développement de la lutte pour l'hégémonie des deux superpuissances sur le monde, par une tendance au repartage du monde comme on le voit aujourd'hui en Afrique.

Imaginer dans ces conditions que l'on va vers *«un recul de l'Etat-nation»* lié au développement des multinationales n'est qu'une abstraction creuse.

C'est pourtant ce qu'affirme Levinson, secrétaire de la Fédération internationale de la Chimie à laquelle est affiliée la fédération Chimie de la CFDT : *«Face à cette concentration de puissance (des multinationales), la capacité de l'Etat-nation à gérer son propre système économique est mise en question. Bien qu'il continue à régner, l'Etat-nation semble ne plus gouverner. Il maîtrise de moins en moins son économie... Il risque fort de succomber au cours d'une régression lente mais ininterrompue».* Depuis longtemps, l'Etat ne gère plus *«son propre système économique»* indépendamment de toute influence extérieure. Depuis les débuts de l'impérialisme très exactement. Mais cela n'a pas entraîné un quelconque dépérissement de l'Etat, bien au contraire. Car sa fonction de classe, sa nature de classe restant inchangées, toutes les atteintes à sa capacité de gérer son propre système ne font que rendre plus intense son activité au service du capital.

Ce qui est en jeu dans ce type de conception des multinationales, c'est tout à la fois le lieu de la lutte des masses et l'objectif même de ces luttes. En faisant des multinationales le véritable pouvoir, les réformistes du type de Levinson prônent le développement de luttes internationales ne prenant pas pour cible l'Etat qui assure la domination du capital, mais l'entité insaisissable du pouvoir multinational. Aux structures de luttes ancrées dans la réalité sociale et politique de chaque pays sont substituées des instances syndicales internationales coupées de la pratique de lutte des travailleurs, où fleurit la bureaucratie. Si les travailleurs ont intérêt à coordonner leurs luttes à l'échelle internationale selon le point de vue de l'internationalisme prolétarien, il ne saurait être question d'abandonner le terrain solide de la lutte de classe dans chaque pays contre le capital et son Etat. ■

---

(1) mesurés par les investissements directs cumulés des USA à l'étranger
Source : Survey of current business

(2)«ITT L'Etat souverain»A. Moreau 1973

D'HELSINKI À BELGRADE :

2 ANS DE RIVALITE ACCRUE

• La Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), tenue à Helsinki en juillet 1975, devait ouvrir, aux dires de ses participants, et notamment de l'Union Soviétique, une ère nouvelle de paix, de détente, et de sécurité pour les peuples européens. On allait vers l'élimination de la « politique des blocs » et la réduction des tensions. La détente devait être, selon l'acte final lui-même, *« un processus tout à la fois continu, de plus en plus viable et global, et de portée universelle »*.

En fait, s'il y fut beaucoup parlé de l'Europe, Helsinki est loin d'être l'œuvre des pays européens concernés, car si 35 pays au total ont apposé leur signature au bas de l'acte final, l'opportunité de la Conférence et son contenu ont été de bout en bout préparés par trois ans de négociation entre les USA et l'URSS.

Aussi, d'emblée, par ses instigateurs, Helsinki se présente comme un moment de l'affrontement politique et militaire que n'ont cessé de se livrer les deux super-puissances en Europe depuis la fin des années 60 et son contenu reflète des objectifs contradictoires.

Pour l'URSS, qui avait lancé dès 1968 - 1969, l'idée de cette conférence (mais sans la participation des États-Unis et du Canada), il s'agissait avant tout de faire admettre le principe de la «détente», et de le faire admettre avec une telle solennité qu'il puisse apparaître comme la règle désormais acquise des relations en Europe, règle codifiée, ratifiée par les États Européens et l'autre superpuissance. Pourquoi donc cet intérêt soviétique pour le thème de la «détente» que l'URSS n'a cessé d'agiter avec d'autant plus de force que se précisaient ses ambitions hégémoniques en Europe ?

Parce que la création d'un faux «climat de paix» et de «détente» en Europe est un point essentiel pour la réalisation des visées expansionnistes de l'URSS et ce, à de multiples points de vue.

D'une part, il est le moyen par lequel l'Union Soviétique peut faire reconnaître les frontières orientales en Europe, c'est-à-dire en fait, compte tenu des rapports de dépendance on ne peut plus étroits qui la lient aux pays dits de démocratie populaire, faire reconnaître et entériner officiellement la domination soviétique sur les pays de l'Europe de l'Est. Si certains traités, notamment avec la RFA avaient déjà amorcé cette reconnaissance, c'est pour la première fois à Helsinki qu'un accord international avalise l'empire soviétique à l'Est en garantissant l'«inviolabilité des frontières».

D'autre part, le thème de la détente, dans la mesure où il est accepté par les pays européens, contribue à émousser la vigilance des peuples et donne les mains libres à l'URSS pour poursuivre un gigantesque effort de guerre, de concentration de troupes et de matériel en Europe qui lui offre la possibilité de recourir un jour, dans des conditions propices, à un affrontement militaire pour réaliser ses ambitions hégémoniques en Europe.

Enfin, sous couvert de coopération entre peuples et pays, il constitue un instrument privilégié de pénétration en Europe occidentale grâce auquel l'URSS peut espérer tisser de multiples liens culturels, politiques, économiques avec les pays placés sous la tutelle US et affaiblir ainsi d'autant les positions des Etats-Unis dans cette partie du monde.

Rien d'étonnant à ce que l'URSS se soit montrée un chaud partisan de la «détente».

Or, si ce thème - inconsistant du point de vue de la réalité des faits et le bilan de deux années écoulées depuis la conférence le montre clairement - a pu être admis à Helsinki, c'est bien en fonction du calcul effectué par l'autre super-puissance, les États-Unis : à savoir qu'avec quelques concessions et par une politique d'accomodements vis-à-vis de l'URSS, il serait possible de réfréner ses ambitions, de modérer son effort de guerre, de contenir son expansion et de lui faire accepter une sorte de statu quo politique et militaire en Europe.

Fruit de la «Real-Politik («politique réaliste») qui a dominé la vie politique américaine dans les années 73-76, la signature américaine à Helsinki n'est pas fortuite : elle reflète la situation d'une super-puissance qui dispose encore de forces certes considérables, mais qui se trouve être sur le déclin, qui voit apparaître en force un nouveau concurrent et qui hésite sur l'attitude à adopter à son égard. Certes, les Etats-Unis n'ont pas cédé sur le terrain de la «détente» sans ▶

aucune contrepartie, c'est-à-dire sans avoir obtenu de l'URSS la promesse de respecter les «droits de l'homme», de faire appliquer le principe de la libre circulation des hommes et des idées etc... et toutes les dispositions relatives à l'information qui forment l'essentiel de la 3e corbeille, principes constamment violés au demeurant par les États-Unis, mais grâce auxquels ils comptaient créer quelques difficultés à l'URSS.

Mais les promesses creuses de Brejnev, dont on voit aujourd'hui ce qu'elles valent, ne pèsent pas bien lourd au regard de l'essentiel : la création d'un faux climat de «détente» - cautionné par les gouvernements européens - qui laisse le champ libre à l'affrontement des deux super-puissances, affrontement dont les peuples européens sont les premiers à faire les frais.

Dangereux, avions-nous dit à l'issue de la conférence, Helsinki l'est à un double titre :

- parce qu'il contribue à désarmer les peuples face aux préparatifs de guerre des deux super-puissances en Europe.
- parce qu'il favorise en fait la super-puissance la plus agressive, accroit le déséquilibre au profit de l'URSS et l'encourage aussi dans ses visées hégémoniques en Europe.

De ce double point de vue, et sans pousser plus loin l'analogie historique, car aujourd'hui, la force des peuples et leur clairvoyance politique a largement progressé depuis cette période, Helsinki n'est pas sans rappeler le tristement célèbre accord de Munich qui devait ouvrir les portes de la paix mais a frayé en fait le chemin à l'agression fasciste.

L'evolution de la situation mondiale depuis juillet 1975 aurait-elle infirmé cette appréciation ?

UN RIDEAU DE FUMÉE POUR LES PRÉPARATIFS DE GUERRE

Aujourd'hui, il ne peut plus faire de doute que les accords d'Helsinki ont couvert une nouvelle accélération de la course aux armements entre les deux super-puissances — situation qui est mise en pleine lumière avec la négociation SALT en cours — et qu'ils ont été mis à profit par l'URSS pour tenter d'obtenir la suprématie militaire face aux USA.

Les USA, on l'a dit, escomptaient que l'URSS s'en tienne à la parité et modère dorénavant quelque peu les dépenses militaires gigantesques qu'elle avait consenties jusqu'alors pour rattraper les USA.

Fusée soviétique à tête nucléaire

L'URSS : de la parité à la suprématie militaire ?

Or, de multiples enquêtes, rapports et bilans des forces en présence publiées depuis 4 - 5 mois, il ressort que derrière le rideau de fumée de la détente, l'URSS a poursuivi implacablement son effort de guerre, à telle enseigne que toutes les estimations sur la part du revenu national soviétique consacrée à l'armement ont été réevaluées très largement en hausse. Aujourd'hui, il est maintenant couramment admis que les dépenses de guerre soviétiques absorbent 20% de la production industrielle totale et plus d'un tiers de la production mécanique et de machines-outils en URSS.

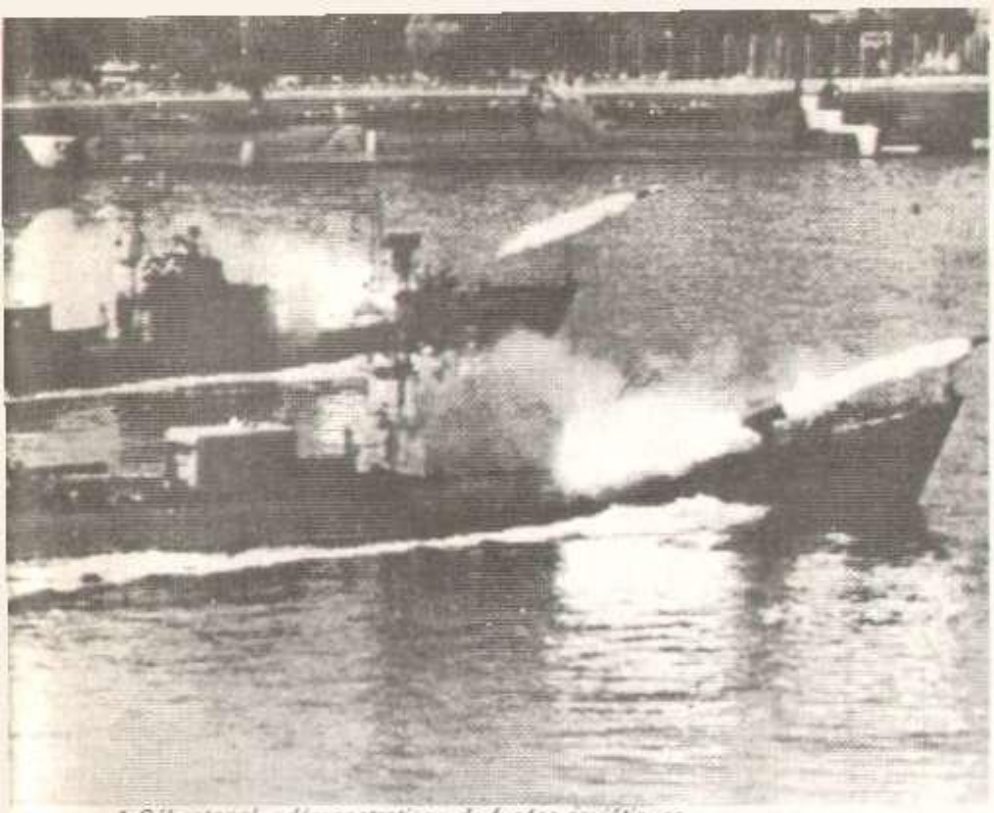
Mettant à profit sa structure économique de capitalisme d'État, l'URSS a intensifié son effort de guerre dans plusieurs directions.

Au niveau des armes stratégiques, elle a persévéré dans la multiplication des vecteurs nucléaires et continué à se doter à un rythme extrêmement rapide (un sous-marin toutes les cinq semaines) d'une flotte considérable de sous-marins nucléaires, reprenant ainsi une tradition historique peu enviable. Mais surtout, elle a commencé à aligner, depuis maintenant un an, une nouvelle génération de missiles beaucoup plus efficaces et destructeurs que les précédents.

On sait en effet que, jusqu'à présent, le social-impérialisme avait compensé l'avance technologique des USA qui disposaient seuls, il y a encore 3 - 4 ans des fameux MIRV (les missiles à têtes multiples indépendamment téléguidées) par le nombre de vecteurs et la puissance des charges nucléaires. C'est compte tenu de cette avance technologique US que les accords SALT I de 72 avaient concédé à l'URSS un nombre nettement supérieur d'engins intercontinentaux ou lançables de sous-marins.

Or, tout en maintenant son avantage au niveau du nombre, l'URSS a entrepris systématiquement le remplacement d'anciens vecteurs par des engins tels que les SS 18, 19 ou 20 capables de porter huit à dix bombes nucléaires chacun, de telle manière qu'aujourd'hui, l'équilibre stratégique réalisé voici à peine quelques années est en train d'être rompu au profit de l'URSS.

Mais c'est la croissance du potentiel de guerre en Europe même qui illustre le mieux le centre des ambitions soviétiques.



A Sébastopol, «démonstration» de fusées soviétiques.

La révision de la politique US

Jusqu'à maintenant, les USA avaient compensé - et justifié - le déséquilibre flagrant des forces conventionnelles en Europe par la suprématie dans le domaine de l'arme nucléaire tactique, stationnée notamment en Allemagne. Or, justement, un des développements récents, en tout cas postérieur à Helsinki, du rapport des forces militaires en Europe est la mise au point et la livraison accélérée aux armées du Pacte de Varsovie d'un missile nucléaire soviétique à moyenne portée, le SS - X - 20, qui tend à ôter la supériorité US dans ce domaine. Sans parler du signe le plus visible du développement de la présence militaire soviétique en Europe, à savoir l'augmentation continue de la flotte de guerre qui a dépassé en nombre de bâtiments sinon en tonnages celles des USA.

La croissance rapide et ininterrompue, dans la dernière période, du potentiel de guerre soviétique dépasse très largement - aux yeux d'observateurs de plus en plus nombreux - la volonté de se doter d'une force de dissuasion suffisante pour faire obstacle à toute attaque de l'autre superpuissance.

Il ne peut résulter que d'une volonté délibérée : rompre la parité effective des forces avec les USA et parvenir ainsi à une supériorité absolue.

Jusqu'à maintenant, les USA avaient fondé leurs rapports militaires avec l'URSS sur l'hypothèse d'un «équilibre de la terreur», reposant nécessairement sur un certain équilibre des forces, nucléaires et conventionnelles, stratégiques et tactiques.

Or, c'est cette hypothèse des «destructions mutuelles assurées», selon l'expression consacrée, qui est aujourd'hui remise en cause au vu du déséquilibre actuel des forces qui se crée.

En particulier, selon des études menées actuellement, ce sont les données militaires d'un conflit en Europe qui se trouveraient chamboulées au cas où la disproportion des forces continuerait à se creuser au profit de l'URSS.

En effet, jusqu'à maintenant, la doctrine US en Europe était celle de la «réponse flexible» ou «graduée». En cas d'intervention soviétique en Europe occidentale, il s'agissait, dans un premier temps, d'opposer les moyens conventionnels et, dans le cas où ces derniers seraient inopérants, d'utiliser les armes tactiques stationnées en Allemagne, laissant à l'URSS alors en position défavorable, la responsabilité de porter le conflit à un niveau supérieur, c'est-à-dire sur le territoire même des deux super-puissances avec l'utilisation de l'arme stratégique.

Mais avec l'évolution de l'armement soviétique dans la dernière période, plusieurs rapports américains évoquent maintenant la possibilité d'une guerre-éclair au cas où l'URSS, maintenant l'effort de guerre, parviendrait à ravir aux USA la suprématie dans le domaine de l'arme tactique. L'URSS serait alors en état de déclencher une attaque nucléaire surprise sur les lignes de l'OTAN, détruisant une bonne partie de son potentiel offensif en Europe avant de lancer ses chars d'assaut.

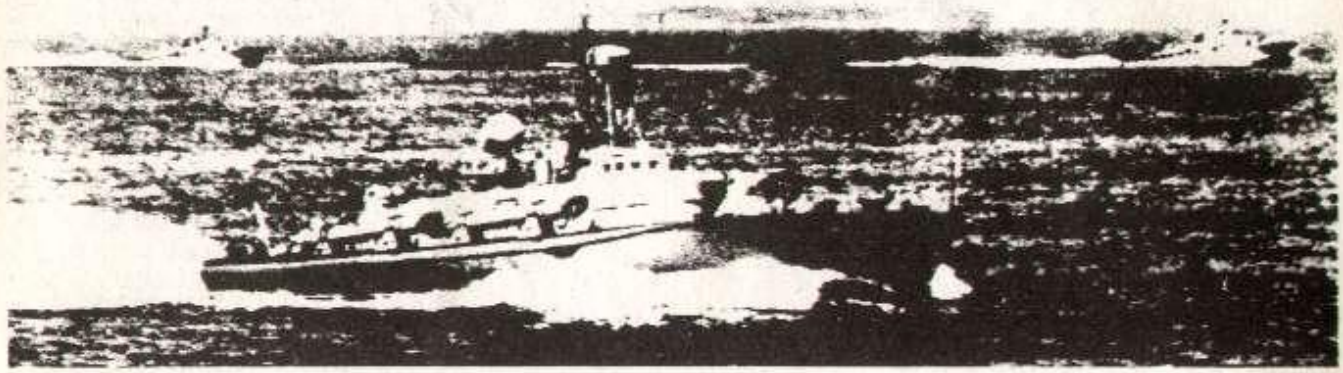
Placés devant le fait accompli, c'est aux USA qu'il appartiendrait alors de prendre la responsabilité d'utiliser l'armée stratégique et ce, dans des conditions telles - et c'est une autre question qui est ouverte - où les travaux défensifs en cours en URSS pourraient la rendre capable de supporter une première frappe.

Cette situation nouvelle qui tend à se créer dans le rapport de force entre les deux superpuissances - et ce, à l'ombre d'Helsinki - a déclenché aux Etats-Unis, dans les tout derniers mois, un réexamen de l'effort de guerre soviétique et de sa signification, de même que de l'attitude à adopter à son égard.

On sait que, dans les deux dernières années, les sphères dirigeantes de l'impérialisme américain ont été très partagées sur le problème de la détente, mais qu'en fin de compte, c'est le point de vue selon lequel il fallait jouer le jeu qui a prévalu, ce qui s'est marqué, notamment par l'évincement de Schlessinger en novembre 1975, c'est-à-dire cinq mois après Helsinki.

Si cette politique n'a pas encore fait long feu, elle semble manifestement en perte de vitesse. L'idée commence à se faire jour que, si l'URSS n'a pas encore atteint la suprématie militaire qui la rendrait apte à détruire ou à annihiler une grande partie des forces de l'adversaire, elle est tout au moins engagée dans un programme qui la rendrait effective si les USA ne consentaient pas un effort militaire similaire.

Aussi, depuis les derniers mois de l'administration Ford, assiste-t-on à une série de propositions pour renforcer le potentiel militaire US, mettre en route des programmes d'armements considérables, augmenter le budget de guerre, accroître la présence militaire US en Europe occidentale, renforcer le dispositif de l'OTAN. ▶



Manœuvres soviétiques au large des côtes de Norvège.

Avant la mise en place de l'administration Carter, l'ancien secrétaire d'État à la Défense a exprimé les vues du Pentagone dans un rapport publié le 18 janvier : pour maintenir l'équilibre des forces, il était nécessaire, d'après lui, de consacrer un «effort de longue haleine» et de faire passer le budget militaire US, jusque là en régression, à 123 milliards de dollars en 78 et à 167 milliards de dollars en 1982.

Sitôt installé, le nouveau secrétaire d'État à la Défense, Brown, a déclaré qu'il serait difficile de tailler dans le budget militaire et a entériné la décision, prise dans les derniers jours de l'administration Ford, de construire en série les deux versions du missile de croisière (Cruise); la production de nouvelles armes redoutables, telles que le sous-marin Trident, capable de lancer des missiles intercontinentaux ou le bombardier longue portée B1 reste en suspens, la décision définitive étant liée, d'après les déclarations de Carter, à la tournure que prendront les négociations SALT en mai prochain.

Certes, il est évident que l'ensemble des choix à opérer concernant l'ampleur de l'effort de guerre que les USA devraient consentir pour ne pas se faire prendre de court par l'autre super-puissance n'est pas encore tranché. Mais il est clair que l'on s'achemine vers une relance des armements du côté US, qui se marquera nécessairement, entre autres, par un renforcement de la tutelle militaire et politique US sur les pays d'Europe occidentale.

Ainsi, loin de conduire à la résorption de la «politique des blocs», les accords d'Helsinki ont porté à un niveau supérieur les préparatifs de guerre des deux super-puissances et favorisé les plans agressifs de l'URSS.

L'EUROPE ENJEU DE LA RIVALITÉ DES 2 SUPERPUISSANCES

Si la concentration des moyens de destruction toujours plus meurtriers illustre clairement le caractère irréductible de la lutte des deux super puissances pour le partage du monde, on aurait tort de limiter à cet aspect la compétition que se livrent chaque jour l'URSS et les USA pour l'hégémonie.

Chaque super-puissance, tente de développer sa propre influence au détriment de l'autre, de désagréger les zones d'influence de son concurrent, d'affaiblir ses positions.

Et si, précisément, la compétition des deux super-puissances revêt une telle acuité en Europe, à tel point que cette dernière est devenue l'enjeu stratégique de leur rivalité, ce n'est pas seulement de par l'importance du potentiel économique, technologique et humain de l'Europe, mais aussi parce qu'elle se trouve être aujourd'hui un continent instable, en bouleversement politique pour certaines de ses parties, telle que l'Europe du sud, en crise larvée pour d'autres, et donc propice à la pénétration, à l'infiltration et aux pressions des deux super-puissances.

Course aux armements et préparatifs de guerre, d'une part, infiltration et pénétration politique ne sont pas dissociables : ils vont de pair, font partie du même jeu pour l'hégémonie dans le monde et la domination en Europe et s'appuient l'un l'autre.

Et c'est évidemment aussi de ce point de vue qu'il faut juger des résultats d'Helsinki.

La question des «droits de l'homme»

Or, il ne fait guère de doute que le mythe de la détente a été mis à profit par l'URSS pour renforcer sa domination sur l'Europe de l'Est en même temps que pour se donner de nouveaux moyens d'intervention à l'Ouest.

Le renforcement de l'oppression social-impérialiste à l'Est est manifeste depuis Helsinki, et ceci à tous les niveaux :

- militaire avec la signature de nouveaux traités semblables à celui qui liait la Tchecoslovaquie à l'URSS avant août 68.
- Économique avec la mise en œuvre du «programme complexe» d'intégration des différentes économies des pays de l'Est sous la houlette soviétique.
- politique ensuite et surtout, phénomène qui apparaît aujourd'hui en plein lumière avec l'éclosion du mouvement démocratique d'opposition dans différents pays de l'Est.

Non seulement et comme on pouvait s'y attendre compte-tenu du système de domination politique en vigueur en URSS, aucun des engagements pris concernant les libertés, la libre circulation des hommes et des idées, l'information n'ont été tant soit peu respectées, mais de plus on a assisté dans la dernière période, à une répression accrue contre l'émergence d'un profond mouvement de contestation.

Ce mouvement - qu'il s'agisse des luttes et révoltes ouvrières ou du regroupement d'une partie de l'intelligentsia pour la mise en œuvre des libertés démocratiques - est un phénomène nouveau qui marque sans doute un premier ébranlement de la dictature fasciste à l'Est.

Aussi, si les dispositions concernant la 3e corbeille sont restées lettre morte, il n'est pas dit que les USA ne puissent pas profiter de ces dispositions pour aggraver les difficultés de l'URSS.

C'est effectivement ce qu'ils tentent aujourd'hui. Alors que la doctrine Sonnenfeld reconnaissait ouvertement non seulement la réalité mais aussi la légitimité de la domination social-impérialiste à l'Est, parlant de «lien organique entre l'Europe orientale et l'Union Soviétique», alors que Ford lui-même allait jusqu'à nier toute oppression politique de l'URSS sur les pays dits de démocratie populaire, on enregistre sur ce point une évolution particulièrement nette de la politique US : la super-puissance américaine entend appuyer le mouvement de dissidence à l'Est en vue d'introduire une brèche dans le bloc révisionniste.

La «compréhension» de Giscard à l'égard de l'URSS : Amalrik en a fait les frais.

Mais en même temps, on voit toutes les limites de cette tentative : toute critique, d'où qu'elle vienne, sur l'application des libertés élémentaires à l'Est est taxée immédiatement par l'URSS «d'ingérence grossière dans ses affaires intérieures», en contradiction avec les accords d'Helsinki.

Fidèle à la politique grossière du Diktat, dont on connait la filiation historique, les révisionnistes soviétiques sont partisans de «la lutte idéologique active», comme ils le disaient il y a quelques mois, mais oublient-ils de préciser, pourvu qu'elle soit à sens unique !

Eux seuls doivent avoir le droit de la pratiquer, tout le reste étant «ingérence» ou «antisoviétisme».

Aussi l'URSS a-t-elle indiqué clairement - en multipliant chantages et pressions - qu'elle n'entendait pas accepter que les pays occidentaux continuent à appuyer d'une manière aussi voyante - au moins pour certains d'entre eux - le mouvement de dissidence à l'Est.

«Aucun tollé, aucun cri, aucune piaillerie ne nous fera abandonner cette voie» déclarait sans ambages Gromyko en commentant l'échec de la mission Vance.

De fait, l'impérialisme US a reculé d'un pas sur ce point et a modéré quelque peu ses critiques publiques.

Et lors de sa dernière conférence de presse, Giscard d'Estaing s'est publiquement démarqué, au nom de la «non-ingérence», de toute critique adressée à l'URSS concernant l'application des dispositions d'Helsinki.

Ce qui montre à quel point la politique de force de l'URSS peut rencontrer compréhension —c'est un euphémisme— auprès de certains impérialismes secondaires.

Malgré tout, l'URSS garde la crainte de se trouver en position d'accusée lors de la conférence de Belgrade qui doit se tenir au printemps 77 et qui doit faire le bilan de deux années d'application des résolutions d'Helsinki. Ce bilan concernera l'ensemble des questions, c'est-à-dire le contenu des trois corbeilles et donc évidemment l'application des positions concernant les droits de l'homme. Le mouvement démocratique d'opposition à la dictature fasciste à l'Est s'est saisi des engagements du gouvernement soviétique et de la préparation de la conférence de Belgrade pour se développer largement dans les pays de l'Est même et pour poser avec force, ▶

devant l'opinion internationale, le problème de la répression en URSS et dans les pays d'Europe orientale. Ce qui est une excellente chose.

Et le danger existe réellement pour les révisionnistes soviétiques, que certains pays occidentaux soient amenés à Belgrade, à condamner publiquement les pratiques répressives en cours en URSS au cas où le mouvement de protestation dans les pays de l'Est et l'audience de ce mouvement à l'Ouest connaîtrait suffisamment d'ampleur.

Situation qui, évidemment, contrarierait la politique de «détente» et porterait un rude coup à l'image qu'à grand peine, l'URSS essaie de donner.

Pénétration politique sous couvert de détente

Mais si les dispositions d'Helsink concernant les droits de l'homme créent aujourd'hui des difficultés réelles à l'URSS, celles-ci sont bien compensées, dans un tableau d'ensemble par les avantages qu'a tirés et que continue à tirer le social-impérialisme du point de vue des liens économiques, culturels et politiques qu'il peut nouer avec l'Europe occidentale et partant, des possibilités qui lui sont désormais offertes, d'infléchir dans un sens qui lui serait favorable, la politique de certains états européens. On sait déjà que l'hymne à la coopération Est-Ouest a permis à l'URSS et aux pays de l'Europe de l'Est d'accumuler, en l'espace de deux ans, près de 40 milliards de dollars de dettes commerciales, permettant ainsi au social-impérialisme de consacrer une plus grande partie de ses ressources internes à l'effort de guerre. Et ce déficit ne fait que croitre ! Sur le plan commercial, l'Union soviétique entend s'appuyer sur l'esprit d'Helsinki pour obtenir, lors du «Tokyo Round», c'est-à-dire les prochaines négociations du GATT, la levée de toutes les restrictions commerciales et l'abrogation du Jackson Act par lequel, jusqu'à maintenant, les USA pouvaient s'opposer à l'exportation, vers les pays de l'Est, de matériel sophistiqué et de haut niveau technologique. Dans le cas où, avec l'appui de certains pays occidentaux, l'URSS obtiendrait satisfaction, elle pourrait bénéficier d'un coup de l'avance technologique occidentale dans plusieurs domaines sans avoir la lourde tâche de se procurer les renseignements nécessaires par des moyens plus occultes.

Mais c'est dans le domaine culturel, idéologique et politique que la pénétration du social-impérialisme, pour être la moins voyante, n'en est pas la moins dangereuse.

Aujourd'hui, l'URSS, tout en considérant comme lettre morte, en ce qui la concerne, les dispositions d'Helsinki relatives à la circulation de l'information, s'en prévaut par contre pour imposer aux pays occidentaux, et notamment à la France, une série d'émissions, de retransmissions dites culturelles, ayant pour but de présenter l'image d'une Union soviétique pacifiste, laborieuse et de désarmer ainsi toute vigilance à son égard.

On a vu ainsi dernièrement le ministre de l'éducation russe proposer à son homologue français «un travail commun des spécialistes russes et français relatifs à l'élaboration des manuels d'histoire, de géographie et de littérature pour le secondaire».

Sous prétexte d'œuvrer à la détente, l'URSS ne se gène plus pour s'immiscer directement dans les affaires intérieures de certains pays européens, les incitant fermement à s'aligner sur les propositions soviétiques. C'est ainsi que dernièrement, on a vu Ponomarev venir tancer directement les députés français réclamant ouvertement que l'impérialisme français se fasse le défenseur des propositions soviétiques en matière de désarmement. Toujours en se réclamant de l'esprit d'Helsinki et non content de baillonner leur propre presse, les dirigeants révisionnistes soviétiques ont adressé des critiques acerbes à la presse française, coupable d'avoir «mal parlé» de l'URSS. Et on a vu quelle compréhension ces critiques recueillent au plus haut niveau.

Pour mener à bien sa pénétration politique en Europe occidentale, l'URSS compte, c'est évident, sur le possibilités nouvelles que lui offrirait dans un certain nombre de pays, l'accession au pouvoir de coalitions de gauche, comprenant des représentants des partis révisionnistes européens.

Mais aussi, et d'ores et déjà, elle met à profit la situation de faiblesse de certains impérialismes secondaires pour tenter de peser sur leur politique. De ce point de vue, l'impérialisme français, de par les difficultés économiques et politiques qui l'assaillent, occupe une place de choix dans la rivalité qui oppose les deux superpuissances.

D'une part, il abdique progressivement toute velléité d'indépendance vis-à-vis de la super-puissance dominante en Europe occidentale, les États-Unis.

D'autre part, il se montre sensible aux différentes pressions du social-impérialisme qui le considère à l'heure actuelle comme une sorte de champ d'expérimentation afin d'apprécier jusqu'où, en soufflant successivement le chaud et le froid, il est possible d'aller dans l'infléchissement de sa politique.

□

Aussi, nous le voyons, loin de conduire à une diminution de la tension, les accords d'Helsinki ont ouvert une nouvelle phase de l'affrontement militaire et politique des deux superpuissances pour la domination en Europe.

Dans ces conditions, le climat qui préside à la préparation de la conférence de Belgrade est bien différent de celui qui existait au moment de la signature de l'acte final d'Helsinki, et nombreux seront les points de friction.

La question des progrès réalisés depuis Helsinki dans le domaine de la sécurité en Europe et de la réduction des armements sera sans doute posée : depuis 2 ans, les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR) en Europe, qui se tiennent à Vienne, sont complètement bloquées. Aux Etats-Unis qui réclament une réduction en *pourcentage* des forces militaires, l'Union soviétique oppose une réduction en *quantité égale* de chaque côté, ce qui aurait évidemment pour résultat, compte tenu de la supériorité acquise par les armées du Pacte de Varsovie sur les troupes de l'OTAN, d'accroître encore ce déséquilibre.

Sur le plan commercial, des voix ont commencé à s'élever à propos de l'accumulation du déficit commercial des pays de l'Est et certains hommes d'Etat occidentaux, comme le secrétaire d'Etat britannique au Foreign Office ont récemment déclaré que ce n'était pas la peine de financer de cette manière l'effort de guerre soviétique.

Mais, sans doute, un des points les plus épineux concernera le bilan de l'application de la 3ème corbeille, malgré les tentatives d'étouffement de l'URSS.

C'est dans la perspective d'une conférence qui sera loin d'afficher la feinte unanimité d'Helsinki qu'il nous appartient de dénoncer plus avant le mythe de la «détente», de faire la vérité sur les préparatifs de guerre des deux superpuissances et de faire connaître largement la lutte des dissidents en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est. ■

UN TOURNANT HISTORIQUE

● Le 22 mars 1977, pour la première fois depuis la proclamation de l'indépendance de l'Union Indienne, le Parti du Congrès parti du Mahatma Gandhi, et de Nebu au pouvoir depuis 30 ans, était vaincu aux élections et se retrouvait en minorité à la chambre. Le premier ministre Indira Gandhi, fille de Nehru, était-elle même battue dans sa propre circonscription, par le «socialiste» Naraïn, celui-là même qui avait en février 1975, obtenu, pour fraude électorale, l'invalidation du mandat de député de Mme Gandhi...

Alors que le Congrès avait remporté en 1971, les deux tiers des sièges (350), il se retrouve en 1976 avec à peine plus d'un tiers (154).

Cette déroute électorale du Congrès, amplifiée par le système de scrutin a une portée historique.

Un tournant historique

C'est un grand tournant de l'histoire de l'Inde depuis l'indépendance. Elle est le symptôme que de profonds bouleversements sociaux et politiques, mûris depuis trente ans, viennent à présent au grand jour, que toute une période s'achève, celle où les différentes fractions des classes possédantes indiennes avaient pu, malgré leurs contradictions, cimenter leur unité, et stabiliser durablement leur domination politique.

C'est la fin de la domination sans partage du Parti du Congrès et celle des symboles de sa continuité et, en quelque sorte, de sa légitimité historique : du fils spirituel de Gandhi (assassiné en janvier 48 par des extrémistes hindouistes), Nehru, à la fille de Nehru, Indira Gandhi, qui elle-même depuis deux ans avait brusquement propulsé sur le devant de la scène politique, son propre fils, Sanjay Gandhi.

Le Parti du Congrès avait en effet la particularité de rassembler en une seule formation les différentes composantes des classes possédantes : la grande bourgeoisie industrielle et d'affaires, comme les propriétaires terriens, et les couches bureaucratiques. Ces classes possédantes, modelées et constituées au cours des deux siècles de colonisation britannique, se sont retrouvées unies pour manœuvrer et négocier, avec l'impérialisme britannique, une indépendance dans des conditions telles que le mouvement des masses ne puisse prendre un caractère révolutionnaire et que les intérêts de l'impérialisme ne soient pas fondamentalement lesés. Dans ce but, le Congrès ne s'est pas opposé, loin de là, au «grand projet» britannique, consistant à exacerber les rivalités religieuses, déjà soigneusement activées durant la colonisation, entre hindouistes et musulmans. De la sorte, l'empire des Indes s'est trouvé divisé en deux États : l'Union Indienne, d'une part, et le Pakistan (occidental et oriental) d'autre part, ce qui pour l'impérialisme britannique offrait de meilleures conditions pour perpétuer sa domination. Dans le même temps, dévoyés par d'énormes déplacements de population, des pogroms, des massacres, et une situation de chaos, le mouvement des masses pour l'indépendance, qui avait pris notamment entre les deux guerres, une ampleur extraordinaire, n'a pu, à ce moment-là, se radicaliser et prendre nettement pour cible, avec l'occupant britannique, toutes les classes et couches, qui entendaient composer avec lui.

On peut dire, qu'à partir de là, la stabilité et la continuité du Parti du Congrès a signifié, pendant 30 ans, malgré une érosion progressive et lente, à la fois la capacité des classes dominantes à s'unir et leur capacité à maintenir leur emprise politique sur les masses.

Quelle alternative ?

Si l'on regarde, au contraire, la coalition qui l'a emportée aux dernières élections, malgré son sigle unique de Parti du peuple (Janata), il est évident qu'elle présente un caractère hétéroclite et que son unité rapidement conclue, dès l'annonce-surprise en janvier 1977 par Indira Gandhi, de la ▶

convocation d'élections en mars et de la levée progressive de l'état d'urgence est conjoncturelle et s'est constituée en négatif, contre l'état d'urgence, rassemblant ainsi, electoralement, tout un potentiel, très diversifié en fait, de mécontentements et de révoltes.

C'est J.P. Narayan, devenu une sorte de vieux sage, à la manière de Gandhi, qui à partir de l'État du Bihar et du fait de sa situation apparente «au dessus» des partis, a servi à cristalliser le courant d'opposition au gouvernement de Indira Gandhi. Son programme est significatif : il demande le rétablissement des libertés démocratique, des «élections libres et équitables»,l'éradication de la corruption politique, la réforme de l'éducation, et la décentralisation du pouvoir. A part cela, il demande la fourniture des denrées de base aux plus défavorisés (60 % de la population, dit-il lui-même) un salaire et un revenu minimum garanti à tous, la réduction des inégalités économiques au rapport de 1 à 10, une redistribution équitable des terres, la garantie du plein emploi.

Mais sans donner, et pour cause, aucune indication sur les moyens de satisfaire ces exigences, rappelées depuis trente ans, périodiquement par les politiciens indiens. Il faut rappeler que Narayan, il y a trente ans, faisait partie de l'aile la plus anti- communiste du courant «socialiste». Alors que le gouvernement de Nehru matait dans le sang, après l'indépendance, l'insurrection paysanne du Telengana, dirigée par les communistes, dans le sud du pays, il y avait, pour sa part, contribué en se mettant à la tête d'un mouvement pacifiste, de style gandhiste, pour le repartage «non-violent» des terres.

Ainsi les différents partis d'opposition se regroupent pour exiger le rétablissement de la démocratie bourgeoise qui, étant donné la profonde révolte populaire que suscite l'état d'urgence a de bonnes chances de leur assurer une victoire électorale. Mais en ce qui concerne les revendications immédiates des masses, l'ampleur même de leur démagogie montre qu'ils n'ont aucune alternative sérieuse à proposer pour s'attaquer aux causes fondamentales de la misère et du sous-développement.

Droite et gauche

La cause immédiate de la chute d'Indira Gandhi et de la défaite spectaculaire du Congrès, c'est bien en effet, l'état d'urgence, décrété par elle, le 26 juin 1975. Parce que l'état d'urgence n'a pas réussi à museler le mouvement des masses, ni non plus l'opposition bourgeoise qui a pu trouver par la suite momentanément un large appui populaire.

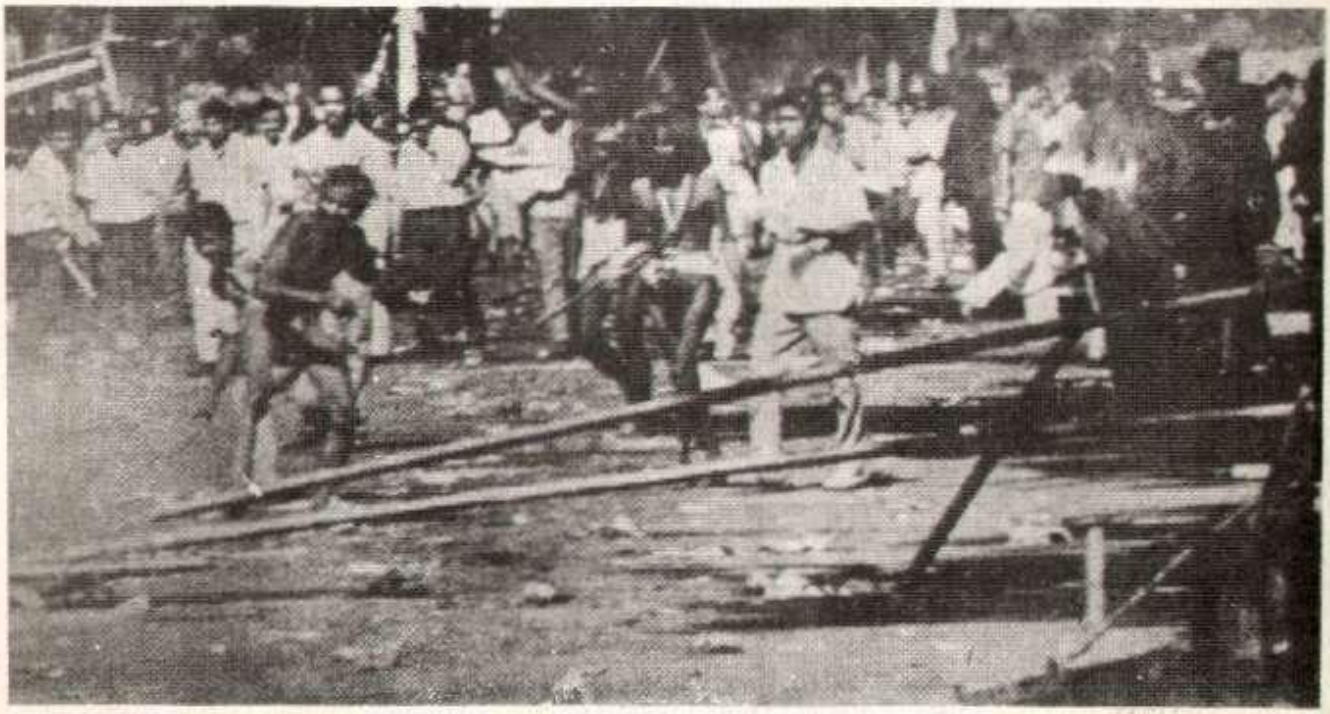
Mais pourquoi, de façon apparemment suicidaire, Indira Gandhi a-t-elle été amenée à décréter l'état d'urgence, pour ensuite, brusquement, provoquer des élections dans des conditions de «semi-liberté» ?

L'opposition l'appelait MAD, c'est-à-dire à la fois «folle» et «madame Dictator». Mais on ne peut expliquer le paradoxe apparent de cette politique par la personnalité «autoritaire» du premier ministre. Les zigzags et l'échec d'Indira Gandhi sont le produit du développement des contradictions de la société indienne et de son système politique.

Il faut remonter à 1969 pour saisir les prémisses de la crise qui va mener à la déconfiture du Congrès. La rivalité entre Indira Gandhi et Morarji Desai pour la direction politique du Congrès se solde alors par la défaite de Desai, qui fait scission et constitue alors, avec ceux qui le suivent, le «Congrès O» (old = vieux). L'enjeu de cette rivalité portait sur les grands choix politiques : à l'intérieur, l'extension ou non du secteur nationalisé ; à l'extérieur rapprochement ou non avec l'URSS (et comme conséquence l'alliance plus ou moins ouverte avec le Parti révisionniste de Dange, pro-soviétique). Ce qui est important, c'est que les deux choix étaient solidaires.

La scission du Congrès à ce moment-là, montre que l'unité, l'équilibre établi au sein des classes possédantes est en train de se rompre.

1967-1971 : la révolte de Naxalbari.

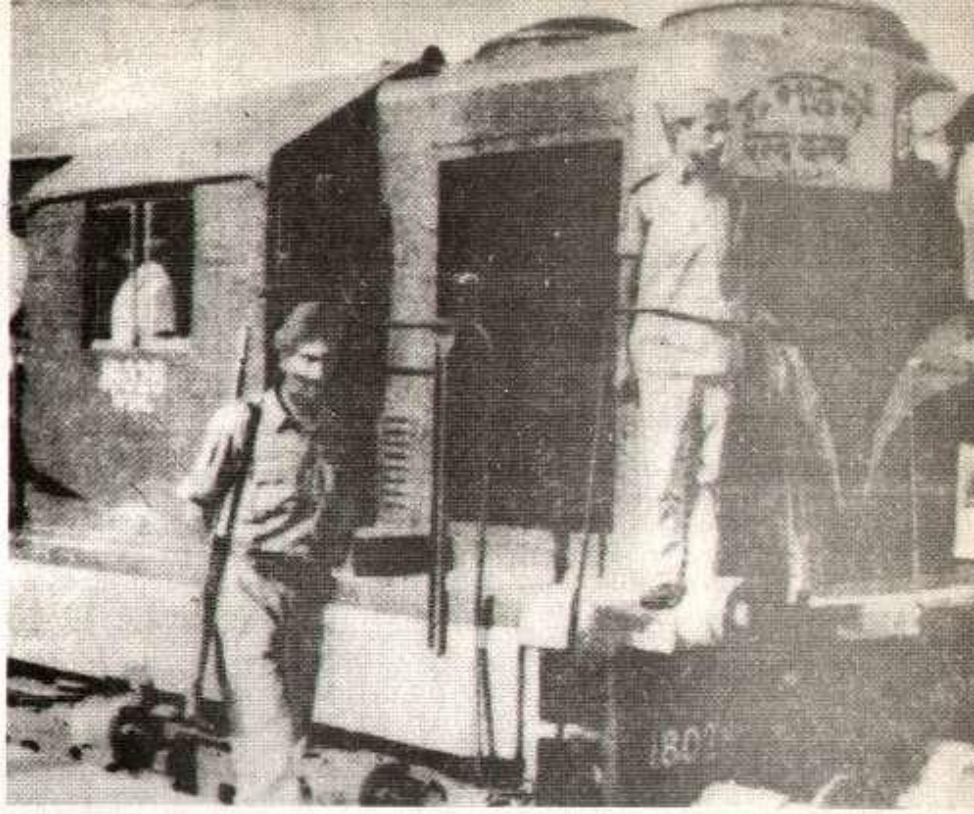


Depuis l'indépendance, sous l'autorité de Nehru, malgré des conflits existants depuis le début, un consensus avait pu se faire, d'une part pour développer un secteur capitaliste d'État pour autant qu'il pouvait servir à assurer des bases et une infrastructure (coûteuses) bénéficiant aux grands trusts privés (les Tata, les Birla, etc...); et d'autre part, pour une politique de non-alignement, permettant de desserrer quelque peu l'emprise anglo-US, sans tomber sous la coupe d'une Union Soviétique qui ne s'était pas développée encore en social-impérialisme. C'est en 1961 que Nehru, avec Tito et Nasser, fonde le mouvement des pays non-alignés.

Mais l'équilibre interne du Congrès autour de ce consensus, va être remis en cause par le développement même de la bourgeoisie, grande, petite, et moyenne, à la ville et aussi à la campagne, où se forme une nouvelle couche d'agriculteurs capitalistes, réinvestissant sur leurs terres (engrais, machines) et exploitant des ouvriers agricoles. Cette diversification pose à terme, le problème de la coexistence de ces couches bourgeoises et des choix à opérer pour leur structuration : de plus en plus, à travers d'âpres débats, dès 48, puis 1950 et en 1956, à l'intérieur même du Congrès se dégagent deux pôles : la «gauche», les partisans de l'extension du secteur public, du renforcement du capitalisme d'Etat, la «droite», partisans de la «libre entreprise». Déjà, en 1959, des milieux de la grande bourgeoisie créent le parti du Swatantra, après l'adoption, par le Congrès, du principe d'un «modèle socialistique de société» (donc de la préeminence du capitalisme d'État).

La distinction entre «droite» et «gauche» qui se fait sur ces bases utilisée encore par Indira Gandhi dans sa propagande, n'a donc rien d'une ligne de démarcation entre un courant «réactionnaire» et un courant «progressiste».

Dans un pays comme l'Inde, où l'emprise de l'impérialisme est demeurée puissante même si elle a transformé ses modalités d'existence (aide, crédits, sociétés mixtes, etc...), ces choix s'articulent nécessairement à des choix de politique étrangère. Pour se renforcer, le capitalisme d'État a été amené à faire appel à l'Union soviétique khroutchévienne qui, dans un premier temps, s'est montrée prête à lui fournir une «aide» dans des secteurs de l'industrie lourde, de l'énergie qui, pour les vieux impérialismes ne constituaient pas des secteurs suffisamment et immédiatement rentables.



1974 : grève générale illimitée des cheminots.

Ainsi, en 1969, le départ significatif de Morarji Desaï, l'un des caciques les plus anciens du Congrès se produit au moment où Indira Gandhi propose de nationaliser les 14 plus grandes banques du pays et où elle s'engage dans un rapprochement de plus en plus étroit avec l'URSS, nommément dénoncé par Desaï. Mais la «droite» n'a pas alors les moyens politiques de l'emporter : l'auréole progressiste de la «gauche» du Congrès demeurant encore, elle risquerait de se faire isoler, comme agents du grand capital, liés à l'impérialisme anglo-US, hostiles au «socialisme indien». Mais elle se donne les moyens de combattre l'orientation dominante, de l'extérieur du Congrès, dans l'opposition. L'«Indian finance», qui reflète bien les conceptions de cette opposition déclarait alors : «Laissons Mme Gandhi parler des aspirations des masses, développer les aspects radicaux, du programme congressiste. Plus elle en parlera, plus elle sera prisonnière de ces mots d'ordre... Qu'elle se plie à ces pressions, et il lui faudra ensuite mettre en œuvre ces déclarations».

Toutefois, dès ce moment-là, comme le montrent ses résultats médiocres aux élections de 1967, l'audience populaire du congrès, les illusions sur son caractère «progressiste» ou «socialiste», s'effritent très sensiblement. C'est que le développement du capitalisme a eu pour conséquence d'aiguiser les inégalités sociales. Particulièrement dans les campagnes, où nombre de petits propriétaires n'arrivent plus à se maintenir sur leurs terres, en sont chassés ou deviennent salariés des agriculteurs aisés. Les statistiques (officielles) montrent alors que de 1960 à 1970, pour le cinquième le plus pauvre de la population rurale, les conditions de vie ont stagné ou regressé ; pour le cinquième le plus pauvre de la population urbaine, elles se sont nettement détériorées ; et pour les 20 % de la tranche immédiatement supérieure, elles ont stagné ou regressé.

C'est en 1967 que s'est déclenché, à partir du village de Naxalbari au Bengale, un mouvement révolutionnaire de la paysannerie pauvre, mouvement qui prit des formes de lutte armée et s'étendit au-delà du Bengale, ainsi que dans les villes, en particulier l'immense agglomération de Calcutta. Ce mouvement, auquel le Parti Communiste marxiste-léniniste participa activement, le gouvernement ne put en venir à bout qu'au prix d'une repression sanglante et cela seulement en 1971. Et aujourd'hui encore le feu n'est pas éteint : dans l'aire touchée par le soulèvement des «naxalistes» subsistent, maintenant dispersés, des foyers de résistance armée, alors que

La main-mise soviétique sur l'Inde

L'URSS a commencé à proposer et consentir des prêts à l'Inde à partir de 1960 : les dettes de l'Inde vont passer de 548 millions de roupies en 1961 à 3,85 milliards en 1972. En 1969, l'Inde paye déjà 110 millions de roupies d'intérêt.

Ces emprunts sont «liés», c'est-à-dire que, pour la plupart, ils ne servent qu'à financer l'achat de biens et d'équipements à l'URSS. Il s'agit de l'installation d'équipements lourds, en général, appartenants au secteur capitaliste d'État.

L'URSS y trouve un double avantage : d'une part, elle écoule, par ce canal, des équipements périmés d'un niveau de productivité souvent très inférieur à la moyenne des équipements modernes équivalents. Et elle les écoule avec d'énormes bénéfices. D'autre part, elle fait en sorte, dans ces usines, de rendre indispensable la présence, en permanence, d'un encadrement soviétique, ce qui les maintient, pour leur fonctionnement-même, sous la dépendance directe de l'URSS. Enfin, le remboursement se fait, plus souvent, en nature : sous la forme de la production même des entreprises installées. Le diktat social-impérialiste s'exerce à plein : prix forts, imposés pour les équipements de second choix, contrats à long terme et à très bas prix, pour les fournitures de remboursement. De la sorte, le développement du secteur capitaliste d'État est profondément déformé, et constitue plus un frein qu'un facteur de développement de l'économie nationale.

En 1973, l'URSS avait déjà la haute main sur 80% du secteur machines-outils, 60% de l'équipement électrique, 35% de la transformation du pétrole, 30% de l'acier et 20% de l'énergie électrique.

Lorsque le remboursement en nature n'est pas possible, l'URSS exige le remboursement sous forme d'autres produits d'exportation — traditionnels — de l'Inde : jute, thé, noix de cajou. Elle est en mesure d'imposer alors des prix inférieurs, parfois de 30%, au cours mondial, et de les revendre, avec de gros bénéfices, aux pays occidentaux, au Japon ou aux pays de l'Est. C'est ainsi que l'URSS est devenue, à partir de 1971, le premier client — le premier pilleur plutôt — de l'Inde.

Inversement, elle impose la fourniture de matières premières, comme le pétrole, à des cours supérieurs de 30% à ceux qu'elles causent, par exemple, à l'Allemagne de l'Ouest.

Dès 1971, lors de l'agression contre le Pakistan, l'Inde était déjà équipée, pour l'essentiel, de matériel militaire russe : Mig 21, Ilyouchine 14, hélicoptères, chars. Cet équipement n'est pas gratuit, évidemment et permet l'ingérence sous des prétextes techniques, de conseillers soviétiques dans l'armée indienne. Après le traité militaire de 1971, les livraisons d'armes se sont accumulées. Des facilités portuaires ont été concédées à la flotte soviétique dans les ports de Madras et de Bombay.

La politique d'assujettissement de l'Inde par l'Union Soviétique, au-delà du pillage immédiat, fait partie intégrante d'une visée globale, hégémonique : il s'agit, (c'était déjà un vieux rêve des tsars), de faire une percée décisive dans l'Océan Indien. S'il dominait complètement le sous-continent indien, l'URSS disposerait d'un atout décisif pour contrôler l'Océan Indien. D'autre part, l'URSS voudrait mettre en place un dispositif réactionnaire d'encerclement de la Chine Populaire. C'est pourquoi il a encouragé la politique expansionniste de la bourgeoisie indienne, notamment dans son agression contre le Pakistan. Transformer l'Inde en un sous-impérialisme exerçant sa domination dans la région, sous-impérialisme qui ne pourrait se passer de sa protection et de ses fournitures, tel est le projet de l'URSS.

Mais il a subi des revers considérables.

A l'intérieur même du système politique indien, on voit que la résistance à cette emprise, a beaucoup contribué à la défaite d'Indira Gandhi. La liquidation de Mujibur Rahman en août 1975, a marqué l'échec de la tentative de protectorat indien sur le Bangla Desh. Et l'URSS n'est jamais parvenue à faire entrer l'Inde dans son projet de «pacte asiatique de sécurité».

La venue au pouvoir des partis d'opposition au Congrès marque à coup sûr un recul important pour les projets impérialistes de l'URSS : Morarji Desaï s'est aussitôt déclaré partisan d'un «véritable non-alignement», a souligné que le traité d'amitié et de coopération avec l'URSS «ne doit pas faire obstacle à des relations d'amitié de l'Inde avec quelque autre Etat que ce soit», sinon il devrait «être modifié». Cyrus Vance, au nom des USA, a salué chaleureusement le nouveau gouvernement : «Les perspectives d'amélioration des relations entre les deux pays sont excellentes».

Tout récemment, les nouveaux dirigeants ont refusé d'accepter l'aide soviétique pour les travaux d'extension de l'aciérie de Bokaro (l'accord avait été conclu, mais non encore signé) et cela à la veille d'un voyage de Gromyko, venant s'enquérir de la situation nouvelle...

Cette grande aciérie, construite par les Soviétiques, était l'exemple même du pillage et de la gabegie de l'aide soviétique : prévue pour 1971, son achèvement avait été retardé à huit reprises, son coût était passé de 6,2 milliards à 7,6 milliards de roupies, le prix de revient, de la tonne d'acier, du fait des équipements démodés, est le double du prix de revient moyen mondial, etc. Les travaux d'extension seront désormais pris en charge par des entreprises indiennes, avec une aide technologique américaine.

Toutefois, il ne semble pas qu'il puisse y avoir de revirement trop brusque de la nouvelle équipe au pouvoir, ni qu'on puisse prévoir qu'elle va «basculer» sous la protection US : les liens de dépendance tissés par les Soviétiques, depuis des années (armements, technologie, investissements, débouchés commerciaux), sont trop développés pour être éliminés du jour au lendemain. On doit s'attendre plutôt à un infléchissement de la politique indienne, à un rééquilibrage du poids respectif de chacune des deux superpuissances dans le pays, au profit des États Unis et au détriment de l'URSS.

des milliers de paysans naxalistes restent, depuis huit ans, emprisonnés dans les pires conditions.

Une fuite en avant

Les élections de 1971 auront beau être un triomphe pour le Congrès, elles ne peuvent masquer l'incapacité du gouvernement Gandhi à résoudre la crise économique et sociale qui s'amorce à partir de 1972 : inflation, spéculation sur les prix industriels et agricoles, chômage, corruption.

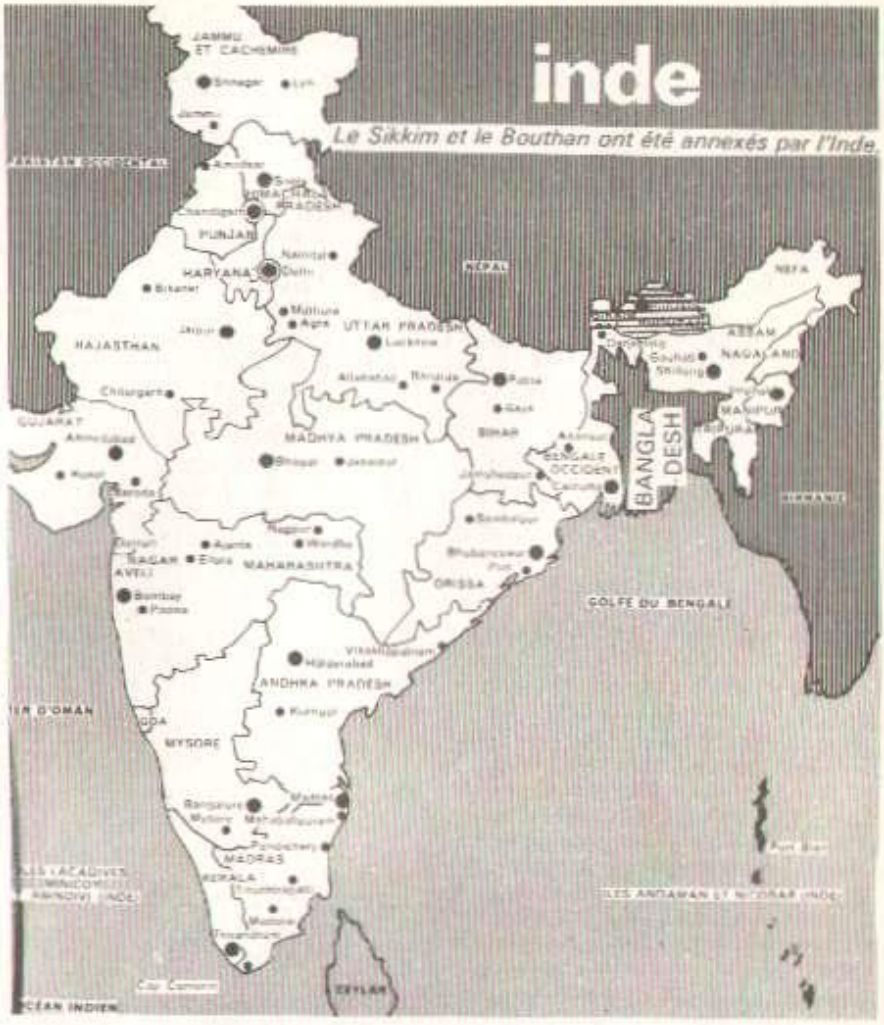
L'échec des choix économiques apparaît avec netteté : non seulement ils se révèlent incapables de résoudre les grands problèmes que la politique «progressiste» se promettait de résoudre, mais il devient patent que «l'aide» de l'URSS est une charge de plus en plus lourde, que le secteur public, bureaucratisé, fonctionne mal, a peu d'efficacité et devient plutôt une entrave au secteur capitaliste privé. C'est notoire, par exemple, en ce qui concerne la production d'électricité.

D'autre part, les conséquences du rapprochement politique avec l'URSS, ne sont pas non plus très fructueuses : le traité d'amitié et de coopération avec l'URSS est signé en 1971. Et c'est la même année qu'à l'ombre de ce protectorat et avec des armes russes, l'Inde intervient au Pakistan Oriental pour le détacher du Pakistan Occidental. Le «soutien» au Bengladesh a pu, un temps, entretenir une certaine euphorie chauvine et faire oublier les vrais problèmes. Mais assez vite, les conséquences néfastes s'en sont fait sentir : non seulement l'intervention n'avait rien résolu, mais elle avait ajouté le poids de l'effort de guerre et la charge de dix millions de réfugiés.

Pourquoi l'état d'urgence

L'état d'urgence est l'aboutissement logique de l'impasse où s'est ainsi placé le gouvernement de I. Gandhi et, à sa suite, le Congrès. Il montre en définitive sa faiblesse.

D'une part, il vise fondamentalement à faire la preuve que le gouvernement est capable de faire cesser l'agitation des masses qui se développe. La classe ouvrière est frappée de plein fouet : par la répression du mouvement des cheminots, par l'interdiction du droit de grève et par la *baisse* imposée du salaire (suppression de primes).



Mais d'autre part, tout en muselant l'opposition de droite qui cherchait dès avant l'état d'urgence à coaliser à son profit autour de Narayan tous les mécontentements, Indira Gandhi cherche à se ménager la grande bourgeoisie industrielle et financière. Non seulement elle lui assure de meilleures conditions pour exploiter la classe ouvrière, mais elle libéralise sensiblement les possibilités d'investissements et notamment d'investissements étrangers. Et dans son discours de juin 1975, elle se défend de vouloir développer le secteur nationalisé : «Les suppositions les plus folles ont été lancées concernant la nationalisation imminente des industries et la mise en place de contrôles nouveaux et très stricts. Nous n'avons aucun plan de ce genre».

Paradoxalement, les résultats -économiques- de l'état d'urgence sont assez bons pour les classes possédantes : suppression du déficit du commerce extérieur, ralentissement de l'inflation de 30 % à 10 %, augmentation du taux d'expansion de la production industrielle, triplement de la réserve de devises. A cela s'ajoutent deux bonnes récoltes de céréales, en 1975 et 1976, qui dégagent même, fait exceptionnel en Inde, un léger excédent.

Au plan extérieur, durant cette période, Indira Gandhi amorce, surtout après la liquidation de Mujibar Rahman au Bengla-Desh (août 1975) un inflechissement de sa politique, qui tend, malgré le voyage de Brejnev en 1973, à une certaine démarcation avec l'URSS.

En avril 1976, l'Inde échange des ambassadeurs avec la Chine populaire, alors que depuis 1962 (agression indienne contre la Chine), les relations diplomatiques étaient «gelées».

Début mai 1976, un accord est réalisé avec le Pakistan pour «normaliser» les relations avec cet Etat - à la suite de la guerre de 1971.

Fin juin 1976, 8 fonctionnaires soviétiques, diplomates, sont discrètement expulsés, pour tentatives de corruption.

(suite en p. 47) ▶

Le PC indien à la remorque de Moscou : **une déroute**

Depuis des années, l'axe de la politique du Parti révisionniste indien de Dange, consiste à servir les visées impérialistes de l'URSS. Disposant encore d'une base d'influence populaire notamment dans des Etats comme le Kérala et le Bengale il s'efforce de canaliser aspirations et revendications dans le sens d'un soutien, à l'intérieur du Congrès des forces et tendances «démocratiques» contre les forces «réactionnaires».

Il faisait apparaitre ainsi Indira Gandhi plutôt comme une «centriste», qu'il faudrait encourager, pousser, épauler dans sa volonté de «lutte» contre les forces «réactionnaires». Ce faisant, son rôle revient à utiliser le mouvement de masses, pour donner plus de poids, au sein des forces politiques bourgeoises, à l'orientation pro-soviétique.

Ainsi le PCI a été le ***seul*** *parti «d'opposition» au congrès à soutenir l'état d'urgence, le seul qui continue à coopérer durant cette période avec le Congrès ; en avril 1976, le ministre de l'intérieur du gouvernement du Kérala (où participe le PCI), dénonçait le danger présenté par le développement de l'activité des naxalites : «Les extrémistes n'appartiennent pas tous aux classes pauvres... Il y a parmi eux des fils de familles aisées».*

Au Parlement, le PCI vote en janvier 1976 la prolongation de l'état d'urgence, l'ajournement des élections, participent activement à l'élaboration d'un nouveau «code du journalisme», soutient une réforme de la constitution qui ôterait tout droit de regard à la Cour Suprême etc...

Le PCI aurait voulu se rendre indispensable, dans le cadre de l'état d'urgence, à la consolidation du pouvoir d'Indira Gandhi.

Mais l'évolution des choses va mener à la déroute de cette tactique : d'une part, Indira Gandhi, pour éviter de renforcer la coalition de l'opposition, marque ses distances, à la fois, vis-à-vis de l'URSS et du PCI. Pour les élections, malgré les requêtes incessantes du PCI, il n'y aura que des accords électoraux peu nombreux et locaux.

D'autre part et surtout, la répression d'Indira Gandhi contre le mouvement des masses ne se gêne pas pour emprisonner des milliers de travailleurs __y compris certains militants__ de base du PCI.

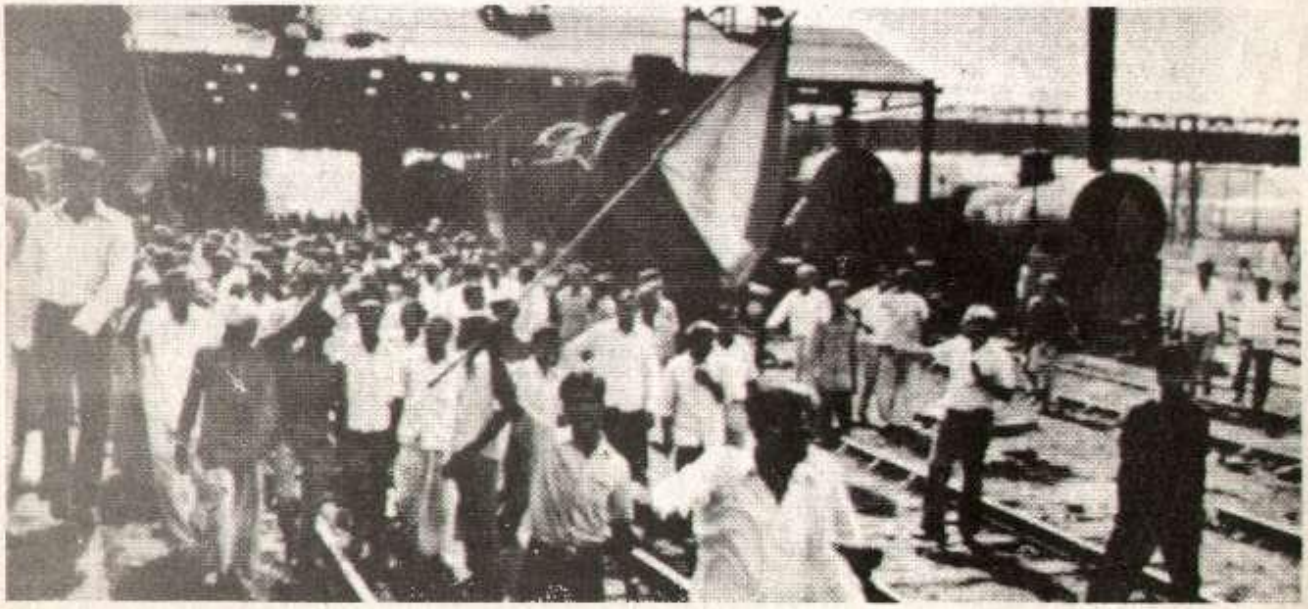
Le PCI s'est trouvé ainsi, dès l'année 1976, en contradiction flagrante avec l'état d'esprit et le mouvement des masses (et sans aucun doute toute une partie de ses militants).

D'où des prises de positions intenables telles que : «L'offensive contre les droits syndicaux de la classe ouvrière, la confiscation d'un certain nombre de ses avantages économiques durement gagnés, ont mécontenté à bon droit la classe ouvrière, qui a toujours soutenu l'état d'urgence, lutté avec fermeté contre la réaction de droite et augmenté la production pour le bien de la nation».

Obligé d'adopter de plus en plus des positions «critiques», de ce type, le PCF a, malgré tout, jusqu'au bout, jusqu'aux élections, nettement pris parti pour Indira Gandhi, en tant que représentante de la «bourgeoisie anti-impérialiste».

Sans aucun doute, le Parti révisionniste va payer très cher, en influence politique dans le pays, son attitude durant l'état d'urgence qui a fait apparaître beaucoup plus crûment sa nature. Sa déroute électorale en est un indice.

Un mouvement de masse toujours renaissant.



A la Conférence de Colombo, l'Inde se rallie à la majorité et condamne la présence de toute puissance étrangère dans l'Océan Indien. Alors que Cuba entendait dénoncer seulement la présence militaire US à Diego Garcia.

Enfin, lors de son voyage à Moscou, en été 1976, Indira Gandhi refuse une nouvelle-fois d'entrer dans un «pacte asiatique de sécurité collective en Asie», depuis longtemps proposé par l'URSS. Et Moscou fait alors peser la menace de suspendre ses livraisons d'eau lourde (indispensables à l'industrie nucléaire indienne).

Enfin, malgré qu'il soit le seul parti «d'opposition» à avoir *approuvé* l'état d'urgence, Indira Gandhi gardera ses distances vis-à-vis du parti révisionniste pro-soviétique.

Cet ensemble de faits indique qu'Indira Gandhi a cru, par le moyen de l'état d'urgence, réajuster les bases mêmes de l'hégémonie du Congrès : remplacer son image de marque «progressiste» en faillite par un consensus, un embrigadement populaire fascisants, avec l'aide du Parti révisionniste et dans le même temps, donner des gages à la grande bourgeoisie industrielle et financière, à la fois qu'un nouvel accord pouvait s'opérer avec le capitalisme d'Etat et que les liens avec l'URSS pouvaient se distendre.

C'est l'échec de sa politique répressive des masses, le potentiel de révolte qui s'y est développé qui ont joué un rôle décisif : l'ordre nouveau tenté par Indira Gandhi a paru, malgré ses avantages, beaucoup trop mal assuré et aventureux à une large fraction des classes possédantes. Elles ont préféré se placer à la tête de cette dangereuse vague de fond qui se préparait, pour la canaliser et la dévoyer. Dès lors, c'est l'affrontement sur le terrain «démocratique» qui devait trancher la lutte aiguë au sein même des classes dirigeantes indiennes.

Mais il serait erroné de penser que l'on retourne ainsi à la situation d'avant juin 1975. Les bouleversements opérés sont considérables : c'est un échec cinglant pour l'Union Soviétique qui avait soutenu mordicus Indira Gandhi et l'état d'urgence. Et Morarji Desaï, à peine premier ministre, s'est déclaré partisan d'un «véritable non-alignement» et a fait comprendre que le traité de 1971 avec l'URSS «ne doit pas faire obstacle à des relations d'amitié avec quelque autre Etat que ce soit». Sinon il devrait «être modifié».

Et surtout l'aspiration à des changements profonds de la situation des masses, en même temps que leur refus de solutions ouvertement répressives met le nouveau gouvernement dans une position assez fragile : il est à coup sûr incapable de répondre à ses aspirations, mais ne pourra pas, du moins dans l'immédiat, sous peine de perdre son crédit politique tout neuf, recourir ouvertement à la méthode forte.

La fin de l'hégémonie trentenaire du Parti de Gandhi marque sans doute le début d'une accélération des bouleversements politiques en Inde. ■

MOUVEMENT DE RECTIFICATION : Quelques éléments de bilan
(suite de la page 10)

semble. Mais les défauts gauchistes qui existent dans le parti aujourd'hui ne constituent pas un ensemble de conceptions systématisées. Ils consistent bien plus en un ensemble d'insuffisances qui apparaissent avec le plus de netteté en ce point de jonction essentiel du parti avec les masses que constitue la cellule. Ils exigent un mouvement de rectification sans lequel le risque existe, avec le développement de ces défauts, de couper le parti des masses, de le rendre incapable de rassembler autour de son projet une frange significative de la classe ouvrière. Dans l'élaboration de son projet de société — la société socialiste — le parti doit se forger une arme qui est extrêmement importante pour prolonger politiquement la rupture avec le révisionnisme, pour corriger ses défauts gauchistes. En effet, la définition du socialisme pour notre pays pose pour aujourd'hui-même des exigences au parti afin de renforcer la crédibilité de ce projet. Ainsi, pour le type de liaison à construire avec les masses, pour la manière de résoudre les contradictions à l'intérieur et à l'extérieur de lui-même, le parti se trouve confronté à de nouvelles exigences.

Un trop grand écart entre la définition et la fonction du parti dans la société socialiste, et la façon dont il s'édifie, aujourd'hui, constituerait un obstacle à l'adhésion des masses.

Pour avancer, ce mouvement de rectification reposera très largement sur la mobilisation directe des cellules qui constituent son point d'application essentiel. Puisqu'il s'agit de corriger des défauts dans le style de travail, cela exige de cerner ceux-ci avec précision, point par point. C'est chaque aspect de l'activité interne et externe du parti qui doit donner lieu à réforme. Pour cela, un vaste travail d'enquête systématique, rigoureux est nécessaire. Si cette démarche n'existe pas, le mouvement de rectification risque de déboucher sur des débats peu en prise sur la réalité. Ce qu'il faut transformer aujourd'hui, c'est la manière de travailler du parti, d'envisager chacune de ses tâches.

Ainsi, à l'heure où la situation appelle un effort propagandiste sans précédent, il est nécessaire d'examiner rapidement comment étude et propagande sont organisées dans les cellules. Il s'agit là de deux tâches étroitement liées. Dans cette enquête, il faut étudier comment est élaborée la propagande, comment elle est conduite, quelles initiatives sont prises, quel en est très précisément l'écho, en quoi elle transforme le point de vue de ceux auxquels elle s'adresse.

Dans le même temps, il faut enquêter sur la place du travail d'étude, son contenu, son lien avec la pratique. Sur la base de cette enquête approfondie, reposant sur un effort d'analyse très important effectué par les cellules, l'ensemble du parti pourra élaborer les réformes concrètes nécessaires en vue d'améliorer qualitativement le travail engagé et de créer les conditions pour une plus grande efficacité dans la propagande. S'il est urgent d'examiner aujourd'hui dans les moindres détails cette activité du parti, cette première enquête devra se prolonger par l'examen de tous les autres aspects de l'activité du parti. Celle-ci passée ainsi au crible de l'analyse et de la critique, les réformes nécessaires pourront s'engager très rapidement. Dans ces conditions, la liaison du parti aux masses se trouvera grandement renforcée et le parti lui-même se verra consolidé politiquement. Un nouveau pas sera ainsi franchi dans l'édification du parti, pour un parti de type nouveau. Cette nécessaire avancée s'affirme avec d'autant plus de force que les échéances de la lutte de classes dans cette période appellent un effort accru pour organiser dans la classe ouvrière ceux qui refusent l'alternative offerte par le PCF, mais n'ont pu encore adhérer véritablement au projet révolutionnaire. ■

ORGANE CENTRAL
du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

ABONNEZ VOUS À FRONT ROUGE

POUR LA FRANCE

	PLI NORMAL	PLI FERMÉ
6 MOIS	30 F	50 F
1 AN	50 F	100 F

POUR L'ÉTRANGER : Écrire au journal.

BP 68 - 75 019 PARIS

CCP 31 191 14 LA SOURCE

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE PCRml

Nom .....
Prénom .....
Profession.....
Adresse .....
A envoyer à «FRONT ROUGE BP 68-75019 Paris»